

LES TAXES SUR LES SPECTACLES PUBLICS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 23 Mai 1938, à 14 h.

PAR

Pierre-Louis MOINE

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques.

Président : M. MESTRE, professeur.

Suffragants { **MM. LAFERRIÈRE, professeur.**
SIBERT, professeur.

PARIS-5°

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, rue Soufflot

1938

LES TAXES SUR LES SPECTACLES PUBLICS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES TAXES SUR LES SPECTACLES PUBLICS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 23 Mai 1938, à 14 h.

PAR

Pierre-Louis MOINE

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques.

Président : M. MESTRE, professeur.

Suffragants { *MM. LAFERRIÈRE, professeur.*
SIBERT, professeur.

PARIS - 5°

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, rue Soufflot

1938



JURISPRUDENCE CITÉE (ORDRE CHRONOLOGIQUE)

ABRÉVIATIONS

<i>B. C.</i>	<i>Bulletin criminel.</i>
<i>B. C. I.</i>	<i>Bulletin des contributions indirectes.</i>
<i>D. H.</i>	<i>Dalloz Hebdomadaire.</i>
<i>D. P.</i>	<i>Dalloz Périodique.</i>
<i>G. P.</i>	<i>Gazette du Palais.</i>
<i>G. T.</i>	<i>Gazette des Tribunaux.</i>
<i>S.</i>	<i>Sirey.</i>
<i>Rép. prat. Dal.</i>	<i>Répertoire pratique Dalloz.</i>

A. *Jurisprudence judiciaire.*

Seine civ.	11 mai 1915	
Cass. crim.	22 février 1923	<i>B. C. I.</i> 16 — 1923
Cass. civ.	17 juillet 1924	<i>D. H.</i> 24 — 577
Cass. civ.	23 juillet 1924	<i>D. H.</i> 24 — 563
Perpignan	25 novembre 1924	<i>D. H.</i> 25 — 114
Cass. crim.	12 décembre 1924	<i>D. H.</i> 25 — 22
Cass. crim.	3 janvier 1925	<i>B. C. I.</i> 15 février 1925
Cass. civ.	23 avril 1925	<i>D. H.</i> 25 — 406
Montpellier	9 mai 1925	<i>D. H.</i> 25 — 458
Cass. civ.	13 juin 1925	<i>D. H.</i> 25 — 485
Ploermel	9 décembre 1925	<i>S.</i> 1927 — 2 — 57
Cass. crim.	5 février 1926	<i>D. H.</i> 26 — 236
Cass. crim.	8 mai 1926	<i>D. H.</i> 26 — 349
Annecy	10 novembre 1926	<i>S.</i> 27 — 2 — 57
Cass. crim.	4 janvier 1927	<i>D. H.</i> 27 — 205
Cass. crim.	22 janvier 1927	<i>D. H.</i> 27 — 117
Amiens	13 mai 1927	<i>D. H.</i> 27 — 490
Montpellier	31 mai 1927	<i>D. H.</i> 27 — 490
Seine cor.	26 juin 1927	
Versailles	27 juillet 1927	<i>D. H.</i> 27 — 491
Cass. civ.	7 décembre 1927	<i>D. H.</i> 28 — 1
Cass. crim.	10 février 1928	<i>D. H.</i> 28 — 169

Cass. crim.	8 mars 1928	<i>D. P.</i> 29 — 1 — 37
Cass. crim.	4 janvier 1929	<i>C. P.</i> 29 — 1 — 230
Cass. civ.	22 janvier 1929	<i>D. H.</i> 29 — 181
Cass. civ.	5 mars 1929	<i>D. H.</i> 29 — 219
Cass. civ.	12 avril 1929	<i>D. H.</i> 29 — 266
Cass. crim.	16 mai 1930	
Cass. civ.	8 juillet 1930	<i>G. P.</i> 30 — 2 — 90
Cass. crim.	14 mars 1931	<i>G. P.</i> 31 — 1 — 642
Cass. crim.	5 juin 1931	<i>G. P.</i> 31 — 2 — 231
Cass. crim.	31 juillet 1931	<i>G. P.</i> 31 — 2 — 536
Cass. crim.	18 janvier 1932	<i>G. P.</i> 32 — 1 — 297
Orléans	29 octobre 1932	<i>G. P.</i> 32 — 2 — 932
Rouen	29 décembre 1932	<i>G. T.</i> 21 février 1933
Seine Civ.	23 avril 1933	<i>G. P.</i> 33 — 2 — 58
Cass. civ.	7 novembre 1934	<i>S.</i> 35 — 1 — 30
Seine Cor.	27 décembre 1935	<i>G. P.</i> 36 — 1 — 163
Cass. Req.	31 mars 1936	<i>G. P.</i> 36 — 1 — 908
Seine Cor.	10 juillet 1936	<i>D. H.</i> 36 — 519
Cass. crim.	15 janvier 1937	<i>D. H.</i> 37 — 120
Seine Civ.	13 mai 1937	<i>B. C. I.</i> 19 — 1937

B. *Jurisprudence administrative.*

Arrêts du Conseil d'État :	7 mai 1857	LEBON 1857 p. 256
Arrêts du Conseil d'État :	30 juin 1873	<i>D. P.</i> 1873 — 3 — 93
Arrêts du Conseil d'État :	16 mai 1879	<i>D. P.</i> 1880 — 3 — 360
Arrêts du Conseil d'État :	27 juillet 1883	<i>D. P.</i> 1885 — 3 — 32
Arrêts du Conseil d'État :	20 novembre 1885	<i>D. P.</i> 1887 — 3 — 53
Arrêts du Conseil d'État :	7 août 1891	<i>D. P.</i> 1893 — 3 — 105
Arrêts du Conseil d'État :	2 février 1900	<i>E. P.</i> 1901 — 3 — 58
Arrêts du Conseil d'État :	25 juillet 1912	<i>D. P.</i> 1916 — 3 — 14
Arrêts du Conseil d'État :	8 juin 1923	<i>D. P.</i> 1923 — 3 — 46
Arrêts du Conseil d'État :	23 novembre 1928	<i>D. H.</i> 1929 — 72

LES TAXES SUR LES SPECTACLES PUBLICS

AVANT-PROPOS

L'INTERVENTION POLITIQUE DE L'ÉTAT DANS LES SPECTACLES PUBLICS

« ... Panem et Circenses »,
(JUVÉNAL, *Satires*, X-81.)

I

Se distraire est une nécessité pour l'homme. C'est un besoin que l'on retrouve dans toutes les sociétés, primitives ou évoluées. Seules varient la qualité et la portée des délassements choisis. Certains sont physiques, d'autres sont intellectuels. Mais il existe un lien entre ces deux catégories, lorsque des hommes ont pour profession de distraire leurs congénères.

Les danses primitives avaient un caractère religieux. La tribu entière y participait. Les fidèles se contentèrent ensuite d'assister aux cérémonies dirigées par les officiants. Les évocations des dieux et des mânes des grands ancêtres avaient lieu¹ « dans certains temples où le prêtre, environné de ténèbres, imitait la voie sépulcrale et le geste du spectre invoqué ».

1. Magnin, *op. cit.*, Origines du théâtre antique et moderne.

Le besoin d'imitation poussa les hommes à se réunir, pour voir certains d'entre eux revêtir des personnalités défuntes ou imaginaires et vivre pendant quelques heures, dans un monde fictif.

Dans une lettre à d'Alembert, J.-J. Rousseau rappelle qu'en Grèce « tous les sujets des pièces n'étant tirés que
« des antiquités nationales dont les Grecs étaient ido-
« lâtres, ils voyaient dans ces mêmes acteurs moins des
« gens qui jouaient des fables que des citoyens instruits
« qui représentaient, aux yeux de leurs compatriotes,
« l'histoire de leur pays ».

Le goût du spectacle, inhérent à la nature humaine, se trouve développé par la civilisation et il prend des formes diverses. Il devient un besoin auquel on échappe de plus en plus difficilement, par suite d'expériences répétées. Ce besoin s'étend et atteint des classes sociales nouvelles. Cependant, à ne considérer que ce qui est indispensable à la vie, le spectacle demeure quelque chose de superflu. C'est un luxe.

Les spectacles publics attirent les foules pour lesquelles se distraire est devenu indispensable. Jeux, danses, courses, théâtres, peu importe la différenciation : des rassemblements importants de citoyens ont lieu dans le but de se distraire. Le désordre naît facilement de la foule. Les gouvernants prennent donc tout de suite en considération l'objet de ces attroupements. Il faut faire respecter l'ordre. Il ne faut pas non plus que ces réunions soient l'occasion de jugements politiques ou tout simplement de critiques. L'opinion publique doit être préservée de toute corruption : la censure permettra de s'assurer de l'innocence des distractions.

Gouverner c'est dépenser et les gouvernements sont

infatigables dans la recherche de nouvelles sources de revenus.

Les spectacles publics ont justement cet avantage de n'être pas indispensables et cependant d'attirer la masse. Dans une large mesure, on peut dire qu'ils ont, surtout de nos jours, une clientèle qui admet difficilement de se priver. C'est une assise toute indiquée pour de fructueuses impositions.

L'intervention de l'État dans les spectacles publics procède donc de deux mobiles : l'un politique, l'autre fiscal. Ce dernier seul sera étudié. Mais il n'était pas inutile de dire quelques mots de l'intervention politique de l'État dans les manifestations spectaculaires, car celle-ci a sans doute précédé de beaucoup l'intervention fiscale.

II

Les manifestations spectaculaires, auxquelles un peuple nombreux se rend sont de celles qui, de tous temps, ont retenu l'attention des gouvernants. Il importe de surveiller ces contacts massifs de citoyens.

Aussi, dans les spectacles prodigués jadis au peuple, voit-on toujours se mêler le prince ou ses suppôts.

Le chef de l'État participe aux joies de son peuple, dit-on plus habilement.

Quand, dans l'ancienne France, le genre théâtral se précise on laisse beaucoup de liberté aux troubadours, auteurs-acteurs, utilisant souvent l'Église comme salle de spectacle. On ne leur demande ainsi qu'aux jongleurs loués pour les fêtes et les assemblées que de remplir leur engagement et de respecter la décence,

La première organisation de comédiens est une confrérie placée sous l'invocation de la Passion de Jésus-Christ ; elle ne pouvait jouer qu'après vêpres. Elle devait aussi respecter la décence.

Louis XIII a défendu les comédiens. Il leur faut gagner l'estime de leurs concitoyens, et ce résultat sera atteint si leurs spectacles ne sont pas contraires à la morale. Dans une déclaration du 16 avril 1641, Louis XIII veut que « l'exercice des comédiens ,qui peut innocemment divertir « les peuples de diverses occupations mauvaises, ne puisse « leur être imputé à blâme, ni préjudicier à leur réputation « dans le commerce public. » (Cité par Vivien et Blanc, dans « Législation des théâtres », Paris, 1830.)

La préoccupation de moralité publique, qui avait elle-même succédé à la moralité religieuse, passe à son tour au second plan et les interventions de l'État exerçant la surveillance de l'art dramatique aboutissent à une censure nettement politique.

Au cours des siècles, les allusions et les critiques auront des portées différentes. On trouvera aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles des satires de la vie des grands du royaume, tandis qu'au ^{xviii}^e siècle la forme même du gouvernement sera visée. Précisons tout de suite qu'il ne faut pas confondre censure et liberté d'exploitation théâtrale. Cette dernière fut accordée par une loi de 1864 tandis que la censure subsista effectivement bien plus longtemps. La censure vise ce qui est offert aux réflexions des spectateurs dans l'établissement de spectacle, l'exploitation théâtrale n'est qu'une activité commerciale particulière.

La souveraineté absolue du roi lui permet de soumettre les auteurs à tous les régimes .En 1706, cependant, Louis XIV décide de nommer désormais des censeurs qui

exerceront une censure préventive, sur les œuvres théâtrales offertes au public.

Ces censeurs, devenus rouages administratifs, vivent dans la dépendance totale du roi. Il n'est que de se souvenir des démêlés de Beaumarchais avec la censure royale pour son « Mariage de Figaro ». La Révolution proclamant la liberté d'opinion, on pouvait penser que la scène allait aussi être libre. Il n'en fut rien et l'ordre public troublé fut le prétexte complaisant de maintes interdictions.

Un gouvernement autoritaire multiplie les risques de critiques, car nombreux sont les auteurs qui s'adonnent à ce jeu d'autant plus attirant qu'il est plus dangereux.

A l'époque de son divorce, Napoléon entra dans une violente colère au cours d'un spectacle que donnèrent les comédiens du Théâtre-Français, parce que Cadet Roussel s'était écrié : « Il est malheureux pour un homme comme moi de n'avoir personne à qui transmettre l'héritage de sa gloire. Décidément je vais divorcer pour épouser une jeune femme avec qui j'aurai des enfants. » Dans « Britannicus », Narcisse conseillant à Néron de répudier, l'empereur se crut encore visé et décida lui-même d'être censeur. Ce ne fut qu'une velléité, la tâche étant certes excessive.

La censure est active jusqu'en 1870. Le 30 septembre 1870, un décret, inspiré par Jules Simon, la supprime. Mais le maréchal de Mac-Mahon rétablit le régime antérieur le 18 mars 1871. Depuis lors, la censure n'a pas été supprimée en droit, malgré des attaques aussi violentes que répétées. L'interdiction des « Avariés » de Brieux, fit plus scandale que son sujet lui-même. La dernière victime fut une pièce de F. Nohain : « Au temps des Croisades ».

La censure est morte, en fait, lors de la discussion du

budget de 1905, par la suppression des crédits alloués aux censeurs. Ainsi disparaissait la manifestation la plus ancienne de l'intérêt apporté par l'État aux spectacles.

Le point de vue fiscal, pour ne pas s'être dégagé aussi vite, n'en a pas moins été retenu rapidement. L'intervention de l'État dans l'industrie des spectacles, sur le plan fiscal, s'est affirmée au cours des siècles.

Le plus ancien droit qui ait frappé les amateurs de spectacles publics est le droit des pauvres. Ce prélèvement fut longtemps unique. Il faut attendre le ^{xx}e siècle pour trouver de nouvelles dispositions : taxe d'État et taxe municipale.

PLAN

Dans le premier chapitre de l'introduction, nous rappellerons, assez brièvement, l'histoire des impositions. Nous comparerons, dans un second chapitre, les trois impôts actuels.

Nous étudierons ensuite les taxes sur les spectacles publics, en divisant nos explications en deux parties.

La première sera consacrée à la taxe d'État et à la taxe municipale. La seconde étudiera le droit des Pauvres.

INTRODUCTION

INTERVENTION FISCALE DE L'ÉTAT DANS LES SPECTACLES

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Section 1. — L'Histoire du Droit des Pauvres.

Voltaire a dit : « Il faudrait avoir souvent dans l'esprit
« le contraste d'une fête de Versailles ou d'un opéra de
« Paris où tous les plaisirs et toutes les magnificences sont
« réunies avec tant d'art, et d'un Hôtel-Dieu où toutes les
« douleurs, tous les dégoûts et la mort sont entassés avec
« tant d'horreur. C'est ainsi que sont composées les
« grandes villes. Par une police admirable, les voluptés
« mêmes et le luxe servent la misère et la douleur. Les
« spectacles de Paris ont payé, année commune, un tribu
« de plus de cent mille écus à l'Hôpital. »

Le droit des pauvres correspond à un devoir social qui eût incombé à l'État directement, sur la masse de ses revenus s'il n'avait été plus conforme aux pratiques anciennes d'affecter un revenu déterminé à cette œuvre d'assistance.

Avant de retracer les grandes lignes de l'histoire du droit des pauvres, il est sans doute bon d'en donner une définition actuelle. Le droit des pauvres est un impôt, assis sur le prix d'entrée dans les spectacles ou divertissements publics où l'on est admis en payant, qui est perçu sur les spectateurs le plus souvent par l'intermédiaire des

directeurs ou entrepreneurs de spectacles ou divertissements, au profit des bureaux de bienfaisance, des hôpitaux et hospices et du service de l'assistance médicale gratuite.

Le droit des pauvres est un impôt sur le plaisir au profit de l'indigence. Cette définition correspond à l'impôt perfectionné que nous connaissons de nos jours, mais il est bien certain qu'il n'a pas pris ce caractère immédiatement.

Il s'agit ici, en effet, d'une taxe fort ancienne qui a survécu et qui n'est parvenue à son état actuel qu'après une lente évolution.

Nous dirons rapidement ce que fut cette évolution, en scindant nos explications en deux paragraphes correspondant à deux époques :

1° Les origines du droit des pauvres de l'antiquité à la Révolution ;

2° La législation révolutionnaire et son règne jusqu'en 1920.

§ 1. — Des origines à la Révolution.

Nos explications seront particulièrement rapides en ce qui concerne l'antiquité, car il est difficile d'y relever des traces réelles du futur droit des pauvres.

Grèce. — Nous avons, incidemment, relevé le côté patriotique des spectacles Grecs. Les acteurs étaient des citoyens cultivés qui s'efforçaient de faire revivre, devant leurs compatriotes, les grands ancêtres dont la conduite avait été particulièrement édifiante. De telles démonstra-

tions devaient être encouragées. La vertu se développe par imitation.

La ville avait son théâtre et elle en supportait les frais. Les scènes d'éducation nationale, dans le cadre de la cité, étaient exemptes de toute pensée de spéculation de la part de leurs animateurs. Le spectacle grec était gratuit. Mais l'affluence fut telle qu'il fallut bientôt limiter le succès du spectacle, et, pour le maintien de l'ordre, on exigea une drachme par spectateur. La plus ancienne marque du rapprochement entre spectacle et paupérisme est peut-être l'initiative qu'eut Périclès, au ^v^e siècle avant Jésus-Christ. Il prescrivit de distribuer deux oboles aux pauvres avant la représentation pour leur place et leur subsistance au cours du spectacle.

Rome. — A Rome, on ne relève pas non plus de prélèvement opéré sur les spectateurs en faveur des indigents. Les fêtes des Dieux étaient de véritables représentations dramatiques. Le théâtre était marqué à l'origine d'une forte empreinte religieuse. Bacchus, Apollon, Vénus y présidaient et on associait les choses divines et les choses du théâtre. La gratuité du spectacle en découlait logiquement.

Les jeux du cirque étaient une institution politique.

C'est ainsi que s'achetait la faveur du peuple : « *Duas tantum res anxius optat : panem et circenses* », écrivait avec mépris Juvénal (*Satires*, X, 81).

Cette distraction populaire était gratuite.

A la fin du spectacle, Agrippa prit l'habitude de jeter des présents aux pauvres. Mais, à bien considérer les habitudes politiques de l'époque, il faut y voir un procédé de gouvernement plutôt qu'un mode d'assistance.

Ancienne France.

Il faut sortir du moyen âge pour constater une nouvelle pensée dramatique.

Ce n'est qu'au ^{xiv}^e siècle que l'on voit naître une corporation dont l'objet était de distraire le peuple. Les statuts de la corporation des ménestriers dataient du 23 novembre 1331. La corporation avait à sa tête le « roy des ménestriers ». Le prévôt leur enjoignait de ne pas faire scandale mais il ne leur imposa aucune redevance particulière. La confrérie à laquelle ils étaient rattachés était celle de Saint-Julien et de Saint-Genest.

Le roi Charles VI, le 24 avril 1407, imposa à la corporation des ménestriers et jongleurs, de faire une quête dans les noces et fêtes où ils jouaient. Le montant de cette quête devait être consacré à l'hôpital Saint-Julien de la rue Saint-Martin.

Ce qui est pittoresque dans cette prescription, c'est qu'il s'agit d'un appel à la charité bénévole des spectateurs. La quête était obligatoire pour les ménestriers mais le don était facultatif.

D'autre part, il fut décidé, à la même époque, que la moitié des amendes infligées aux ménestriers pour les fautes qu'ils pouvaient commettre seraient remises au même hôpital.

Cependant, la confrérie de la Passion de Notre-Seigneur, était créée par lettres patentes du 4 décembre 1402.

Son objet était de jouer les mystères qui devaient ranimer la foi chancelante, en frappant l'imagination. Le but pieux de cette confrérie la dispensait de percevoir les aumônes dont la quête était imposée aux ménestriers.

Le mystère devint assez rapidement théâtral, dans le but d'attirer davantage une foule toujours plus avide de plaisir que de piété. Le côté religieux déclina et les confrères glissèrent dans leurs mystères satire et grossièreté, sources fécondes de succès. La recette s'en trouva accrue, mais les spectateurs oublièrent le chemin de l'église pour celui du théâtre. Il n'y avait dès lors plus de raisons de maintenir la gratuité et de dispenser les confrères de toute obligation envers les pauvres. Aussi un arrêt du 1^{er} septembre 1539 du Parlement de Paris requit : « Maistres
« gouverneurs et confrères de la Passion et Résurrection
« de Notre-Seigneur, de verser au trésorier des pauvres
« 800 livres parisis par « forme de prêt. » Il s'agissait d'un prêt, en attendant un don, déjà réclamé.

« La cour dûment avertie¹ que, au moïen du jeu de la
« passion, les aulmônes de pauvres du jeu de la Passion
« de ceste ville de Paris ont été discontinues et que les
« Maistres du dit jeu ont reçu grans sommes de deniers
« au moïen d'icelluy, a ordonné et ordonne au diz maistre
« présens et pour ce mandez en icelle court, mettre dedans
« demain es mains au trésorier des diz pauvres la somme
« de 800 livres parisis par forme de prest en attendant
« que les diz maistres ayant veu leur compte et regardé
« quelle somme ils pourront bailler et aulmoner au diz
« pauvres, laquelle somme de 800 livres leur sera rendue
« sur les premiers deniers que le dit trésorier recouvrera
« de sa recepte... »

La désertion de l'Église par les fidèles cause une grave diminution des recettes ecclésiastiques, car l'aumône disparaît. C'est à cela qu'il est remédié dans cet arrêt.

1. Arch. Nat. Parlement Conseil, 1543, F^o 722, n^o 7131.

Le 24 janvier 1541 (Arch. nat. *id.*) on passait du prêt à un droit formellement exigé. Ce texte est intéressant à citer car il établit pour la première fois, fort nettement, le droit qu'ont les pauvres à percevoir une partie de la recette et aussi parce que c'est un compromis, parfois émouvant, entre les plaisirs laïques et les loisirs religieux.

« Sur lettres patentes portant permission à Charles le
« Royer et Consorts, maistre et entrepreneurs du jeu et
« mystère de l'Ancien Testament, faire jouer et représen-
« ter à l'année prochaine le dit jeu et mystère suivant les
« dites lettres, leur a été permis par la Cour a charger d'en
« user bien et^{du}ement sans y user d'aulcunes fraudes, n'y
« interposer choses profanes, lascives ou ridicules, que
« pour l'entrée du théâtre ils ne prendrons que deux sols
« d'entrée de chaque personne, pour le louage de chacune
« loge durant le dit mystère que trente écus; n'y sera pro-
« cédé qu'à jours de festes non solennelles; commence-
« ront à une heure après midi, finiront à cinq, feront en
« sorte qu'il n'en suive scandale ou tumulte; et, à cause
« que le peuple sera distrait du service divin et que cela
« diminuera les aulmônes, ils bailleront aux pauvres la
« somme de mil livres, sauf à ordonner de plus grandes
« sommes. »

Les préoccupations du Parlement étaient d'ordre religieux et il s'efforçait de composer avec les confrères dont l'activité, quoique d'origine religieuse, était de plus en plus industrielle.

Cela est si vrai qu'un arrêt du 17 novembre 1548, se plaçait à un autre point de vue. Il sera désormais interdit aux confrères de cacher des dessins profanes sous des dehors religieux. On leur enleva l'étiquette divine. Ils ne

pouvaient plus jouer de mystères sacrés. Nul ainsi n'ignorait que leur activité était laïque.

« La Cour a inhibé et défendu, inhibe et défend aux dits
« supplians de jouer le mystère de la Passion de Notre-
« Seigneur ne autres mystères sacrés, sous peine d'amende
« arbitraire, leur permettant, néanmoins, de pouvoir
« jouer autres mystères profanes, honnêtes et licites, sans
« offenser ne injurier autres personnes. »

L'art dramatique a désormais perdu son caractère religieux. Mais les droits acquis par les pauvres sur les recettes des spectacles subsistaient, peut-être sous la fiction que ceux-ci attiraient un public qui se serait rendu à l'Église, et aurait fait l'aumône, s'il n'avait été se distraire chez les comédiens. Les confrères versaient donc encore des droits tant pour les services divins que pour l'entretien des pauvres. Les entrepreneurs de spectacles donnaient facilement aux ordres religieux. Il importe peu de savoir s'ils le faisaient par charité ou par habileté. Leur position s'affermait. Ils l'emportèrent notamment sur le curé de Saint-Eustache qui réclamait la fermeture de leur théâtre comme nuisant aux offices.

A la fin du XVII^e siècle, la recette entière d'une représentation était parfois distribuée aux hôpitaux. Les comédiens de la rue des Fossés-Saint-Germain, en 1695, décidèrent de secourir les maisons religieuses les plus pauvres de la capitale. Les premiers secours furent donnés aux Capucins qui assumaient les fonctions de pompiers. Aussitôt les Cordeliers adressèrent une requête aux comédiens. Ceux-ci y firent bon accueil. On donnerait trois livres par mois aux Cordeliers et ceux-ci remercièrent en ¹

1. Dans R. Simon, *thèse citée*.

écrivait qu'ils prieraient de façon redoublée « pour la prospérité de votre chère Compagnie ».

L'Église avait frappé de déchéance les comédiens, sans doute surtout parce que le théâtre avait renié ses origines. Les comédiens étaient cependant de bons chrétiens qui désiraient purifier leurs recettes par l'aumône. Ed. Fournier (*Le théâtre et les Pauvres*), écrit que la taxe est « la « dîme de rachat, payée à l'Église, par ceux qui, en mon-
« tant sur les tréteaux, faisaient œuvre de paganisme et
« de perdition. »

A cette époque le montant des dons était variable et dépendait autant de la générosité de la Compagnie que des besoins de l'assisté.

La dîme de rachat allait maintenant être régularisée et devenir proportionnelle à la recette. C'était affecter au plaisir le noble devoir de soulager la douleur. Le 25 février 1699, Louis XIV décida de donner aux Indigents « quelque part aux profits considérables qui reviennent
« des opéras de musique et des comédies qui se jouent à
« Paris par sa permission. C'est pourquoi Sa Magesté a
« ordonné et ordonne que, à l'avenir, à commencer du
« 1^{er} mars prochain (1699) il sera levé et perçu au profit du
« dit Hôpital Général un sixième en sus des sommes qu'on
« reçoit à présent et que l'on recevra à l'avenir pour
« l'entrée aux dits opéras et comédies : lequel sixième
« sera remis au receveur du dit hopital pour servir à la
« subsistance des pauvres¹. »

Il est permis de se demander quelle était l'intention de Louis XIV ? Était-ce la recherche d'une source de revenus nouvelle à consacrer à soulager la misère ou faut-

1. *Code de l'Hôpital Général de Paris*, publié en 1786, V^o Spectacles,

il y voir au contraire une décision conforme à la fin de vie dévote du grand roi ? Louis XIV voulait peut-être ainsi purifier la recette des comédiens. Dans un article ancien, de Mars 1869, intitulé « La liberté des théâtres », paru dans le *Journal des Économistes*, M. de Molinari écrivait : « On conçoit qu'il eût voulu obliger les comédiens, com-plices et instruments de ses plaisirs à participer à ses actes de pénitence. C'était une rude macération que le grand roi repentant infligeait aux comédiens. » Si on ne veut pas être étonné de cette repentance que l'on prête au roi pour avoir encouragé le théâtre, ce qui nous apparaît maintenant louable, il faut se souvenir de la persistante déconsidération dont l'Eglise accâbla les comédiens.

L'excommunication dont ils étaient frappés ne fut formellement abrogée par la papauté que le 27 février 1850 :

« Quod comoedos et actores scenicos eos non recensemus
« inter infames nec inter excommunicatos. »

Le blâme permanent des comédiens par l'Eglise ne doit cependant pas être exagéré et l'Ordonnance de 1699 n'était pas à un tel point l'œuvre de l'entourage dévôt du grand roi. La taxe perçue sur les spectacles, au profit des pauvres, n'était plus une compensation à l'éloignement du service divin.

Le droit des pauvres, disait-on, ne devait apporter aucune modification aux revenus des théâtres. Cette affirmation était discutable, comme nous aurons l'occasion de le constater, car elle suppose un public constant dans son goût du spectacle et ne s'abstenant pas si les prix payés sont majorés par des taxes importantes.

L'ordonnance de 1699 avait été rendue nécessaire par des circonstances de fait. Les charges de l'Hôpital Général étaient devenues énormes. Il avait recueilli ces

milliers de mendiants qui donnaient à Paris une allure trouble et transformaient le soir les rues en coupe-gorge, si l'on en croit Boileau (*Satire* VI) :

- « Car sitot que du soir les ombres pacifiques
- « D'un double cadenas font fermer les boutiques
- « Les voleurs à l'instant s'emparent de la ville
- « Le bois le plus funeste et le moins fréquenté
- « Est, auprès de Paris, un lieu de sûreté. »

Les libéralités accordées spontanément ou sur sollicitation par les comédiens ne suffisaient plus. Les théâtres étaient dans une situation prospère : on s'adressa à eux, non pas dans un esprit hostile, mais pour accomplir un devoir d'assistance sociale.

Cette ordonnance fut fort mal accueillie. Les hommes les plus généreux n'aiment pas à être contraints. Les comédiens avaient cru s'éviter maintes tracasseries en se montrant généreux et s'apercevaient que le but était manqué.

Aussi, après quelques mois pendant lesquels le droit fut régulièrement versé, vit-on les entrepreneurs de spectacles demander une réduction. Ils proposèrent de verser une somme déterminée, par abonnement, et ils démontrèrent que les frais d'une coûteuse perception seraient ainsi évités.

Les comédiens obtinrent satisfaction ; la Comédie devint débitrice annuelle de 25.000 livres et l'Opéra le fut pour 40.000 livres. Ce système était avantageux pour les directeurs de théâtres mais il rapportait beaucoup moins qu'une perception directe. Quant à l'incidence même de l'impôt, si elle restait en fait la même, elle semblait, tout au moins dans son aspect immédiat, s'être déplacée. Le théâtre paraissait être frappé. Les comé-

diens demandèrent alors une perception sur leur recette nette. Ils n'obtinent pas complètement gain de cause. On abandonna le prélèvement en sus du prix des places pour passer à un prélèvement sur les recettes globales. Ce fut l'objet de l'ordonnance du roi du 30 août 1701.

« Sa Majesté s'étant fait représenter son ordonnance
« du 25 février 1699 par laquelle sa Majesté avait ordonné
« qu'il serait levé au profit de l'Hôpital Général un sixième
« en sus des sommes qu'on payait alors pour l'entrée aux
« opéras et comédies pour être le dit sixième employé
« à la subsistance des pauvres ; et voulant Sa Majesté
« prévenir toutes difficultés à cause des prix différents
« qui pourraient être mis dorénavant aux places des
« dits opéras et comédies et conserver au dit Hôpital
« le bien que Sa Majesté a entendu lui procurer ; Sa Ma-
« jesté a ordonné et ordonne que dorénavant il sera payé
« au receveur du dit Hôpital le sixième de toutes les
« les sommes qui seront reçues tant par ceux qui ont
« le privilège de l'opéra que par les comédiens de Sa Majesté,
« lequel sixième sera pris sur le produit des places des
« dits opéras et comédies, sans diminution ni retranche-
« ment sous prétexte de frais ou autrement. Enjoint
« Sa Majesté au lieutenant général de police de sa bonne
« ville de Paris de tenir la main à l'exécution de la pré-
« sente ordonnance qui sera publiée et affichée partout
« où besoin sera. Fait à Versailles le 30 août 1701. »

Il n'y avait dès lors plus aucune équivoque. C'est en vain que les entreprises de théâtres réclamèrent de nouveau. Les lettres patentes du 7 octobre 1704 renouvelèrent les prescriptions relatives au droit du sixième.

Au début du XVIII^e siècle, les théâtres de marionnettes des foires de Saint-Germain et Saint-Laurent prirent

beaucoup d'extension et jouèrent des comédies avec des acteurs humains.

Le 30 janvier 1713, une ordonnance royale leur étendait le régime des opéras et comédies du roi et imposait la perception du sixième : lequel sera pris « sans aucune « diminution ni retranchement sous prétexte de frais « ou autrement ».

Cette source de revenu se révélant généreuse, le régent rendit le 5 février 1716 une ordonnance pour la perception « d'un neuvième par augmentation du prix d'entrée aux « opéras, comédies et autres spectacles pour les bâti- « ments des nouvelles salles de l'Hôtel-Dieu ». On frémit à la pensée que l'Hôtel-Dieu, à cette époque, comptait un minimum de six malades par lit. Le nouveau prélèvement serait consacré à un agrandissement indispensable. On peut aussi penser que cette augmentation a été causée par le rendement antérieur déjà fort intéressant.

Il est humain d'être tenté de tarir les bonnes sources.

Le but philanthropique du prélèvement était cependant écarté parce que de louches profiteurs allaient bénéficier de ces ressources nouvelles, tel ce commissaire à l'encaissement, nommé de la Mare, qui en tira une pension déguisée.

Ce qui est certain, c'est que le droit atteignait désormais les 5/18 de la recette des spectacles. Il était très élevé et frappait indirectement le théâtre lui-même quoique en dise l'ordonnance du 16 mars 1719, qui maintenait la nouvelle réglementation malgré les pétitions multiples des malheureux comédiens : « le sixième et le « neuvième continueront d'être perçus au profit du dit « Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général par augmentation « du prix qu'on recevait avant les dites lettres patentes

« et ordonnances pour les places et les entrées aux opéras,
« comédies et autres spectacles publics qui se jouent
« à Paris par permission de Sa Majesté, même aux théâtres
« de foire, sans aucune diminution ni retranchement
« sous prétexte de frais ou autrement. »

Cette réglementation nouvelle était très sévère.

Les comédiens avaient, proprio motu, prélevé les frais de représentation avant de s'acquitter du droit des pauvres. C'est dire qu'ils s'étaient d'eux-mêmes accordé, ce qu'ils réclamaient depuis deux ans, un prélèvement sur recette nette. L'ordonnance que nous venons de citer fut inflexible et on exigea des comédiens le versement intégral des sommes induement retenues. La plupart ne purent s'en acquitter. L'avis des établissements charitables fut demandé. Pour éviter la ruine définitive des comédiens, il fut décidé, le 11 octobre 1720, qu'à l'avenir ils paieraient la totalité des sommes exigées par l'ordonnance, mais on voulut bien se laisser fléchir pour l'arriéré.

Il y eut cependant un revirement le 10 avril 1721, mais il ne fut que partiel. L'Opéra fut autorisé à défalquer 600 livres pour frais sur chaque recette et à payer le droit sur le solde. Mais il était stipulé que cette exonération n'intéressait que le seul neuvième perçu pour l'Hôtel-Dieu ; le sixième perçu en faveur de l'Hospice Général continua à être perçu sur la recette brute. Une réglementation assez précise de la perception intervint le 17 mai 1732. L'Hôtel-Dieu eut un commissaire chargé de percevoir les droits. La commission fut rapidement donnée à la fois par l'Hôtel-Dieu et par l'Hôpital Général.

La nomination fut d'abord relative à un contrôle à exercer sur les spectacles forains puis on étendit le rôle des commissaires à tous les spectacles. Ils vérifiaient

le compte de chaque représentation et signaient avec les directeurs les feuilles de produit. Les copies en étaient remises au receveur de l'Hôpital qui faisait encaisser.

En 1749, une politique de dégrèvement se développa.

Elle était la conséquence de la grande découverte de d'Argenson : Si tous les pauvres étaient envoyés aux colonies, on aurait chassé de France le paupérisme. Dès lors le droit des pauvres devenait une réminiscence de temps malheureux. Il faut cependant se féliciter de ce que le droit ne fut pas supprimé immédiatement. On se contenta de placer sous séquestre le droit perçu. Les protestations des établissements charitables qui conservaient leurs indigents malgré l'optimisme de d'Argenson, furent telles qu'on leur restitua rapidement les droit retenus.

A aucun moment les entrepreneurs de spectacles cessèrent de se plaindre. C'est une lutte perpétuelle contre le droit des pauvres. Le 28 mai 1762 une convention fut signée entre les comédiens et les établissements bénéficiaires. Les comédiens reconnaissaient le bien-fondé du droit mais ils obtenaient l'abonnement pour neuf ans, sous forme d'entente avec les différents théâtres. A cette époque et pendant une huitaine d'années le calme régna. Le droit des pauvres semblait enfin être entré dans les mœurs. Les comédiens ne discutaient plus son fondement.

Un roi, qui n'était plus un dévôt, a maintenu et même accru, le droit légalement établi par son prédécesseur.

Aucune idée religieuse n'expliquait cette perception. Le sens social était alors suffisamment développé pour qu'il soit établi que le droit des pauvres n'avait pas un but religieux mais un but de solidarité.

Nous nous trouvons donc en présence d'une imposition solidement assise à la fin de l'Ancien Régime.

La Révolution allait tout remettre en question.

§ 2. — La législation révolutionnaire et son règne jusqu'en 1920.

L'Assemblée Constituante avait hâtivement décidé la suppression du droit des pauvres, mais cette abolition fut théorique. Il était en effet prescrit, qu'en attendant l'établissement des nouvelles impositions, les anciennes dîmes continueraient à être perçues selon les méthodes anciennes.

Ainsi, pour le droit des pauvres, il était apporté une exception au décret des 4-6 août 1790 qui avait supprimé les dîmes.

Le droit des pauvres connut des heures critiques pendant la Révolution. La loi des 16-24 août 1790 réglait la nouvelle liberté des théâtres qui désormais devaient dépendre de l'autorisation des municipalités quant à leur création et à leur surveillance. Le texte n'était pas clair. Il ne parlait pas de la perception du droit. Les entrepreneurs en profitèrent pour réclamer des exonérations. Certains refusèrent, en août 1790, purement et simplement, de payer le droit. Cet état de chose empira et devint général en 1791.

Le bureau de l'Hôtel-Dieu s'émut et se plaignit de ce que ses ressources diminuaient et marchaient vers leur annéantissement. Cependant la loi des 13-19 janvier 1791 organisait la liberté des théâtres et ne mettait à leur charge aucune redevance : « tout citoyen pourra élever un « théâtre public et y faire représenter des pièces de tous

« les genres, en faisant préalablement à l'établissement
« de son théâtre sa déclaration à la municipalité des
« lieux. » Les entrepreneurs de théâtres sentirent alors
qu'il fallait éviter d'accroître les griefs des établissements
charitables dépouillés, et beaucoup d'entre eux donnèrent
spontanément une représentation mensuelle dont les
bénéfices, tous frais déduits, étaient remis aux hospices.
Un arrêté du 11 nivose an IV, généralisa le système et
prescrivit aux entrepreneurs de donner une représentation
par mois. Ce système ne donna pas de bons résultats.
Les fraudes furent nombreuses, les représentations irrégulières et les frais indûment majorés.

Il apparaissait que la réglementation nouvelle était inefficace et incapable de procurer à l'assistance les ressources dont elle avait d'autant plus besoin que la misère s'était accrue pendant la Révolution.

Aussi le Directoire, le 7 brumaire an V, après avoir réorganisé l'assistance et reconstitué les bureaux de bienfaisance, s'occupa d'attribuer des ressources provisoires correspondant aux charges. Heureuse époque où l'on avait confiance dans l'avenir et où l'on pouvait croire que cette perception ne serait que temporaire. Le projet du Directoire, proposé par Darracq, fut voté par les Cinq-Cents. Dans son message d'introduction le Directoire mettait en lumière le chômage saisonnier que ramenait l'hiver, saison de plaisir pour les riches et saison pénible entre toutes pour les pauvres. Il fallait secourir ces malheureux.

Dans le *Moniteur Universel* du 4 novembre 1796 on lit :
« une légère augmentation du prix d'entrée des billets
« aux spectacles dans toute l'étendue de la République,
« procurerait une somme assez considérable pour aider

« à remplir un objet aussi sacré ». Et voici maintenant le texte qui établissait le droit (7 frimaire an V) :

« ARTICLE PREMIER. — Il sera perçu un décime par franc en sus du prix de chaque billet d'entrée pendant six mois, dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtres, des bals, des feux d'artifice, des concerts, des courses et exercices de chevaux pour lesquels les spectateurs paient. La même perception aura lieu sur le prix des places louées pour un temps déterminé. »

« ARTICLE 2. — Le produit de la recette sera employée à secourir les indigents qui ne sont pas dans les hospices. » Il s'agit d'indigents qui sont secourus par les bureaux de bienfaisance. Cette charge du dixième du prix payé fut rendue tout à fait impopulaire par les directeurs de spectacles qui obligèrent les spectateurs à un double stationnement à deux guichets différents. Le Directoire décida alors, le 29 frimaire an V, que la taxe serait perçue par le directeur de spectacle pour le compte de l'administration intéressée. C'était un gros progrès pour le spectateur et une économie pour l'Etat. L'article 11 du décret énonçait : « Ils enverront (les directeurs des théâtres et autres spectacles) le premier de chaque décade, le relevé de leurs registres d'entrée, au bureau central du canton de Paris, pour justifier du produit de cette perception. Le bureau central pourra en faire justifier l'exactitude. »

La loi du 8 thermidor an V a modifié celle du 7 frimaire an V. A part les théâtres, tous les spectacles se voyaient atteints d'un droit du quart de la recette brute. C'était là quelque chose d'excessif et nombreux furent ceux qui y virent une menace pour la gaieté française.

Il faut noter en outre que le droit est désormais versé aux hospices et bureaux de bienfaisance.

Nous avons relevé qu'il s'agissait en l'an V d'une perception établie pour six mois. Plusieurs lois, par la suite, prorogèrent la taxation de six mois en six mois, puis d'année en année.

Le décret du 9 décembre 1809 a rendu définitive cette perception. Dès lors il n'était plus besoin de prorogations successives.

Sous la Restauration, cependant, la loi de finances du 25 mars 1817 assimila cette taxe aux contributions publiques et depuis, la loi de finances autorisa chaque année la perception. La loi du 25 juin 1920 (art. 96) décida que le recouvrement du droit serait effectué comme en matière de contributions indirectes.

Il n'est pas inutile de revenir sur ce décret du 9 décembre 1809. C'est en effet le premier texte qui fixa définitivement le droit des pauvres, quant à son assiette et à sa perception. Ce décret (Duvergier, XVI, p. 428) énonçait :

« ARTICLE PREMIER. — Les droits qui ont été perçus
« jusqu'à ce jour en faveur des pauvres ou des Hospices
« en sus de chaque billet d'entrée et d'abonnement,
« dans les spectacles et sur la recette brute des bals,
« concerts, danses et fêtes publiques, continueront à
« être indéfiniment perçus ainsi qu'ils l'ont été pendant
« le cours de cette année et des années antérieures sous
« la responsabilité des Receveurs et Contrôleurs de ces
« Etablissements. »

« ARTICLE 2. — La perception de ces droits continuera,
« pour Paris, d'être mise en ferme ou régie intéressée,
« d'après les formes, clauses, charges et conditions qui
« seront approuvées par notre ministre de l'Intérieur.

« En cas de régie intéressée le receveur comptable de
« ces établissements, et le contrôleur des recettes et
« dépenses seront spécialement chargés du contrôle de
« la régie sous l'autorité de la commission exécutive des
« hospices et sous la surveillance du préfet de la Seine. »

... « ARTICLE 4. — Les représentations gratuites et à
« bénéfiques, seront au surplus exemptes des droits men-
« tionnés aux articles qui précèdent, sur l'augmentation
« mise aux prix ordinaire des billets. »

Le calme régna sous le Premier Empire et les entrepreneurs n'ont pas protesté contre les tarifs. La raison en est fort naturelle. Il y avait à Paris 36 théâtres quand Napoléon devint empereur. Il les réduisit à 8. On comprend que les recettes aient été excellentes puisque les établissements avaient un véritable monopole. Ceci montrerait encore, s'il était nécessaire, que le droit, quoique payé immédiatement par l'usager, influe très rapidement sur les recettes du théâtre.

Le décret fut remplacé sous la Restauration, par la loi de finance du 25 mars 1817, article 131 (Duvergier, XXI, p. 124) :

« Les dispositions des lois, auxquelles il n'est pas
« dérogé par la présente et qui régissent actuellement
« les perceptions du sixième des billets d'entrée dans
« les spectacles et d'un quart de la recette brute dans
« les lieux de réunions et de fêtes où l'on est admis en
« payant, et d'un décime pour franc sur ceux qui n'en
« sont pas affranchis, sont et demeurent maintenues. »

Les protestations reprirent avec la Restauration. Les tarifs étaient élevés et le monopole impérial avait disparu. La concurrence était devenue libre en matière de spectacle. Il devenait plus difficile d'équilibrer recettes et

frais. Les réclamations prirent plus d'ampleur avec la révolution de 1830. On protesta contre le régime de faveur dont profitaient les concerts. Une enquête fut faite par un inspecteur général, de Wateville, qui conclut que les charges fiscales des spectacles étaient excessives. Il estima qu'il serait plus équitable de défalquer les frais. Néanmoins cette enquête de 1845 n'aboutit pas. Il fallut attendre la révolution de 1848 et une initiative personnelle de Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, devant la situation critique des théâtres, pour que les spectacles obtiennent de voir opérer la perception sur les bénéfices nets. Mais l'arrêté du ministre fut rapidement rapporté et on proposa d'y substituer une taxe unique de 5 p. 100 du prix des places.

Au cours du second Empire, la question resta pendante. Elle fut discutée et nous n'avons pas l'intention d'analyser les débats législatifs dont elle fit sans résultats l'objet. Il suffit de préciser les deux thèses. L'une qui avait pour elle la tradition, demandait le maintien de l'état antérieur, et rappelait qu'en aucun cas il ne fallait oublier que le droit était perçu en sus du prix des places ; c'eût été dénaturer cet impôt que d'en faire un prélèvement sur recette nette. La thèse opposée groupait les partisans de l'impôt perçu sur les bénéfices nets.

En 1866 les directeurs du théâtre Beaumarchais demandèrent instamment une perception sur la recette nette. Ils avaient un argument assez frappant : les sommes versées à l'Assistance Publique se trouvaient supérieures au passif de leur faillite.

Mais sans cesse l'argumentation adverse était reprise. Elle se résumait à ceci : le droit des pauvres est perçu sur les spectateurs et non sur l'entrepreneur. A cela,

les partisans du prélèvement sur bénéfices nets répondaient par de brillantes démonstrations où il était prouvé que l'incidence de l'impôt était telle que l'auteur, le directeur et l'artiste étaient les victimes réelles de la taxation. Une commission, instituée en 1869, après une violente campagne, n'aboutit à rien, quoiqu'elle eût adopté le principe d'un impôt de quotité.

La troisième République laissa longtemps la question, sans solution. Les entrepreneurs avaient obtenue en 1870, un abaissement du droit à 3 p. 100 du prix de la place mais en 1872 le tarif ancien était rétabli.

En 1875 cependant, on réduisit la perception à 5 p. 100.

Il faut dire que l'Assistance Publique elle-même avait accordé un dégrèvement dans des cas particuliers. La législation ne faisait qu'entériner les décisions de l'administration bénéficiaire.

Il serait fastidieux et inutile d'énumérer les nombreuses propositions de modifications dont le droit des pauvres fut l'objet de 1875 à la Grande Guerre.

En effet ces propositions ne sont pas originales et toutes procèdent des mêmes idées défendues par les mêmes arguments. Il n'y eut guère qu'un député, M. Dugué de la Fauconnerie qui innova. En 1878, il proposa de percevoir la taxe sur la recette brute, déduction faite d'une certaine somme correspondant aux frais. Cette somme aurait fait l'objet d'études particulières, dont le principe était de classer les spectacles en catégories à l'intérieur desquelles les frais étaient supposés les mêmes.

Cette proposition n'obtint pas plus l'audience de la Chambre que les réclamations des directeurs de théâtres demandant un dégrèvement en contre-partie d'une surtaxation des paris aux courses hippiques.

La loi du 25 juin 1920 a unifié les taxes sur les spectacles en joignant le droit des pauvres à la taxe d'État. Il n'y a plus eu, depuis, d'événements venant modifier le principe du droit des pauvres. Les seules modifications se rapportent à l'application du droit.

Section II. — La taxe d'État.

Des considérations morales, d'origine religieuse, avaient présidées aux débuts du droit des pauvres.

Il est curieux de voir que des préoccupations morales se sont encore manifestées lorsque fut créée la taxe d'État.

Les théâtres et autres établissements de spectacles publics fermèrent leurs portes à la déclaration de la guerre.

C'était un réflexe naturel : un peuple angoissé ne songe plus à se distraire. Y eût-il songé, contre toute vraisemblance, que la mobilisation eût rendue impossible le maintien des spectacles avec leurs cadres habituels.

Mais la guerre, dès la fin septembre, parut devoir être autre chose qu'une fulgurante campagne de six semaines. Les établissements de spectacles, successivement, au début de l'hiver, ouvrirent de nouveau. Il y avait là quelque chose de choquant, ou tout au moins d'étonnant et le divorce était manifeste entre le front douloureux et une capitale dont les graves soucis n'avaient pas suffi à modifier complètement les habitudes.

Le préfet de police imposa aux théâtres un prélèvement de 5 p. 100 de la recette brute. Il y fut bientôt substitué une somme, non plus proportionnelle, mais forfaitaire, dont le montant variait selon la catégorie

de spectacle et l'importance de l'établissement. Les recettes furent néanmoins très belles.

L'idée dès lors devait venir tout naturellement d'imposer à la distraction une rançon dont bénéficierait la collectivité.

Il s'agissait d'une imposition nouvelle qui n'accroîtrait pas le droit des pauvres, dont bénéficiait l'Assistance Publique, mais qui serait versée au seul Trésor.

Ainsi donc, encore, l'origine de la taxe sur les spectacles se trouve dans le rapprochement du plaisir et des difficultés de l'heure.

On retrouve ici, plus ou moins diffuse, l'opinion que les distractions sont tolérées, mais, qu'en contre-partie, elles doivent être rançonnées. La proposition de loi déposée par MM. Jobert et Turmel à la Chambre des Députés le 2 mars 1916 est significative : « Cette proposition nous a surtout été dictée, par une considération morale », dit M. Jobert.

« Au moment où toute la nation se bat, où toute la France est angoissée, nous aurions désiré qu'on fermât les établissements de plaisir. Du moins, ceux qui veulent s'amuser ont le devoir de payer ; s'ils ne peuvent échapper à ce besoin scandaleux d'aller se distraire en ce moment, ils paieront le double. »

M. Jobert convainquit la Chambre et l'article 13 de la loi du 30 décembre 1916 fut adopté : « Il est institué sur le prix des places de théâtres, concerts, cinématographes et autres lieux de spectacles, une taxe spéciale... » Le système était des plus imparfaits car il n'y avait aucune différenciation entre le prix des diverses places. Ce n'était pas un tarif progressif perfectionné. On appliquait des taux croissants entre des paliers très éloignés les uns des

autres. A l'intérieur d'une même tranche il y avait de grosses inégalités.

Il est vrai qu'à ce moment là, on s'occupait peu de technique perfectionnée. C'était une manifestation du plaisir qui était visée. Lorsque en 1920, il fallu trouver de nouvelles ressources, on eut tout naturellement l'idée de mettre au point la taxe créée pendant la guerre.

La loi du 25 juin 1920 marque la préoccupation de M. François Marsal d'obtenir le rendement maximum des impositions existantes.

L'article 92 de cette loi modifiait l'article 13 de la loi du 30 décembre 1916 en établissant une grande discrimination dans la matière imposable. Cette loi est le texte fondamental de la matière. Elle fit naturellement l'objet de plusieurs modifications. Une codification en fut faite par le décret du 28 décembre 1926 (art. 88 et suivants), puis par le décret du 26 décembre 1934 ; le décret du 25 juillet 1935 et tout récemment l'article 28 de la loi de finances du 31 décembre 1937¹ ont encore modifié la matière sur des points particuliers.

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur ces textes auxquels nous aurons à nous référer en étudiant la réglementation actuelle.

Sur les points les plus importants la similitude est parfaite entre les deux impôts : droit des pauvres et taxe d'État.

Selon les prévisions du budget de 1938, la taxe spéciale sur les spectacles et les divertissements, doit apporter au Trésor 88.008.000 francs.

1. Loi de finance du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, État C 7^o (Produits des Cont. Ind.)

CHAPITRE II

COMPARAISON DES IMPOTS SUR LES SPECTACLES

Longtemps atteints par le seul droit des pauvres, à l'heure actuelle, tous les spectacles sont frappés obligatoirement par deux taxes : le droit des pauvres et la taxe d'État. La loi du 25 juin 1920 a, en outre, prévu une taxe municipale additionnelle qui peut venir accroître le fardeau des impôts existants. Ces trois impôts profitent à des collectivités différentes. L'Assistance Publique et les établissements communaux d'assistance reçoivent le droit des pauvres. La taxe d'État, comme son nom l'indique, est versée au budget de l'État. Enfin, si elle existe la taxe municipale alimente les finances communales.

Les buts particuliers des diverses taxes sur les spectacles ne suffisent pas à les différencier. Elles présentent un fort grand nombre de points communs, au regard desquels les différences de régime qui subsistent sont peu de chose.

Nous étudierons successivement les caractères communs des différentes taxes et leurs différences.

La taxe municipale se présente sous forme de taxe additionnelle à un impôt d'État. C'est là un procédé, courant des collectivités secondaires. Il suffira de comparer la taxe d'État au droit des pauvres,

Section I. — Caractères communs.

La perception, le recouvrement, le contentieux des deux impôts ont été expressément unifiés par le législateur dans les lois du 25 juin 1920 (articles 92 et 96) et 31 juillet (art. 39).

§ 1. — La Perception des taxes.

Le rapprochement de l'article premier de la loi du 7 frimaire an V et de l'article 39 de la loi du 31 juillet 1920 est significatif.

La loi révolutionnaire précise que la perception de la taxe sur les spectacles a lieu en sus du prix des places.

« Il sera perçu un décime par franc, en sus du prix de
« chaque billet d'entrée pendant six mois dans tous les
« spectacles. »

Le principal intérêt de cette disposition formelle de la loi est de faire apparaître la volonté du législateur d'atteindre le spectateur seul. L'entrepreneur de spectacle n'est pas visé. Il est uniquement le collecteur de l'impôt, la perception n'est effectuée par lui que pour éviter frais et complications.

Ce principe essentiel du paiement en sus, c'est-à-dire par le seul spectateur, n'est pas nouveau. C'était la préoccupation apparente des anciennes ordonnances royales. Le but est-il atteint et l'entrepreneur de spectacles ne voit-il pas ses recettes amoindries par l'impôt ?

C'est la question de l'incidence de l'impôt. Nous ne l'étudierons pas ici. Il est cependant indéniable que le spectateur ne fait pas la discrimination de l'impôt et du

prix de la place. Il paie un ensemble. Dès lors un impôt excessif rebuttera le spectateur et celui-ci s'abstiendra ou choisira une place moins coûteuse. Les recettes de l'entreprise seront atteintes immédiatement.

La loi du 25 juin 1920 procède différemment pour la taxe sur le chiffre d'affaires. Elle vise aussi l'usager, acheteur en l'occurrence, mais c'est le commerçant qui doit verser au Trésor une quote-part de ses encaissements. Il doit alors faire un calcul assez compliqué de façon à connaître le prix auquel il faut vendre la marchandise pour que le poids de la taxe lui soit épargné. Comme le disent très bien MM. Pillu et Béchet ¹ : « La somme mise « à la charge du redevable n'est donc pas déterminée « par la loi, elle résulte d'un calcul qui, par sa complica- « tion même, risque de ne pas toujours assurer l'incidence « exacte de la taxe telle que l'a voulu le législateur. »

Il n'en est pas de même de la taxe sur les spectacles. Le montant de la somme payée par le spectateur est déterminé de façon à la fois plus claire et plus certaine. Si le tarif est du dixième du prix, le spectateur qui loue une place de 100 francs paiera 100 plus 10.

§ 2. — Le recouvrement et le contentieux des taxes.

La perception de la taxe sur les spectacles reprend les principes anciens qui régissaient le droit des pauvres. Nous allons maintenant voir une situation inversée. La législation relative à la taxe d'État a modifié celle du droit des pauvres.

« Le recouvrement du droit sera opéré comme en matière

1. Pillu et Béchet. Les impôts sur les spectacles publics, Paris, 1928, Dalloz, *Op. cit.*

« de contributions indirectes ; les contraventions seront
« constatées et les poursuites exercées suivant les formes
« propres à cette administration, qui, en cas de contra-
« vention commune, sera exclusivement chargée du soin
« de transiger ou de poursuivre. »

D'autre part, la loi de l'an V ne prévoyait pas l'imposition des billets de faveur et on procéda sur ce point encore à l'assimilation des deux impôts.

Il n'y a d'ailleurs là rien que de conforme au principe suivant lequel c'est le spectateur et non l'entrepreneur de spectacle qui supporte l'impôt. L'impôt ne fait pas avec le prix de la place un tout indissociable.

Il faut ici faire une distinction entre le billet gratuit et le billet à prix réduit. Le premier est donné par un directeur à une personne déterminée qu'il veut favoriser. La loi impose selon la valeur habituelle de la place donnée.

S'il s'agit au contraire d'un billet à prix réduit, la loi estime qu'il y a là un procédé d'exploitation tendant à faire de la publicité à un spectacle déterminé et, de ce chef, elle impose le spectateur selon le prix payé.

Dans un arrêt du 6 août 1925, la Cour de cassation a imposé au tarif correspondant à la valeur habituelle de la place occupée, des billets à tarif réduit qui avaient été distribués dans le but unique d'éviter le paiement intégral des droits. Les billets à prix réduits doivent être strictement définis : 1° il faut qu'ils correspondent à un public rebuté par les tarifs normaux ; 2° la personnalité bénéficiaire n'entre pas en considération ; 3° le prix du billet à tarif réduit doit être supérieur au montant des impôts payés pour la même place par un porteur de billet gratuit.

**§ 3. — Cartes d'abonnement, Billets d'auteur,
de service, de publicité, de concession.**

Ces formes diverses de billets précisent l'assimilation faite entre le droit des pauvres et la taxe d'État. Ils sont taxables sur le prix de la place occupée, sauf le billet de concession pour lequel l'impôt porte, en outre, sur la majoration de prix. La perception du droit des pauvres au profit des établissements d'Assistance Publique est effectuée dans les conditions de l'article 92 de la loi du 25 juin 1920. Tel est le principe général fort net posé par la loi ¹ (art. 96 de la loi du 25 juin 1920, modifié par l'art. 39 de la loi du 31 juillet 1920). Les deux impôts sont jumelés.

**§ 4. — Assimilation contestée des deux impôts
quant à l'assiette.**

Les textes des lois, les exposés de motifs qui en décidèrent le vote, les précisions ultérieures relatives à leur application révèlent la grande ressemblance des assiettes des impôts. Il semble que pour chacun ce soit le plaisir. La loi de l'an V, après les horreurs de la Terreur, celle de 1920, après les angoisses de la guerre, viennent frapper le plaisir. Elles interviennent aux époques où la nature humaine, après les heures de tension douloureuse éprouve le besoin de se lancer dans un cercle de plaisir. Alors les prix peuvent être exorbitants, les douleurs récentes, les ruines voisines, un vent de folie souffle sur une humanité

1. Les références relatives aux textes législatifs sont données dans l'exposé de la question.

Pour les références relatives à la jurisprudence, se reporter, à la date de l'arrêt ou du jugement, à la table chronologique de la jurisprudence, au début de l'ouvrage.

frénétique qui oublie bruyamment ce qu'elle vient de vivre. L'argent coule à flot dans les lieux voués au plaisir. Il est naturel qu'un État appauvri songe à prélever une part de cet or consacré aux distractions. Les mêmes causes ont les mêmes effets, tant dans les sciences historiques que dans les sciences physiques. Après la Terreur, après la guerre 1914-1918, le plaisir est l'assiette naturelle d'une taxe.

Les travaux préparatoires tout d'abord font brillamment apparaître les points communs. Le texte du Directoire fait un rapprochement entre les indigents pour qui l'hiver est la saison redoutée et les privilégiés de la fortune qui voient dans l'hiver le retour des plaisirs traditionnels. « L'hiver est le temps des plaisirs pour les personnes favorisées de la fortune, lit-on dans les considérants de la loi de l'an V. Le Directoire a pensé qu'il serait aussi juste qu'humain de tirer partie de cette dernière circonstance pour venir en aide aux indigents. » (14 brumaire an V, *Le Moniteur*.)

La loi de 1920 aussi a voulu taxer le plaisir ; l'impôt va atteindre toutes les recettes de tous les spectacles, « toutes les manifestations de la vie heureuse » (le rapport de la commission des finances, à la séance du 2 avril 1920, Chambre des députés, au *J. O.*).

Y aurait-il un doute sur la similitude des deux impôts qu'il serait dissipé par cette affirmation du ministre des Finances : « Le fait générateur de l'impôt est le même pour les deux taxes. »

Voici l'exposé des motifs : « Étant donné que le droit des pauvres et la taxe d'État, sont perçus dans les mêmes établissements ¹, que le fait générateur de

1. Chambre des députés, séance du 20 avril 1920.

« l'impôt est le même pour les deux taxes, que d'une façon générale le même agent perçoit simultanément les deux impôts, il a paru que dans un but de simplification et d'uniformité, il y avait lieu d'assimiler les deux droits, d'une part en autorisant la perception du droit des pauvres sur les entrées de faveur, à tarif réduit, d'autre part, en décidant que le recouvrement serait opéré, les contraventions constatées et les poursuivies exercées comme en matière de contributions indirectes. »

La similitude est révélée par les textes. Ces deux lois ne diffèrent que par leur degré de précision. Toutes les distractions où l'on est admis en payant, sont soumises à l'impôt, disent les lois de l'an V. La loi de 1920 est plus détaillée et précise les catégories de spectacles. Celles-ci sont soumises à un tarif différentiel. Ces précisions ne sont pas superflues : elles éviteront les contestations.

Le Directoire et l'après-guerre ont le même souci d'atteindre toutes les formes de spectacles. La loi de 1920, malgré son luxe de détails, reprend la formule du texte de l'an V : « sont atteints tous autres spectacles, attractions, exhibitions, jeux et amusements assimilables auxquels le public est admis moyennant paiement. »

Nous avons relevé la similitude de l'assiette dans l'exposé des motifs et ensuite dans les textes des lois consécutives. Les circulaires qui suivirent le vote de la loi 1920 préciseraient encore, s'il le fallait, l'identité d'assiette.

Une circulaire du 9 août 1920 (Dir. gén. des contributions indirectes, n° 1161) rappelle que : « Le droit des pauvres s'applique d'une manière générale à tous les spectacles pour lesquels l'impôt d'État est exigible. »

« Les bases », écrit le rédacteur consciencieux, qui ne craint pas de se répéter, « sur lesquelles le droit des pauvres

« est perçu sont les mêmes que celles sur lesquelles porte l'impôt d'État. » Nous ne mentionnons pas ici la taxe municipale, puisqu'elle ne prévoit qu'un coefficient à appliquer au produit de la taxe d'État. Mais, lorsqu'il précisa aux communes leur droit de taxer les spectacles, le ministre de l'Intérieur montra encore l'identité des trois impôts, quant à leur assiette.

« J'estime, dit le ministre de l'Intérieur, que les communes peuvent établir des taxes sur tous les spectacles, dont les recettes sont déjà soumises à l'impôt d'État et au droit des pauvres » (Circulaire du 30 septembre 1920).

Si nous nous sommes quelque peu étendus sur les preuves de la volonté du législateur de 1920 d'identifier les deux taxes, c'est parce que une controverse est née là où il semblait vraiment impossible d'en voir surgir une.

La Chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 13 juin 1925 ¹ a décidé : « l'impôt de l'État et le droit des pauvres sont des impôts distincts, régis par des textes et des principes différents. » Le Cour de cassation ne veut pas voir d'assimilation opérée par les textes. Elle prétend que la loi ayant déclaré (art. 96) que le droit des pauvres serait perçu dans les mêmes conditions que la taxe, et que le recouvrement en serait opéré comme en matière de contributions indirectes, la similitude se résume à ces deux points. Elle conclut de là que le fondement de l'impôt reste différent.

On répondit, au contraire, à la Cour que le législateur, ayant voulu assimiler les deux impôts, a dû faire disparaître deux points sur lesquels ils différaient : perception

1. Les arrêts et jugements sont groupés dans une table chronologique, à la fin de l'ouvrage, qui donne les références.

et recouvrement. C'est la raison d'être de ces précisions. Nous avons du reste un argument de texte dans un alinéa de l'article 96. « La perception du droit des pauvres reste « fixée aux tarifs fixés par ces lois (lois de l'an V et suiv.) » Si les deux impôts étaient restés différents, cette disposition eût été inutile. C'est parce que l'assimilation était faite, qu'il devenait indispensable d'éviter une erreur : celle qui eût consisté à croire l'identité développée jusqu'à des tarifs communs.

La question reste cependant très discutée. Une jurisprudence longtemps incertaine semble maintenant s'être fixée sur des principes opposés à ceux de la doctrine que nous venons de citer.

Chambre civile et Chambre criminelle avaient adopté des points de vue différents. La Chambre criminelle seule identifiait les taxes. Actuellement la thèse de la Chambre civile s'impose et l'on décide que l'assiette des deux impôts est différente.

L'exposé des motifs de la loi de 1920 ¹, que nous avons cité, établit nettement que le législateur a connu les raisons d'identifier les deux impôts. Il faut constater que, malgré cette compréhension de la question, aucun texte n'est venu dire que les deux impôts auraient la même assiette, tandis que l'on prenait la peine de préciser l'assimilation quant à la perception, au recouvrement et au contentieux.

Si l'on veut, d'ailleurs, à tout prix, jumeler ces deux impôts, il suffit de remarquer que l'interprétation jurisprudentielle du droit des pauvres, traditionnelle, coïncide avec les précisions légales de la taxe d'État.

Nous n'anticiperons pas davantage sur cette question

1. Chambre des députés, 20 avril 1920.

que nous étudierons bientôt plus objectivement. De toutes façons, les solutions actuelles ont l'avantage d'apporter dans la recherche de la matière imposable un esprit soucieux d'équité et ennemi de toute généralisation.

Section II. — Caractères différents.

L'identité controversée de l'assiette et l'identité incontestable de la perception des deux impôts ne doit pas laisser croire qu'il y a eu assimilation complète du droit des pauvres et de la taxe d'État sur les spectacles. Il subsiste deux différences importantes : les tarifs et les exonérations.

§ 1. — Tarifs.

La loi du 25 juin, dans son article 96, nous venons de le voir, précise que les tarifs demeurent différents.

A cet égard la législation du Directoire n'a pas été modifiée. MM. Pillu et Béchet (*Les impôts sur spectacles, op. cit.*) citent une lettre du préfet de la Seine du 17 juin 1919, qui, au moment de l'élaboration de la loi rappelait au ministre de l'Intérieur que la même base de perception étant admise, il ne semblait cependant pas qu'il puisse en être de même de la tarification. Il demandait sur ce point une différenciation.

Aussi, laissa-t-on le droit des pauvres tel qu'il était, quant aux tarifs, sous l'empire de la loi de l'an V.

§ 2. — Réductions.

La loi du 25 juin 1920 mentionne une différence entre la taxe d'État, pour laquelle il peut exister certaines

exonérations et le droit des pauvres, pour lequel il n'en est pas prévu. C'est ce qui résulte des articles 93 et 96 relatifs à la taxe d'État, alors que, pour le droit des pauvres, la loi du 31 juillet 1920 (art. 39) renvoie au seul article 92 de la loi du 25 juin 1920.

Il n'est d'ailleurs là rien que de conforme au but poursuivi par ces deux impositions. Le droit des pauvres apporte aux établissements communaux d'assistance et à l'Assistance Publique de Paris des ressources importantes, indispensables à leur rôle social. On ne peut en priver ces établissements, car il est du devoir des spectateurs de contribuer au soulagement de leurs semblables malheureux, sauf si les exonérations sont, elles aussi, socialement justifiées. La taxe d'État a un autre but : elle est chargée de contribuer à l'approvisionnement du Trésor. Son affectation est plus vaste. Le rapprochement entre l'origine des fonds recueillis et leur destination frappe beaucoup moins le sentimentalisme.

Dès lors, le législateur a étudié les répercussions de la taxe avec une indulgence croissante et les spectateurs de certaines manifestations ont pu être dispensés du cumul des impôts.

Ne pas admettre d'exonération risquerait de détourner d'un spectacle parfois utile un grand nombre de spectateurs.

PREMIÈRE PARTIE

LA TAXE D'ÉTAT ET LA TAXE MUNICIPALE

TITRE I

LA TAXE D'ÉTAT

CHAPITRE PREMIER

ASSIETTE ET QUOTITÉ DE L'IMPOT

L'impôt sur les spectacles, nous l'avons vu, est un impôt qui veut frapper le plaisir sous toutes ses formes. Ce but est celui que se proposèrent les législateurs de l'an V et ceux de 1920. Mais le législateur de 1920 a prévu des catégories différentes de divertissements imposés. Les lois de l'an V étaient à cet égard beaucoup plus simples.

Cet état de choses tient à ce que l'esprit du législateur est différent. Il n'a pas voulu imposer uniformément les spectacles mais il a voulu tenir compte dans les tarifs du caractère artistique, moral ou luxueux, des spectacles imposés.

C'est à tort que l'on a critiqué cet effort du législateur en prétendant qu'il n'avait qu'à rechercher le meilleur rendement de la taxe, sans préoccupations moralisatrices. Il fallait au contraire tenir compte du fardeau différent que représente un même taux d'imposition pour des entreprises de spectacles qui ne sont pas de la même catégorie. Nous passerons successivement en revue les catégories prévues par la loi.

Section I. — Les différents tarifs prévus par la loi.

La loi de 1920 avait prévu un tarif de droit commun qui était de 6 p. 100 à l'époque, et des tarifs différents pour certaines entreprises justifiant une surtaxation ou au contraire méritant les faveurs du législateurs. Le code des contributions indirectes, modifié par le décret du 25 juillet 1935, procède de façon différente. Il n'y a pas à proprement parler de tarif de droit commun.

§ 1. — Etablissements soumis au tarif de 2 p. 100.

A. — Les théâtres viennent en tête de l'article 474, 2^o qui est le siège de la matière. Les théâtres sont des établissements donnant des représentations lyriques ou dramatiques à l'exclusion de revues ou de spectacles analogues. Les spectacles appelés revue ont pour trait particulier d'être coupés et de comporter des attractions ou exhibitions. Cette définition du théâtre englobe toutes les pièces comportant une intrigue qui se déroule sur le mode lyrique ou dramatique. Le tarif des théâtres étant moins élevé que celui des revues, il est fréquent qu'un directeur demande l'assimilation de sa revue à un théâtre. Une revue, dont le caractère artistique et littéraire est affirmé par le fait que le texte l'emporte sur la mise en scène, bénéficie du tarif des théâtres. Cependant ce bénéfice n'est accordé que si aucun changement n'est intervenu dans la direction de l'entreprise ayant temporairement substitué la revue à son programme habituel. Il faut d'autre part que le prix des places n'ait pas augmenté et qu'une seule revue soit jouée dans le courant de l'année pour cinq mois au maximum.

Il s'agit ici de l'année théâtrale qui est comptée du 1^{er} octobre au 30 septembre.

B. — Les concerts dont le texte parle ensuite sont ceux qui ne sont pas donnés par des artistes subventionnés. Ce sont des concerts symphoniques, c'est-à-dire des concerts dans lesquels sont exécutés ou interprétés, soit des morceaux de musique classique ou religieuse, soit des œuvres de maîtres.

Ces précisions correspondent aux termes de l'article 11 du décret du 5 août 1920. Le caractère d'un concert comprenant des chants ou des danses rythmées n'est pas modifié au point de vue fiscal.

Il y a une question importante sur laquelle nous reviendrons dans la section suivante. Y a-t-il lieu à perception de la taxe sur les concerts de musique religieuse donnés dans une église ? L'administration estime qu'un concert, donné dans une église, garde le caractère prédominant d'acte du culte et ne doit pas être soumis à la taxe sur les spectacles, malgré la publicité et le paiement d'un droit d'entrée, s'il est établi qu'il s'agit d'un concert de musique religieuse suivi aussitôt par un salut. Il faut que l'audition et le service fassent un tout et que le produit des entrées soit affecté aux besoins du culte (Cass. 8 mai 1926).

Il y a peut-être ici quelque chose d'excessif, car dans l'espèce, l'entrée de l'église était interdite à ceux qui ne pouvaient payer leur place ! Le caractère religieux semblait donc passer au second plan.

C. — Cabarets d'auteurs. — Un cabaret d'auteur est un établissement dans lequel les auteurs eux-mêmes déclament

ou chantent leurs œuvres. Il faut en principe que l'auteur donne lui-même son œuvre, ce qui interdit la présence d'interprètes. L'administration a cependant admis la présence d'un certain nombre d'interprètes après accord avec les représentants des directeurs de ces établissements. Il ne faut pas qu'il y ait plus d'un interprète pour trois auteurs. Si, d'autre part, il est donné une revue, celle-ci ne doit pas durer plus de la moitié du spectacle, entr'actes déduits. L'auteur, ou l'un des auteurs s'ils sont plusieurs, doit jouer dans la revue. Le régime favorable de ces spectacles est justifié par leur caractère spirituel et artistique qui mérite d'être encouragé.

D. — Les meetings aéronautiques font partie de la même catégorie. Ils comprennent les spectacles aériens tels que meetings d'aviation, même avec acrobaties aériennes et départs de ballons montés. Les baptêmes de l'air ne sont pas soumis à l'impôt. Cette imposition des meetings aéronautiques est contestable. Il n'y a pas loin de l'aviation civile à l'aviation militaire et il paraît d'intérêt national d'en développer le goût.

E. — La question des salons et expositions diverses a été longtemps discutée. On peut actuellement préciser la question car la jurisprudence s'est fixée.

Les contestations relatives aux expositions ayant un caractère commercial ont disparu. En effet une exonération spéciale, que nous étudierons ultérieurement, est prévue pour les foires et autres manifestations commerciales.

Mais cette disposition n'est pas très heureuse car elle conditionne l'exonération à l'absence de distractions, ce

qui est logique, et à une subvention, ce qui est déraisonnable. Le défaut de subvention ne donne pas aux manifestations agricoles ou commerciales un caractère divertissant qui justifie la taxation.

D'autre part, l'article 40 de la loi du 30 juin 1923 a exempté de l'impôt les salons organisés par les sociétés reconnues d'utilité publique qui ne poursuivent qu'un dessein d'encouragement aux Beaux-Arts et aux Belles-Lettres.

Le principe est actuellement de taxer les entrées aux expositions diverses, sauf si elles se trouvent dans un cas d'exonération prévu par la loi. C'est ce qui résulte notamment de l'arrêt de la Chambre criminelle du 22 janvier 1927.

Un arrêt est cassé lorsqu'il a décidé d'exonérer une manifestation en interprétant son caractère plus ou moins commercial.

L'impôt est dû sur les salons et expositions qui font surtout appel à la curiosité du public. C'est le cas des expositions artistiques qui ne sont détaxées que lorsqu'il s'agit de salons organisés par des sociétés artistiques reconnues d'utilité publique. Cette disposition de l'article 92 du décret de codification de 1926 a été reprise et figure au code des contributions indirectes (art. 473, 2°). La jurisprudence relative au droit des pauvres, tenait compte de ce que ces réunions n'avaient qu'accessoirement le caractère de spectacle. C'est une considération que nous retrouverons dans la seconde partie. (Conseil d'État, 7 août 1891.)

Un arrêt de la Chambre civile, fort important quant au principe qu'il invoquait, relativement à l'assiette des impôts, exempte le salon d'automne des droits. (Chambre civile, 15 juin 1925.) L'arrêt tient compte de la recon-

naissance d'utilité publique de la société. Cette reconnaissance est considérée comme la consécration officielle du caractère d'utilité générale dispensant du droit des pauvres et de la taxe d'État. On donne aux termes leur plein sens.

F. — *Matches de foot-ball.* — Le foot-ball amateur n'est pas imposé au titre de la taxe d'État. Le foot-ball professionnel, sans doute en raison de son caractère démocratique, bénéficie d'un régime plus avantageux que celui des autres sports. Nous verrons en étudiant le droit des pauvres que la jurisprudence s'efforce d'étendre le même régime vis-à-vis du droit des pauvres, dès qu'il n'y a pas caractère prédominant de spectacle.

§ 2. — Les établissements soumis au tarif de 10 p. 100.

Cette seconde catégorie est prévue par l'article 474 4^o du code des Contributions Indirectes.

« 4^o Courses vélocipédiques, pédestres ou nautiques ; matches d'escrime ou de billard ; bals, dioramas, panoramas ; phonographes ; orchestres mécaniques ; séances de prestidigitation, d'hypnotisme ; courses dites landaises ou similaires ; matches de boxe ou de lutte ; tirs aux pigeons ; thés-concerts, soupers-concerts ; séances de patinage ; billards russes, japonais, et appareils assimilés ; bowlings ; tirs et jeux d'adresse divers ; tournois et matches de hockey, de tennis, de golf, de polo, de pelote basque et de tous jeux sportifs autres que le foot-ball ; et d'une manière générale, les spectacles, jeux, exhibitions, attractions et divertissements non spécialement énumérés à l'une quelconque des autres catégories : 10 p. 100. »

La loi de 1920 avait adopté des tarifs différents, et

sensiblement plus élevés. Il y avait d'autre part une absence presque complète de différenciation des divertissements selon leur répercussion sociale. Les matches de lutte et les courses de taureaux voisinaient avec les thés-concerts et les combats de coqs. Certains auteurs croyaient expliquer ce classement par la préoccupation du législateur de frapper les manifestations dont la moralité lui paraissait sujette à caution et d'atteindre d'autre part une riche clientèle. Mais il ne semble pas que ce soit ce point de vue qui guidait le législateur de 1926, lorsqu'il modifia et codifia les tarifs. Car on s'explique mal les tarifs communs aux courses de taureaux, spectacle essentiellement cruel et aux matches de lutte qui, il y a quelques années, avant que n'apparaissent les formes brutales actuelles, n'avaient rien de sanguinaire.

L'article 88 §1, 4^o, du décret de codification du 28 décembre 1926 prévoyait l'imposition au même tarif des établissements « similaires ». C'était laisser une liberté restreinte à l'administration, et ce fut la cause de nombreuses contestations. La sévérité de la loi s'exerçait enfin de façon rigoureuse contre les matches de boxe. Ceux-ci, sans doute, n'avaient pas eu au Parlement des champions aussi persuasifs que les courses de taureaux. Les matches de boxe étaient taxés au maximum, mais il faut croire qu'il n'y avait là aucune sanction morale car on ne comprendrait pas qu'un tarif très inférieur fut appliqué aux spectateurs bien plus nombreux qui utilisaient les places à bon marché.

De toute façon, la législation actuelle s'est montrée beaucoup plus pratique, et elle adopte des principes parfaitement justifiables. Avant de donner quelques explications sur certains divertissements prévus dans

cette énumération, nous regretterons que le législateur n'ait pas été encore plus avant dans son effort de discrimination. Il serait juste, en effet, d'avantager les courses nautiques ainsi que certains tournois et matches. Ainsi tiendrait-on compte de ce que la diffusion d'un sport est due pour beaucoup aux matches, et de ce que certains sports ont sur le développement de la race une influence dont l'intérêt national bénéficie.

Nous donnerons des explications relatives aux courses diverses, aux bals, et enfin à la disposition finale de l'article 474, 4^o.

A. — LES COURSES DIVERSES.

Les courses de taureaux ne figurent plus dans cette énumération. Dans un souci de morale sociale, dont il doit être loué, le législateur a créé une catégorie d'imposition spéciale à ces divertissements et aux combats de coqs.

Les courses landaises, provençales ou similaires diffèrent des courses de taureaux en ce qu'elles ne comportent pas de mise à mort. C'est un spectacle peut-être barbare, mais il fallait marquer son caractère non sanguinaire par l'explication du tarif de 10 p. 100.

Les tirs aux pigeons sont soumis au même tarif. Ils ne partagent plus le sort des autres jeux où la mort des animaux constituait le trait commun permettant une assimilation fort contestable. On retient, comme recettes taxables, les cotisations, abonnements, et droits d'entrée. Les mises des tireurs pour les concours ou poules organisés entre eux ne sont pas soumises à l'impôt. Les munitions vendues sans le concours de la société sont aussi

libres de toute taxe. Par contre, si l'achat du pigeon est une dépense obligatoire pour le tireur, il y a lieu d'imposer. Il arrive fréquemment que les sociétés veulent être exonérées comme préparant au service militaire.

La Cour de cassation, après un examen sérieux des faits, sur lesquels elle est compétente puisqu'il s'agit de l'application légale de l'impôt, rejette souvent la demande d'exonération.

Il apparaissait dans l'arrêt que nous citons que les statuts de la société ne manifestaient pas une préoccupation particulière de préparation au service militaire et que ce tir aux pigeons était réservé à une clientèle riche, sans avoir un but d'activité générale (Civ., 12 avril 1929).

Les courses vélocipédiques sont soumises à un régime plus favorable que les courses pédestres et nautiques, lorsqu'elles ont lieu hors de Paris. En effet, en faveur de cette seule catégorie de courses, il est apporté une dérogation par l'article 475, alinéa 2, qui prévoit une réduction de tarif de 50 p. 100. On comprend que les tarifs soient plus élevés à Paris. L'importance des manifestations sportives qui ont lieu dans la capitale, en raison des meilleurs sportifs nationaux et internationaux de la spécialité qu'elles opposent, est telle, que ces réunions attirent un public pour lequel ces grandes rencontres sont beaucoup plus un spectacle qu'un sport.

B. — LES BALS

Actuellement les bals sont imposés au tarif de 10 p. 100 sans qu'il soit opéré de discrimination parmi eux. La loi de 1920 avait adopté un autre système. Son esprit général, était d'imposer le luxe. La loi du 30 décembre 1921,

article 40, avait prévu le classement des établissements en trois catégories par des commissions départementales. La première catégorie groupait les établissements les plus luxueux.

La législation actuelle a simplifié les choses. Il y a un tarif unique applicable à tous les bals. Toutefois, il importe de noter immédiatement que l'article 475, alinéa 2, réduit le tarif de moitié pour les bals forains occasionnels, organisés hors de Paris. Cette disposition, déjà étudiée pour les courses vélocipédiques, tient compte du public plus important de Paris qui permet des bénéfices supérieurs.

L'administration prévoit quatre catégories de bals :

a) Les bals de société, organisés exceptionnellement par des associations exonérées ;

b) Les bals occasionnels qui n'ont pas un caractère de périodicité et qui sont organisés à l'occasion de fêtes ou de réunions ;

c) Les bals forains sont des bals ambulants qui se déplacent de localités en localités. Ces deux catégories de bals, occasionnels et forains, sont imposés à 10 p. 100 s'ils ont lieu à Paris et à 5 p. 100 s'ils ont lieu en province.

d) Les bals permanents ou périodiques. Cette catégorie de bals supporte toujours et partout un impôt de 10 p. 100. Nous donnerons pour elle des explications plus détaillées, car elle seule offre quelques difficultés. D'après l'article 11, du décret du 5 août 1920, on range dans cette catégorie les thés-dancings, soupers-dancings, et les établissements dans lesquels un bal est organisé pendant ou à l'issue des réunions.

Si un café possède un professeur et une piste de danse, on considère qu'il y a organisation de danses.

Les bals dans les hôtels sont-ils soumis à l'impôt ? Il

arrive fréquemment qu'un hôtel organise un bal pour les personnes qui y sont logées et la Cour de cassation a tranché, en dernier ressort, la question de savoir si l'impôt était dû. S'il n'est pas perçu de droit d'entrée et s'il n'y a pas de consommation obligatoire, ces soirées dansantes ne sont pas soumises à l'impôt. La jurisprudence est formelle (Cass. Chambre civile, 17 juillet 1924).

Ceci pose la question de savoir quelle sera la base de l'impôt, dans le cas où les circonstances de fait établissent indiscutablement qu'il y a bal susceptible de l'impôt sur les spectacles. Sans anticiper sur la question du calcul de l'impôt, qui sera étudiée ultérieurement, nous devons citer certaines dispositions de l'article 475 du code, alinéa 1^{er}. « En ce qui concerne les thés-concerts, les soupers-
« concerts et les bals, lorsqu'il n'y a pas de prix d'entrée ou
« que ce prix d'entrée est inférieur au prix de la première
« consommation, l'impôt, ainsi que le droit des pauvres et,
« le cas échéant, la taxe municipale, portent sur le montant
« de cette consommation elle-même... »

... Alinéa 4 : « Si à la perception de la place est jointe ou
« substituée obligatoirement celle d'un droit de location,
« de vestiaire ou celle du prix d'un objet ou d'une fourniture
« quelconque, la taxe s'applique également au prix
« perçu à ces divers titres. »

Les bals dans les débits de boissons sont imposés d'après le prix des consommations, car celles-ci sont obligatoires même si l'obligation n'est pas rappelée par des affiches ou par des pancartes apposées dans la salle de bal. Si le prix de la première consommation ne dépasse pas un franc, la taxe n'est pas perçue.

Les bals organisés dans un spectacle, pendant les entr'actes, ne sont pas imposés s'il n'est pas perçu de droit

spécial d'entrée et si le bal est réservé aux spectateurs de l'établissement. La jurisprudence interprète largement les dépenses jointes au prix et elle décide qu'il y a lieu de percevoir la taxe si, par exemple, un pourboire peut être considéré comme la rémunération d'un service rendu. Ainsi, la concessionnaire du vestiaire d'un établissement de danse, est imposable bien que la somme perçue ne soit pas tarifée (Tribunal civil de la Seine, 13 mai 1937).

C. — THÉS-CONCERTS, SOUPERS-CONCERTS

La loi a décidé que les droits sur les spectacles portaient sur le montant de la consommation même. Aussi importe-t-il de savoir s'il y a bien établissement donnant des concerts écoutés en consommant, ou s'il y a simplement restaurant ou hôtel comportant chaque jour et à heure fixe un concert. La question est de savoir s'il y a primauté du concert, ou s'il n'est qu'un accessoire. Cela se réduit, pour la jurisprudence, à une question de publicité. Bien souvent l'administration a prétendu imposer les repas servis dans de grands hôtels pendant un concert. La Chambre des Requêtes a rejeté un pourvoi formé par l'administration des Contributions Indirectes qui entendait percevoir les droits sur des repas servis dans un hôtel, pendant un concert, en déclarant que la loi n'avait voulu imposer que les attractions non gratuites et que les repas en question étaient servis sans perception aucune pour les concerts, qui n'étaient donc qu'un accessoire gratuit (Cass. Req., 31 mars 1936). Du moment qu'il n'y a lieu à aucune perception indirecte obligatoire, qu'il n'y a eu aucune publicité spéciale pour le concert, il n'y a pas lieu de percevoir la taxe (Civ., 5 mars 1929).

**D. — MESURE DANS LAQUELLE LE TARIF DE 10 p. 100
EST CELUI DE DROIT COMMUN**

Nous terminerons cette étude de la catégorie d'attractions imposées à 10 p. 100 par la disposition finale de l'article 474, 4^o qui semble faire de ce tarif de 10 p. 100, le taux de droit commun pour tous les divertissements non énumérés et imposables.

Cependant il ne faut pas croire que c'est un rappel des « jeux et amusements assimilables » de la loi de 1920. En effet, et ainsi que nous aurons l'occasion de le voir en étudiant les principes de la jurisprudence en matière de jeux sportifs notamment, l'article 472 a limité la liberté et les possibilités d'interprétation. Tout spectacle non expressément dénommé rentrera bien dans la catégorie imposée à 10 p. 100, mais il ne pourra être frappé de l'impôt qu'après avoir fait l'objet d'un décret de classement, ainsi que le prescrit l'article 37 du décret du 19 juillet 1934 (Code, art. 472).

§ 3. — Les Cinématographes.

I. — Les cinématographes sont soumis à un régime particulier.

L'article 474, 5^o du code des contributions indirectes, établit pour les cinématographes une imposition selon des tarifs progressifs par paliers de recettes mensuelles. Il y a là une marque du souci d'équité du législateur. Il n'était pas possible d'imposer au même régime le cinéma luxueux réservé à un public fortuné et l'humble cinéma des faubourgs ouvriers dont les séances sont plus rares et

n'attirent la foule que certains jours. Le législateur prit donc comme base d'imposition les recettes mensuelles du spectacle. Il eût été plus juste, peut-être, d'établir un tarif progressif selon le prix des places. Mais les préoccupations morales passent facilement au second plan et la recherche du rendement, par ailleurs fort justifiable, prédomine.

Le tarif a subi maintes modifications. Il est actuellement le suivant :

Jusqu'à 10.000 francs, 2 p. 100 ;

Au-dessus de 10.000 francs et jusqu'à 30.000 francs, 5 p. 100 ;

Au-dessus de 30.000 francs et jusqu'à 50.000 francs, 10 p. 100 ;

Au-dessus de 50.000 francs et jusqu'à 100.000 francs, 15 p. 100 ;

Au-dessus de 100.000 francs, 20 p. 100.

Il s'agit ici des recettes nettes réelles. Les autres taxes sont déduites (droit des pauvres et taxe municipale).

Le calcul du taux de l'impôt est assez compliqué. Il n'est pas tenu compte des entrées gratuites, puisqu'il ne s'agit que de recettes réelles. Pratiquement le calcul est fait en majorant les paliers fixés par la loi des sommes correspondant à l'impôt total. Le droit des pauvres est fixé à 10 p. 100.

C'est ainsi qu'à Paris, où il n'est pas établi de taxe municipale, le palier de 10.000 francs jusque auquel la taxe d'État est de 2 p. 100, devient 10.000 plus 1.000 (droit des pauvres), plus 200 (taxe d'État), soit 11.200.

Pour un cinématographe de province, dans une ville dont la municipalité a établi la taxe municipale, il faudrait ajouter à ces paliers modifiés la somme correspondant à cette taxe. Il faut se souvenir de ce que le maximum de la

taxe municipale est égal à 5 p. 100 de la taxe d'État existant au 16 avril 1930.

A cette époque les taux de l'impôt d'État (7,20, 12, 18, 24, et 30 p. 100) étaient beaucoup plus élevés. La majoration est donc sensible.

Le jour même où les recettes brutes dépassent les paliers ainsi déterminés, il y a lieu d'imposer au taux supérieur la partie des recettes dépassant le palier en effectuant, pour chaque taux d'impôt, un décompte séparé. (Circulaire 1161 du 8 août 1920.) C'est ainsi qu'au début du mois les recettes nettes supportent le tarif inférieur de 2 p. 100.

Dès que leur montant total dépasse 10.000 francs et jusqu'à ce qu'il atteigne 30.000 francs, on applique à toutes ces recettes nouvelles le taux supérieur de 5 p. 100, et ainsi de suite, jusqu'à la fin du mois. Les recettes mensuelles, en effet, ne sont pas celles effectuées au cours d'une période de trente jours mais celles faites au cours du même mois. La première période mensuelle d'un cinéma ouvert le 12 mai expirerait le 31 mai. Les recettes de toutes représentations, autres que cinématographiques, même données par l'exploitant habituel d'un cinématographe, ne doivent être retenues en aucun cas pour le calcul des paliers.

II. — Nous devons mentionner une modification récente apportée à la matière par l'article 28 de la loi de finances du 31 décembre 1937¹.

Ce texte complète l'article 474 du code des contributions indirectes, 2^{me} alinéa, qui avait déjà été modifié par l'article 1 du décret-loi du 25 juillet 1935. Ces modifications

1. *Journal Officiel*, 1^{er} janvier 1938, p. 6.

successives ne sont pas faites pour clarifier les textes. On aurait pu omettre d'étudier ici cette dernière disposition. En effet, devant les protestations des chambres syndicales du cinéma, la surtaxe, créée par la loi de finances et qui devait être appliquée dès le 1^{er} février 1938, n'entrera en vigueur qu'ultérieurement. La détaxation, qui en est la contre-partie, est déjà appliquée.

Cette disposition prévoit un abattement de 25 p. 100 du montant de l'impôt quand les représentations cinématographiques comporteront des attractions de music-hall ou des auditions d'orchestre. Par contre les exploitants dont les recettes nettes auront excédé 200.000 francs, au cours du mois précédent, seront surtaxés de la même façon quand leurs représentations ne comporteront ni attractions de music-hall, ni auditions d'orchestre. La réduction d'impôt n'abaissera pas le taux au-dessous de 2 p. 100 et n'excédera pas le montant des cachets attribués.

Ainsi donc cette mesure n'implique pour les directeurs de cinématographes aucune amélioration de leur situation.

En effet la réduction de l'impôt à payer a, pour contre-partie exacte, les cachets des artistes. Mais l'entrepreneur de spectacles n'a pas le choix. S'il n'engage pas un personnel artiste nouveau, il sera surtaxé. Il semble douteux, en outre, que l'attrait de ces scènes de music-hall soit tel pour le public qu'il justifie une augmentation du prix des places. Il faut donc y voir une tentative faite pour secourir des artistes en chômage et surtout pour venir en aide aux malheureux orchestres auquel le cinématographe parlant a porté le tort que l'on connaît.

Nous remarquerons pour terminer la complexité de l'imposition des cinématographes. On peut se demander

si le législateur, en établissant ces textes, a bien vu que leur justification suppose que l'entrepreneur de spectacle cinématographique retire un bénéfice dont la progression, selon le nombre des entrées, est parallèle à la progression des paliers du tarif.

§ 4. — Courses de taureaux et combats de coqs.

Les courses de taureaux et les combats de coqs sont imposés au tarif maximum de 30 p. 100. En outre, il est formellement interdit de leur accorder le bénéfice de l'exonération.

Le ministre a admis la conclusion d'abonnements basés sur le nombre total de places que contiennent les arènes où se livrent les courses de taureaux. Ils s'appliquent obligatoirement à l'ensemble des courses quelle qu'en soit la nature, données dans chaque arène pendant la saison. Le montant est versé, avant la réunion, au Trésor, qui l'acquiert définitivement. Les propriétaires des arènes doivent s'engager au paiement, conjointement avec les organisateurs.

En ce qui concerne les combats de coqs, le montant des paris engagés par les joueurs n'est pas assujetti à la taxe sur les spectacles publics.

§ 5. — Tarifs exceptionnels.

Nous grouperons dans ce paragraphe différents spectacles bénéficiant d'un régime particulièrement favorable.

A. — CONCERTS NON QUOTIDIENS SUBVENTIONNÉS

L'article 474, 1^o du code des contributions indirectes

prévoit un tarif de 1 p. 100 pour les « concerts non quotidiens donnés par des associations d'artistes ou des sociétés de concerts subventionnés par l'État, les départements et les communes ». La loi insiste sur le caractère non quotidien de ces concerts. S'ils ne présentaient pas cette particularité, la principale raison de les exonérer disparaîtrait, car un appel quotidien au public en ferait un spectacle comme un autre.

On considère comme association d'artistes, les groupements composés exclusivement d'artistes professionnels constitués en association en participation, organisant des concerts à leur profit. Les sociétés de concerts classiques sont des associations ayant une existence légale, qui sont constituées en vue d'exécuter des œuvres classiques.

Le décret du 25 juillet 1935 ¹ a prévu pour ces concerts une réduction de 50 p. 100 et le code des contributions indirectes érige ces spectacles en catégorie spéciale.

La réduction d'impôt s'applique à la période ou aux représentations pour lesquelles la subvention a été attribuée, mais elle n'est pas limitée au montant de celle-ci.

B. — TARIF DE 5 P. 100

L'article 474 3^o applique un tarif exceptionnel de 5 p. 100 à différentes manifestations.

« 1^o Parcs d'attraction comportant à la fois un prix d'entrée général et des attractions payantes ; attractions, manèges et tirs forains. » C'est encore le décret-loi du 25 juillet 1935 précité qui créa cette catégorie. Les tirs forains, sous l'empire de la loi de 1920, avaient été déclarés

1. J. O., 26 juillet 1935.

imposables par un arrêt de la Cour de cassation (Crim., 3 janvier 1925).

Cet arrêt était critiquable car la Cour de cassation semblait décider que tous les jeux étaient imposables, quoique la loi n'imposât que certains « jeux et amusements assimilables ». La rédaction actuelle ne laisse place à aucune difficulté.

2° *Music-halls*. — Un music-hall est un établissement où la salle de spectacle est accessible au public seulement pendant les heures de représentations, ce qui le différencie des cafés-concerts, et dans lequel sont donnés soit des concerts, soit des exhibitions, attractions ou autres spectacles coupés, soit des revues. Il s'agit de spectacles sans intrigue.

Les ballets rentrent dans cette catégorie quand ils constituent des exhibitions de danses où les artistes exécutent des mouvements divers sans chercher à exprimer un texte ou une pensée. Il y aura au contraire théâtre de mime, si les acteurs traduisent un texte par leur attitude, et le taux de la taxe sera celui des théâtres.

Le tarif de 5 p. 100 des music-halls est très bas si on le compare à ce qui existait sous le règne de la loi de 1920. Le décret du 25 juillet 1935 a peut-être voulu porter secours au grave chômage des artistes. Il n'en reste pas moins que l'évolution ne fut pas celle qu'espéraient les critiques de la loi de 1920. A cette époque en effet les music-halls étaient imposés à un tarif double de celui des théâtres et ils étaient soumis au même régime que les courses nautiques et pédestres. Certains auteurs souhaitaient à juste titre voir réduire le taux de la taxe pour ces manifestations sportives qui, disaient MM. Pillu et Béchet,

1. Pillu et Béchet. *Op. cit.*, Les impôts sur les spectacles.

« en incitant les jeunes gens à pratiquer eux-mêmes les sports auxquels ils assistent,... sont des plus favorables au développement physique et moral de la race ».

Contre toute attente, les music-halls ont été taxés à 5 p. 100 et les courses précitées restent soumises au tarif de 10 p. 100.

On répondra que ces sociétés peuvent être exonérées grâce aux dispositions de l'article 473, dans certains cas. C'est exact, mais il eût été préférable de poser officiellement le principe de l'encouragement de ces sports.

3° *Les cafés-concerts*. — Ces spectacles ont été mieux traités que les music-halls à l'origine. Ils partagent actuellement leur sort. Les cafés-concerts, dont la vogue du XIX^e siècle est bien passée, sont des débits ouverts d'une façon permanente, durant la journée et dans lesquels sont organisés accessoirement, dans la même salle, à certaines heures, des concerts vocaux, tandis que la vente des consommations continue (art. 11 du décret du 5 août 1920).

§ 6. — Le tarif applicable aux spectacles mixtes.

Il arrive assez fréquemment que les attractions offertes au public, dans une salle de spectacle, appartiennent à la fois à plusieurs catégories légales de manifestations, différemment imposées.

L'article 475, alinéa 5, du Code, décide que la taxe est calculée d'après le tarif le plus faible, à condition que le spectacle passible de cette taxe ait, considéré isolément, une durée au moins égale aux trois quarts de la durée totale de la représentation. C'est à Paris, notamment, le cas du cinématographe « Gaumont-Palace ». Cette précision de la loi peut être appelée à prendre plus d'import-

tance si le champ d'application de la surtaxe des cinématographes, déjà étudiée, s'étend.

Lorsque, dans un même établissement, on demande au public un droit d'entrée général et en outre des droits pour pénétrer dans les salles où se donnent des spectacles particuliers, l'impôt est perçu sur l'entrée générale et sur chacune des entrées particulières, considérées isolément, selon le taux de la catégorie à laquelle ces manifestations appartiennent respectivement. Pour les casinos, cependant, il peut exister un régime plus tolérant. En général on paie l'impôt sur le prix d'entrée. On n'applique pas le taux le plus élevé. Une sévérité excessive risquerait de diminuer la recette des jeux, principale raison d'être de ces établissements, et source importante de revenus pour le Trésor. On opère donc par voies de forfait et par la ventilation des recettes de l'entrée générale, entre les diverses catégories de spectacles offerts au public à l'intérieur du Casino. La boule et le baccara ne constituent pas des attractions soumises à la taxe sur les spectacles publics.

Section II. — Divertissements particuliers non prévus par la loi.

L'article 472 du code des contributions indirectes pose clairement le principe de l'imposition pour les jeux, exhibitions, attractions et d'une manière générale, tous les divertissements énumérés à des décrets rendus sur la proposition du ministre des Finances. Il est complété par l'article 474 (4^o, *in fine*) qui précise quel sera le tarif appliqué, pour les divertissements non spécialement énumérés.

L'état actuel des textes ne paraît laisser place à aucune contestation. C'est là, chose nouvelle. Le décret-loi de 1934, du 19 juillet, par ses articles 37 et suivants, dont les dispositions ont été d'ailleurs reprises dans le Code, a complètement bouleversé le caractère de l'impôt. Tandis que sous le régime antérieur, la taxe frappait en principe les spectacles et les jeux en général, actuellement elle n'atteint que les spectacles limitativement énumérés. L'exigibilité est en outre subordonnée à la condition, soit que l'exploitation habituelle ou occasionnelle ait lieu dans un but commercial ou financier, soit, lorsqu'un tel but n'est pas poursuivi, mais quand le public est admis moyennant paiement, à la condition qu'il s'agisse de réunions organisées d'une façon permanente ou périodique.

La clarté des textes permettra sans doute désormais d'éviter les contestations relatives à la détermination de la matière imposable. En tout cas il y a eu de nombreux conflits entre l'administration et des directeurs de jeux ou autres divertissements. Il n'est pas inutile d'étudier l'évolution de la jurisprudence sur cette matière. Voici comment se pose la question.

Une distraction déterminée n'est-elle pas, en réalité, un divertissement analogue à ceux que la loi impose ? La question s'est posée à propos de manifestations sportives, artistiques ou religieuses. En matière de sports, fréquemment, l'administration a prétendu que certains groupements de joueurs présentaient les caractères d'entreprises de divertissements publics imposables.

En matière artistique, on a vu l'administration poursuivre le recouvrement de la taxe contre des sociétés de concerts ou de conférences qui étaient, prétendait-elle, du même type que les spectacles publics.

Enfin, l'administration s'est efforcée de percevoir la taxe sur des réunions religieuses comportant des concerts.

Aux contestations multiples relatives à l'imposition de ces manifestations, correspondaient deux courants d'opinion.

Certains auteurs prétendaient que le législateur n'avait voulu frapper que le plaisir, sous toutes ses formes, qu'il résulte d'une manifestation artistique ou d'un divertissement populaire. Cette assimilation des distractions imposées est justifiable car il faut tenir compte qu'à chaque classe sociale correspond une catégorie déterminée de plaisirs. Certains se distraient au café-concert et d'autres au concert. Ces auteurs considéraient que l'impôt ne frappait que le spectateur et épargnait l'entreprise. Ils se contredisaient d'ailleurs immédiatement en jugeant équitable et bien-fondé le régime de faveur de certaines fêtes de bienfaisance qui procurent parfois un plaisir très grand à ceux qui y participent.

Aussi d'autres auteurs cherchaient-ils une explication moins exclusive et décidaient-ils de tenir compte de la qualité de la source de distraction. Le plaisir n'est-il pas d'ailleurs quelque chose de conforme à la nature humaine ? Il doit être encouragé lorsqu'il est sain. Cette proposition justifierait des régimes différents. L'imposition générale et aveugle du plaisir fait perdre à la taxe tout caractère moral et il s'agit alors uniquement d'utiliser au maximum un impôt qui est accepté facilement puisqu'il porte sur un besoin devenu indispensable à l'homme. C'est ne voir que l'aspect fiscal.

Si on veut frapper de façon générale le plaisir, on court fatalement le risque d'être injuste car il est impossible de frapper chacun pour sa façon de se distraire. Dès lors, il

faut se résoudre à se limiter et à n'atteindre que le plaisir pris collectivement. Il faut donc décider que l'impôt doit frapper toutes les manifestations spectaculaires payantes ouvertes au public. C'est à propos de ce public que les divergences ont apparu dans la jurisprudence. Certains arrêts, approuvés par MM. Pillu et Béchet, dans leur traité, imposaient toutes « les dépenses faites en vue d'assister à un spectacle ou un divertissement, même non accessible à l'ensemble du public ». (Les impôts sur les spectacles, *op. cit.*).

D'autres décisions, au contraire, partageaient un point de vue général qui était notamment celui que M. Balleydier, doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble, a clairement exprimé dans une note au Sirey (sous jugement contradictoire du tribunal correctionnel d'Annecy du 10 novembre 1926 et du tribunal correctionnel de Ploërmel). Ce sont principalement les entreprises qui sont taxées et surtout celles qui poursuivent des bénéfices. Il faut d'autre part « qu'il y ait admission libre du public » pour que la loi fiscale puisse s'appliquer (Crim., 8 mars 1928).

Nous allons passer en revue quelques décisions de la jurisprudence la plus nette et nous nous efforcerons de préciser sa position actuelle. Les conclusions que nous tirerons auront surtout un intérêt historique, car aujourd'hui, l'administration adopte un point de vue si compréhensif qu'il semble difficile de voir naître des contestations relatives à l'assiette de la taxe d'État.

A. — JURISPRUDENCE EXTENSIVE

1^o *Spectacles sportifs*. — Le caractère sportif d'un diver-

tissement ne constitue pas une cause d'exonération. Les arrêts qui ont reconnu qu'il y avait eu taxation à bon droit ont pris soin de préciser que seules des sociétés privées pouvaient être dispensées du paiement de la taxe (Cassation civ., 23 juillet 1924).

Un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 26 juin 1927 déclarait imposables les sommes payées par les locataires d'un terrain de tennis à un entrepreneur louant des courts.

« Attendu... que le tennis est un jeu et un amusement ;
 « que l'on doit entendre par « public » tout le monde
 « admis au tennis et que la société est une organisation
 « de spectacles ou de divertissements au même titre
 « qu'un exploitant de skating.... »

Ce jugement, manifestement, interprétait mal la loi de 1920, qui ne voulait imposer que les « jeux et amusements » présentant un caractère de spectacle. Ce n'était pas le cas du tennis pratiqué par des amateurs se réunissant pour s'adonner à un sport qui aurait dû être traité de la même façon que le foot-ball ou l'athlétisme.

En ce qui concerne les sociétés de golf (sans doute en tenant compte, de façon tout à fait contestable, du caractère peu démocratique de ce sport), la Cour de Cassation s'est montrée fort sévère. La Chambre civile a décidé que la taxe sur les spectacles frappe les cotisations et les abonnements des joueurs de golf. La réunion sera exonérée si elle n'a pas eu de caractère de publicité et si les attractions ou jeux ont été organisés pour les seuls sociétaires permanents. Une société de golf qui admet sur ses terrains des membres temporaires et des membres permanents n'a pas un caractère privé et elle

est imposable. (Arrêts de la Chambre civile des 23 juillet 1924 et 7 décembre 1927.)

Parmi les derniers arrêts dans ce sens il faut citer celui du 4 janvier 1929 et celui du 8 janvier 1932 (Cass. crim., 8 janvier 1932). Ils décident que, s'il est permis d'attribuer un caractère privé à des attractions et à des jeux organisés par des sociétés pour leurs sociétaires permanents seulement, il ne saurait en être ainsi d'attractions ou jeux auxquels sont admis, moyennant paiement, des abonnés répartis en groupements de fait suivant leurs affinités personnelles ou suivant les convenances du locataire principal. Ce locataire est le directeur d'un établissement de jeux et le tennis est un « divertissement assimilable » au spectacle auquel le public est admis « moyennant paiement ». Cette assimilation est étonnante.

On ne pouvait, même à cette époque, prétendre trouver une idée directrice dans la jurisprudence, car, nous le verrons plus loin, d'autres arrêts adoptaient des principes opposés. Néanmoins il semble qu'on s'orientait alors vers l'imposition des jeux publics, le caractère de publicité étant révélé par le fait que les personnes admises n'avaient aucun lien avec l'organisateur, personne physique ou personne morale.

Ce n'était pas très net (Cass. civ., 8 juillet 1930 contre Cass. crim., 14 mars 1931).

2° *Spectacles artistiques et naturels.* — L'association des concerts symphoniques de Carcassonne organisait chaque année un certain nombre de concerts réservés à ses membres. Elle comprenait des membres exécutants et des membres auditeurs. Sur pourvoi contre un arrêt de la Cour de Montpellier qui s'était prononcée contre la taxation, la Chambre criminelle de la Cour de Cassa-

tion cassa l'arrêt et déclara que les droits et taxes pourraient être perçus sur les cotisations annuelles des membres de l'association attendu que l'association « comprend... » des membres auditeurs qui ne sont assujettis à aucune « autre obligation que celle de verser une cotisation « annuelle de 30 francs et dont le nombre est illimité... » (Crim., 5 février 1926).

Cette association ne prévoyait pas d'autres conditions d'entrée que ce droit et on peut avec raison penser que c'était une manière déguisée de donner un concert public.

Cette jurisprudence imposait aussi les spectacles naturels, dès qu'il y avait un prix exigé et des aménagements faits dans le but de mettre en valeur ces curiosités. Un jugement, spirituellement motivé, du tribunal de Pau, le 27 juillet 1925, déclarait imposables les droits d'entrée aux grottes de Bétharram, motif pris de ce que ce phénomène naturel avait été aménagé dans le but de faire payer ceux qui seraient admis à le contempler.

L'administration a été jusqu'à exiger le paiement de la taxe sur le prix d'accès à un point de vue non aménagé. Il y a ici quelque chose d'abusif, car il n'est pas donné à chacun de se distraire en admirant un paysage. L'égalité est rompue et le critérium devient imperceptible.

B. — JURISPRUDENCE RESTRICTIVE

Antérieurement au décret de juillet 1934, qui modifia les caractères de la taxe d'État, la jurisprudence semblait déjà évoluer et elle ne déclarait plus les jeux et autres manifestations imposables avec la même facilité.

1° *Spectacles sportifs*. — Il est tout d'abord une série de décisions qui ont débouté l'administration de ses de-

mandes d'impositions. Elles sont relatives à des sociétés de tennis, ayant un caractère privé.

Les statuts du club sont essentiellement ceux d'un club privé, décide la cour d'appel d'Amiens dans une affaire caractéristique. On considère l'enquête qui précède l'admission de nouveaux membres comme la preuve que le club ou la société ne sont pas ouverts au public en général et sans distinction (Amiens, 13 mai 1927 ; Montpellier, 31 mai 1927 ; Versailles, 27 juillet 1927 ; Cass. crim., 14 mars 1931).

La jurisprudence de la Cour de cassation attache dans ses arrêts les plus récents une importance décisive au caractère public du jeu ou du divertissement et elle interprète le mot public dans un sens restreint, ce qui fait qu'elle est en général favorable à l'exonération de ces manifestations.

Pour être soumis à la taxe d'État, un spectacle ou un divertissement doit avoir un caractère public. L'administration doit démontrer qu'il y a publicité (Cass. civ., 7 novembre 1934).

Puisque nous nous occupons de jeux de tennis, il faut citer un important jugement du tribunal correctionnel de la Seine, en date du 27 décembre 1935. Ce jugement est important parce qu'il a pu tenir compte du nouvel esprit de la Cour de cassation qui semble devoir s'imposer en raison des modifications apportées à la matière par le décret de juillet 1934. Il a eu un certain retentissement en raison du mouvement d'opinion auquel il donnait satisfaction et surtout par la notoriété du nom de Boro-tra qui était assigné par l'administration des contributions indirectes en temps que président du Tennis Club de Paris. Il a été jugé que le Tennis Club de Paris, agréé

par le ministère de l'Education Physique, ne faisant pas de réclame tapageuse, n'opposant que des joueurs amateurs qui ne reçoivent pas de prix en espèces, ayant le but conforme à l'intérêt national de former de jeunes joueurs et de stimuler leur ambition, n'avait pas à payer de droits.

Plus récemment et sur une question qui ne concerne guère les jeux et sports, le tribunal correctionnel de la Seine (10 juillet 1936) a jugé que les grues électriques étaient une attraction non imposable. Il faut, pour qu'il y ait lieu à perception de la taxe ou du droit des pauvres, qu'il s'agisse d'un spectacle auquel le public est admis moyennant un paiement. Il y a une comparaison amusante à ce sujet avec les joueurs de piquet, qui dans un café, et quoique entourés d'un cercle d'admirateurs enthousiastes, ne suffisent pas à transformer un débit en lieu de spectacle.

La grue électrique est un divertissement pour celui qui la fait fonctionner, et elle n'est pas un spectacle pour les nombreux clients qui assistent à la manœuvre, parce que ceux-ci ne paient pas pour regarder.

Lorsqu'il y a un jeu de tennis, on ne peut taxer les joueurs, sans, là aussi, oublier un élément. Celui qui joue se distrait mais il n'est pas un spectacle pour lui-même. Lorsque, dans un club, un joueur attend son tour d'exercice, il ne perd pas sa qualité pour devenir un spectateur, car il n'a pas payé pour regarder.

Les derniers arrêts cités ont ceci d'excellent que, faisant justice de la notion de plaisir qui n'est pas précise, ils conditionnent la taxation à la triple condition du « Spectacle » auquel le « Public » est admis moyennant « Paiement ». Il ne faut pas perdre de vue dans ces ques-

tions de jeux sportifs qu'un spectateur est essentiellement passif. Viendrait-il à l'idée de taxer un comédien quand il joue la comédie en y trouvant un plaisir ? Il est logique d'imposer les spectateurs venus voir des joueurs de tennis en payant leur place et qui ne participent pas eux-mêmes au jeu, mais les cotisations donnant le droit de jouer doivent être libres de tout droit.

2° *Concerts dans une église.* — La jurisprudence fut appelée fréquemment à juger si la taxe devait être perçue sur les droits d'entrée aux concerts donnés dans une Église. La question ne se pose pas s'il y a gratuité. Le culte catholique comporte une certaine pompe. La musique religieuse accompagne souvent le service. S'il faut payer un droit d'entrée pour pénétrer dans l'Église, y a-t-il lieu à paiement de la taxe ? La question est délicate. Il faut en effet discerner si la cause de la présence du public est la religion ou la musique. La question ne se pose pas pour le modique droit de chaises qui est normal et indépendant de tout concert. Si le concert n'est suivi d'aucun service, s'il est indépendant de toute cérémonie, il y a certainement lieu au paiement de la taxe. Le local n'est pas une cause d'exonération. Sur ce point la réponse est la même actuellement.

Le Conseil d'État, par un arrêt du 25 juillet 1912 avait créé un précédent en la matière dans un cas où il y avait eu une majoration du prix des chaises réservées, en raison d'un concert présidé par l'Évêque. Ce concert, donné au cours d'un Salut solennel, n'avait pas été imposé.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation a décidé, le 8 mai 1926, qu'une cérémonie religieuse, organisée par un laïque avec le curé de la paroisse, compre-

nant une audition d'œuvres musicales d'allure religieuse, suivie sans solution de continuité par un Salut, présentait un caractère prédominant d'acte du culte, bien que l'entrée eût été réservée aux personnes payant un droit, et ne devait pas être taxée.

Les organisateurs n'étaient pas davantage tenus aux formalités de la déclaration.

C. — CONCLUSION

La question est actuellement beaucoup moins intéressante. Elle ne devrait plus guère se présenter pour la taxe d'État qu'en ce qui concerne les concerts donnés dans une Église. Mais, sur ce point, nous venons de voir que la jurisprudence était fort indulgente.

La Cour de Montpellier (9 mai 1925) disait qu'il pourrait y avoir perception si la « cérémonie religieuse n'était « employée que comme un voile derrière lequel disparaissait le concert ». L'espèce en question semblait cependant correspondre à cette situation. Le concert avait duré près de deux heures et précédait la cérémonie. Mais la Cour de cassation, en confirmant cet arrêt ne voulait pas commettre « l'irrévérence » d'appeler spectacle une cérémonie religieuse. Le respect de la liberté des cultes conduit, en la matière, à une indulgence excessive. Il se peut que, dans des circonstances où le prix d'entrée s'appliquerait trop manifestement au concert, la Cour suprême modifiât sa position.

En ce qui concerne les spectacles artistiques et naturels, les spectacles sportifs, les difficultés sont tranchées. La correspondance administrative de la Direction générale des contributions indirectes révèle que l'administration

n'imposera plus, désormais, les jeux ou divertissements qui ne figurent pas sur le décret du ministère.

Les conférences payantes « les courses de lévriers, « les jeux de tennis, de golf, de polo, de pelote basque, « autres que les tournois ou matches, les locations de « courts ou de terrains de tennis, même si leur propriété en assure l'entretien, les recettes perçues pour « la visite de grottes ou de sites aménagés, de châteaux, « de monuments, de musées... » échappent à la taxe « d'État ¹. »

La question a perdu une partie importante de son actualité. Lorsque nous chercherons si le droit des pauvres a la même assiette que la taxe d'État, nous aurons cependant à reprendre les principes à l'aide desquels, avant juillet 1934, il semblait que l'on dût trancher la question de savoir si un jeu déterminé devait être soumis à la taxe d'État, comme constituant un spectacle. C'est pourquoi il fallait rappeler ici les fluctuations de la jurisprudence, auxquelles la loi a mis fin en confiant à un décret la détermination de la matière imposable.

La taxe d'État est perçue sur les jeux et divertissements qui constituent un spectacle auquel le public est admis moyennant un paiement.

1. Feuilles de documentation des contributions indirectes, Série H, division I, n° 63.

CHAPITRE II

EXEMPTIONS. EXONÉRATIONS. RÉDUCTIONS

Les dispositions légales, édictées dans un souci d'intérêt général, semblent mettre en cause, de nouveau, la question de l'incidence de l'impôt. On admet en principe que l'impôt est à la charge du spectateur et qu'il n'a aucune répercussion sur l'entreprise de spectacle ou sur les agents de celle-ci. Il apparaît en réalité qu'il y a dépendance absolue de l'entrepreneur de spectacle vis-à-vis de l'impôt. Le succès du spectacle est lié pour une bonne part à son prix et l'organisateur en retire des bénéfices proportionnels à l'affluence. Aussi, lorsque l'on s'aperçoit que certaines exonérations ne sont établies que dans l'intérêt de l'entreprise de spectacle, jugée digne d'encouragements, on peut être tenté de penser que l'esprit de la loi a changé. C'est justement pour prévenir cette interprétation, cependant assez naturelle, que certains auteurs, notamment MM. Pillu et Béchet (*L'impôt sur les spectacles, Op. cit.*), très attachés au caractère traditionnel de cette catégorie d'impôt, prennent le soin de rappeler que les dispositions dont il s'agit « ne s'opposent aucunement au principe essentiel, « indiscutable, d'après lequel c'est le spectateur qui est « redevable de l'impôt ».

Nous grouperons ici toutes les exemptions et réductions

d'impôt prévues par la loi. Pour la clarté de l'exposition nous scinderons nos explications en quatre paragraphes. Le premier étudiera les exemptions légales qui tiennent compte du but de l'entreprise; le second paragraphe sera consacré à celles des exonérations qui sont relatives à des entreprises de spectacles ayant un caractère strictement commercial. Nous consacrerons un paragraphe aux conditions générales d'exonération et un dernier aux courses de chevaux.

§ 1. — Exonérations légales établies en tenant compte du caractère plus ou moins désintéressé de l'organisme donnant le spectacle.

Il s'agit ici de dispositions qui sont nées en même temps que la loi qui créait la taxe. C'était primitivement l'article 93 de la loi du 25 juin 1920 qui réglait la question. Les lois postérieures ont modifié les dispositions de cet article. L'article 473 du code des contributions indirectes est le siège actuel de la matière.

Mais lorsque les dispositions de la loi ne sont pas assez détaillées, on se réfère aux textes antérieurs.

A. — REPRÉSENTATIONS D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

L'article 473, 2^o, du code des contributions indirectes énonce : « les représentations organisées exceptionnellement au profit exclusif des établissements publics, ou d'associations légalement constituées et ne poursuivant la réalisation d'aucun bénéfice commercial ou financier », sont exemptées de l'impôt prévu à l'article précédent.

La seule qualité d'établissement public va suffire pour concéder l'exonération et il n'est pas nécessaire que

l'organisme intéressé ait un caractère de bienfaisance ou d'assistance. Ces établissements publics qui sont exonérés de l'impôt d'État pour les représentations et fêtes qu'ils peuvent organiser sont : les caisses des écoles, constituées en vertu de la loi du 10 avril 1867 et autorisées par arrêté préfectoral, les œuvres de pupilles de la nation, les bureaux de bienfaisance ainsi que tous organismes, institutions, fondations, dont les dépenses et les recettes font partie intégrale du budget d'une collectivité publique : État, département ou commune.

Le code cependant a précisé qu'il ne s'agissait que de manifestations exceptionnelles. Et le terme exceptionnel doit être pris dans son sens littéral, c'est-à-dire que les représentations ne doivent avoir qu'un caractère tout à fait inhabituel.

L'administration estime qu'au delà de quatre représentations annuelles, les manifestations perdent leur caractère exceptionnel. Les réunions organisées après ces quatre manifestations exonérées, sont soumises au régime de droit commun (Circulaire n° 605 du 25 juillet 1934).

B. — ASSOCIATIONS.

La loi n'énumère pas les associations qui peuvent bénéficier de la franchise. On s'attache à leur caractère désintéressé qui doit être manifeste. Il y a un certain nombre de groupements qui, d'après le décret du 19 juillet 1934, articles 37 à 42, sont indiscutablement exonérés.

1° Œuvres reconnues d'utilité publique et ayant un caractère de bienfaisance. Les aspects que peuvent revêtir ces organisations sont multiples. Aussi la pratique administrative s'est-elle fixée en ce sens qu'un

organisme compétent est chargé de déterminer les œuvres ayant le caractère de bienfaisance. Le Conseil Supérieur de l'Assistance Publique joue ce rôle.

2° Sociétés de secours mutuel pour lesquelles le caractère de bienfaisance est indiscutable.

3° Associations d'étudiants. L'exonération est obtenue immédiatement s'il y a eu reconnaissance d'utilité publique.

4° Caisse de retraites visées à l'article 14 de la loi du 5 avril 1928 relative aux assurances sociales.

5° Œuvres de guerre, autorisées par arrêté ministériel dans les conditions prévues par la loi du 30 mai 1916. Cette disposition est une survivance de la guerre.

6° Associations amicales d'anciens combattants, de réformés, de mutilés ou de veuves de guerre.

Nous allons nous étendre un peu plus longuement sur deux catégories d'associations pour lesquelles existent des dispositions particulières.

C. — MANIFESTATIONS DES ASSOCIATIONS SPORTIVES ET DES ASSOCIATIONS D'ÉDUCATION POPULAIRE.

1° *Associations sportives.* — La loi de 1920 exonérait les associations sportives dans les termes suivants : « Sur l'avis conforme de l'Office National des Sports, les représentations données, par les fédérations et les sociétés dont les recettes sont exclusivement réservées à leur fonctionnement, dans le but de contribuer au développement du sport, de l'éducation physique et de la préparation du service militaire. »

Cette disposition de la loi n'a pas donné de bons résultats. En effet l'Office National des Sports n'a pas été créé.

L'administration a décidé de remplacer le rôle de cet office par un avis qui serait donné par le service de l'éducation physique du ministère de la guerre. La doctrine contesta cette interprétation de la loi, prétendant, à juste titre, que l'administration créait une réglementation différente de la loi.

L'article 472 du code des contributions indirectes n'est guère plus clair. Toutefois a-t-il cette supériorité sur les textes antérieurs de donner compétence à des organes qui existent. Cet article prévoit une exception en faveur des ... « réunions ne comportant pas la présence « de joueurs professionnels, ayant exclusivement pour « objet le développement du sport, ou de l'éducation « physique ou la préparation au service militaire, organisées directement par des sociétés agréées par le « Gouvernement ».

Cet agrément du Gouvernement a l'avantage de faire cesser une pratique selon laquelle c'était le tribunal qui appréciait le caractère sportif d'une association. On aboutissait à des interprétations différentes selon les tribunaux.

Actuellement il faut distinguer entre les sociétés qui ont été agréées et celles qui ne l'ont pas été.

Les sociétés sportives agréées sont en possession d'un avis d'agrément qui émane du service d'Éducation physique des ministères de la Marine, de la Guerre, de l'Instruction publique ou de l'Éducation physique.

La mention d'agrément figure, le plus souvent sous une formule abrégée, sur les exemplaires des statuts ou sur le papier à en-tête des sociétés sportives. Ces sociétés sont exonérées de plein droit. On ne tiendra pas compte pour elles de la fréquence des réunions à condition que ces

réunions entrent dans le cadre de l'activité propre du groupement, qu'elles ne comportent pas la présence de joueurs professionnels et qu'elles soient organisées sans concours d'intermédiaires. Les joueurs professionnels sont des joueurs munis d'une licence délivrée par la fédération qui régit le sport qu'ils pratiquent.

Les sociétés qui ne sont pas agréées par le Gouvernement ne sont pas « ipso facto » soumises au régime du droit commun. En règle stricte et aux termes même du code, seules les sociétés agréées par le Gouvernement devraient échapper au régime général. Une circulaire de la Direction Générale des Contributions Indirectes précise la portée de la loi (circulaire 605 du 25 juillet 1934). La restriction de l'article 472 n'a été insérée dans la loi qu'afin de prévenir des abus : le service n'a donc pas à s'en prévaloir dans tous les cas où des abus ne sont pas suspectés. C'est ainsi, pour prendre un exemple, qu'une société de foot-ball de préparation militaire, donnant tous les dimanches ou même plusieurs fois par semaine un match de rugby ou une séance publique de gymnastique, n'aura pas à acquitter l'impôt, même si elle n'est pas agréée.

On doit, semble-t-il, admettre l'exonération en dehors de toute consécration officielle si les recettes de l'association sont exclusivement consacrées à son propre fonctionnement, et s'il y a préparation au service militaire, développement du sport ou de l'éducation physique. La rédaction actuelle de l'article 472 fait cesser une controverse sur cette question. La loi de 1920 laissait penser que les sociétés devaient avoir les trois buts à la fois.

La question de savoir s'il y a spectacle est tout à fait différente. Il s'agit ici de manifestations spectaculaires

exonérées parce que sportives. Savoir s'il y a spectacle lorsque l'on se place du côté des sportifs et non plus des spectateurs, est une recherche qui se rattache au problème de l'assiette de l'impôt.

2^o *Associations d'éducation populaire.* — Ces associations sont visées par l'article 473, 2^o du code dont nous avons déjà parlé. La loi de 1920 exonérait les « associations d'éducation populaire qui ont fait la déclaration prévue par la loi du 1^{er} juillet 1901, et qui ne poursuivent la réalisation d'aucun bénéfice commercial ou financier. »

La franchise de l'impôt est concédée malgré l'existence d'une certaine périodicité, pour des représentations constituant une forme même de l'action éducative de ces associations. La position de l'administration apparaît mieux à l'aide d'un exemple. Une association qui projette des films éducatifs conformes à son but général sera exonérée. Au contraire, la même association, sera taxée si elle projette d'une façon régulière et permanente des films d'une nature semblable à celle des films présentés dans les salles de cinématographe habituelles. Le cinématographe n'est qu'un exemple.

Le groupement doit avoir fait la déclaration d'association prévue par la loi du 1^{er} juillet 1901, en indiquant que le but de la société est l'éducation populaire. Les écoles libres et les institutions libres, qui sont des établissements autorisés, sont dispensés de la déclaration d'association. La société doit poursuivre effectivement le but d'éducation populaire énoncé à ses statuts.

Les sociétés musicales peuvent également bénéficier de l'exonération. L'administration cependant exige qu'il y ait des cours, un enseignement, ou une éducation pro-

prement dite et c'est tout à fait à juste titre qu'elle ne considère pas comme suffisant le fait d'organiser des répétitions en vue de concerts publics.

Les comités constitués dans certaines localités rurales pour faire fonctionner un cinématographe éducateur, sont dus à des initiatives à encourager. Ils sont exonérés chaque fois que les organismes ou les comités, bénéficiant des recettes, sont constitués sous la forme d'associations d'éducation populaire.

§. II. — Exemptions légales en faveur de certaines entreprises de spectacle, ayant un caractère strictement commercial.

Nous allons tout d'abord étudier les prescriptions légales exonérant les amateurs de certains spectacles de la taxe d'État. Nous dirons ensuite quelques mots des spectacles qui échappent à toute taxe.

La loi a établi deux sortes de règles : elles aboutissent soit à une réduction, soit à une exonération complète.

A. — RÉDUCTIONS.

Nous ne parlerons pas de la question des billets à tarifs réduits, car il n'y a là rien que de conforme à l'esprit de la loi, qui est de taxer le spectateur selon les sommes qu'il consacre à ses plaisirs. Ce n'est pas une réduction du tarif de la taxe d'État.

Aux termes de l'article 475, 2^o, l'impôt est réduit de moitié, sans que toutefois son taux puisse descendre au-dessous de 2 p. 100, pour les courses vélocipédiques, les cinématographes, les bals forains ou occasionnels

exploités ou organisés en dehors de Paris. L'énumération qui précède est limitative. C'est ainsi que les courses vélocipédiques étant seules nommément désignées, les courses pédestres et nautiques restent imposables à 10 p. 100 en dehors de Paris comme à l'intérieur de la capitale. Ce tarif de 10 p. 100 est en somme celui de droit commun.

B. — EXEMPTIONS.

Nous étudierons successivement les exemptions en faveur de certains spectacles, puis celles en faveur de certaines personnes.

1^o *Exemptions en faveur de certains spectacles.* — L'article 473 du code des contributions indirectes contient une longue énumération des différents spectacles exonérés de la taxe d'État.

a) Les théâtres nationaux y compris le théâtre national populaire sont exonérés de la taxe. Il a paru qu'il serait illogique pour l'État, de prélever une part des recettes brutes de ces établissements alors qu'il contribue largement à l'équilibre de leur budget par ses subventions, lorsqu'ils sont déficitaires. Ceux qui demeurent persuadés que l'impôt sur les spectacles atteint pleinement son but et ne frappe que l'amateur de plaisirs répondent à cela que l'État devrait percevoir l'impôt. Sans doute infiniment plus spirituels sont ceux qui rappellent que la justification de la subvention réside justement dans la mission éducatrice de l'État. L'État subventionne les bons spectacles. N'est-il dès lors pas logique d'inciter les citoyens, par une politique de prix aussi bas que possible, à se rendre nombreux à ces manifestations ? Ce

point de vue n'a pas échappé au législateur qui en a tenu compte dans une disposition que nous étudierons maintenant.

b) « Les places, dont le prix, droit des pauvres et autre « taxe communale compris, ne dépasse pas 12 francs « à Paris et 6 francs ailleurs, dans les théâtres et concerts « symphoniques subventionnés par l'État ou les villes » sont exemptées d'impôt. C'est une disposition particulièrement heureuse ; elle incite l'entrepreneur à multiplier les places à bon marché dont le montant lui profite intégralement et elle allège les charges des bourses modestes auxquelles l'accès du spectacle est facilité. L'exonération pour les places ne dépassant pas le prix limite dépend uniquement de la concession d'une subvention par l'État ou la ville ; l'exemption s'applique à la période pour laquelle la subvention a été accordée.

L'administration interprète avec restrictions cette exonération. La subvention prévue par la loi doit résulter pour le théâtre et pour les concerts symphoniques de contrats ou de cahier des charges contenant des obligations réciproques. L'allocation accordée à titre d'encouragement sans obligation corrélative à la charge du bénéficiaire n'a pas le caractère de subvention. (Circulaire 388 du 31 janvier 1929.)

Les lettres échangées entre une municipalité et un directeur de spectacles, si elles sont suffisamment détaillées, et si elles ont un caractère synallagmatique, seront considérées comme des contrats. Les subventions en nature doivent faire l'objet d'une évaluation.

Il faut enfin citer une précision importante. La disposition finale de l'article 473 6°, du code, spécifie que le total des exemptions d'impôts ne peut dépasser le mon-

tant de la subvention. C'est une disposition générale que l'on applique quelle que soit la collectivité qui a concédé la subvention.

Une question peut se poser à propos des billets à prix réduit des théâtres ou concerts subventionnés. Quel est le prix dont il faut tenir compte pour savoir s'il y a ou s'il n'y a pas perception de la taxe d'État ? On doit considérer la valeur de la place d'après la tarif normal, car l'exonération se rattache à la place occupée et non pas au prix payé par le spectateur.

c) Afin d'épuiser la question des spectacles au sens classique du mot, et avant de passer à d'autres catégories de distractions, signalons enfin la disposition finale de l'article 473 du code :

« Ne sont pas soumis à l'impôt, les spectacles, jeux, « exhibitions, attractions et divertissements, où il n'est « pas exigé de paiement supérieur à 1 franc, au titre d'en- « trée, redevance ou mise. »

Les représentations où l'entrée est gratuite ne sont pas soumises à l'impôt, à condition qu'aucune dépense ne soit obligatoire à l'intérieur de l'établissement. Le type le plus courant de ces représentations est la « répétition générale ».

d) L'article 473, 3^o, exonère les « manifestations agricoles, commerciales et industrielles dites « foires », « lorsqu'elles sont subventionnées par une collectivité « publique et qu'il n'y est donné aucune attraction « payante ».

Il y a ici une double condition : il faut que ces manifestations soient subventionnées et qu'il n'y soit donné aucune attraction payante. Des précautions particulières, sont, en effet, nécessaires, parce que ces manifestations

sont organisées le plus souvent par des comités sans existence légale et présentant un caractère commercial et financier, bien qu'occasionnel. Les concours, expositions et foires agricoles organisés par des sociétés et par des comices, poursuivant un but désintéressé, bénéficient de la franchise dans les conditions qui sont prévues pour les associations en général, mais le caractère occasionnel n'est plus requis.

2° *Exemptions prévues par la loi en faveur de certaines personnes.* — a) L'article 473, 4°, du code des contributions indirectes exonère « les places offertes gratuitement « aux blessés de guerre hospitalisés, aux mutilés et aux « réformés de guerre, aux anciens militaires et marins « titulaires de pensions concédées pour blessures reçues « ou infirmités et maladies contractées en service avant le « 2 août 1914, ainsi que leurs ayants cause. » La franchise de l'impôt est étendue à la personne accompagnant un grand invalide de guerre qui bénéficie d'une invitation gratuite. Cette disposition humanitaire ne nécessite pas de commentaires. On ne saurait confondre les places offertes gratuitement pour un spectacle payant, avec les places gratuites d'un spectacle gratuit.

b) Les places offertes gratuitement aux élèves de facultés, écoles, pensionnats, assistant en groupe aux représentations, sont dispensées du paiement de l'impôt, par l'article 473, 5° du code. Il ne s'agit pas ici des places à prix réduit, accordées par certains directeurs de théâtres de leur initiative personnelle aux étudiants et élèves des grandes écoles sur présentation de leur carte. Il n'y a aucune diminution de prix envisagée par le directeur de spectacle. Il est vraisemblable qu'elle aura lieu, mais l'État a voulu renoncer, en faveur de spectateurs

intéressants, à la part qui lui revient sur le prix de la place.

c) Ce même paragraphe 5° de l'article 473 exonère « dans les conditions déterminées par l'administration, les places occupées par les personnes tenues d'assister au spectacle en vertu de leurs fonctions ou de leur profession ... »

L'administration a précisé quelles étaient les personnes exonérées. Il suffira de les citer. Ce sont celles faisant partie du personnel rémunéré de l'établissement, et certains fonctionnaires qui doivent assister au spectacle en raison de leurs attributions (Circulaire 1161 du 9 août 1920).

L'article 10 du décret du 5 août 1920 énumère de façon limitative : le médecin, l'officier, le sous-officier, le commissaire de police. L'auteur de la pièce doit être ajouté.

En outre, les agents de l'administration de l'enregistrement, chargés de la constatation de l'impôt sur les affiches lumineuses, doivent avoir toutes facilités pour pénétrer dans les salles, surtout au moment où des affiches lumineuses sont projetées sur les écrans.

d) Les décrets du 5 août 1920, article 10, 14 avril 1928 et 16 septembre 1932, accordent une exemption aux membres de la critique dramatique, musicale, cinématographique ou sportive, accrédités par leur association ou par le syndicat de la presse auprès du directeur des contributions indirectes. Une carte rigoureusement personnelle, individuelle et annuelle leur est délivrée, qui leur sert de laissez-passer. Ces cartes sont demandées à l'administration par l'intermédiaire des trois syndicats de la Presse Parisienne, Départementale ou Colo-

niale, auxquels les directeurs de journaux doivent s'adresser pour obtenir les cartes de leurs critiques.

c) Les exploitants de théâtre, concerts symphoniques, cabarets d'auteur, cirques, music-hall et cinématographes peuvent disposer, par jour de représentations, et sans taxe, d'un certain nombre de places qui varie avec la contenance des salles. L'article premier du décret du 8 août 1931 a ainsi fixé les droits des exploitants, faisant place nette des prescriptions du décret du 11 mai 1923 :

11 entrées pour les établissements de moins de 500 places,

15 entrées pour les établissements ayant de 500 à 1.000 places,

18 entrées pour les établissements comportant au moins 1.000 places.

Il est possible d'utiliser ces places par anticipation ou au contraire de profiter de cette faveur par emploi ultérieur, au cours d'un même mois. Les entrées non utilisées au cours d'un mois peuvent l'être le mois suivant.

Pour les trois premières représentations des établissements dont le spectacle n'est pas renouvelé chaque semaine, chaque quinzaine ou chaque mois, des places exonérées peuvent être attribuées en nombre illimité.

La loi a prévu que trois des entrées exonérées devaient obligatoirement être réservées, chaque jour, à des artistes lyriques, dramatiques ou cinématographiques. On considère en effet que c'est un encouragement nécessaire aux jeunes carrières.

L'administration des contributions indirectes n'intervient pas en la matière et se borne à veiller à ce qu'aucune redevance ne soit perçue sur ces places et à ce qu'elles ne soient pas distribuées en rémunération de services. La circulaire n° 80 du 18 juillet 1923 prévoit la délivrance

de billets spéciaux, extraits de carnets à souches et portant la mention : « Entrée gratuite, exonérée du paiement de l'impôt. »

3° *Cas du silence de la loi sur certains divertissements pouvant être assimilés à des spectacles.* — Le code des contributions indirectes, au titre I du livre IV, intitulé « Impôts sur les spectacles », se montre plus libéral que ne l'était la loi de 1920. Il a en effet introduit un principe nouveau, essentiel : aucun spectacle, jeu ou amusement ne peut à l'heure actuelle être imposé s'il ne figure à la liste donnée par décret rendu sur la proposition du ministre des Finances (art. 472 du code). Le principe du législateur de 1920 était une imposition générale sauf exceptions. Le principe actuel est au contraire de ne soumettre à la taxe d'État que les spectacles et autres jeux limitativement énumérés aux cinq catégories prévues par l'article 474. Si la loi ne mentionne pas un divertissement, il n'est pas pour cela exonéré de la taxe. Au contraire, il y est soumis au tarif de droit commun de 10 p. 100 pour les divertissements non énumérés, si toutefois il se trouve porté sur la liste du ministère.

Cette question d'interprétation de texte ne nous intéresse pas ici. Nous voulons uniquement citer les divertissements qui sont actuellement exonérés de l'impôt.

Sauf controverse déjà étudiée, les différents jeux, autres que les tournois ou matches, sont dispensés : courses de lévriers, tennis, golf, polo, pelote basque.

Les loteries et tourniquets qui sont plutôt des moyens de vente, les locations de terrains de tennis, les recettes perçues pour les visites de sites naturels sont actuellement dispensées de tout impôt.

Les conférences payantes ne sont pas soumises à l'im-

pôt sur les spectacles, même avec auditions vocales ou instrumentales, avec projection de vues ou de films, à conditions toutefois que ces auditions ou projections servent uniquement à illustrer le sujet développé par le conférencier. Il faut évidemment que la conférence conserve la prépondérance. Un film commenté est incontestablement imposé.

C'est une question de fait qui ne tient pas compte du rang social des auditeurs, du sujet traité, du prix des places et des bénéfices réalisés par l'organisateur. On assimile concours de poésie et conférences.

Les cafés, restaurants et hôtels où un orchestre instrumental se fait entendre à certaine heures de la journée, sans qu'il soit exigé de rémunération particulière, ne sont pas soumis à la taxe d'État. On tolère de même quelques chants, s'ils sont l'accessoire de l'orchestre. Il y a taxation si le concert est donné dans une salle spéciale où les prix sont majorés. C'est là un principe traditionnel qui a été soutenu dans plusieurs arrêts et qui se déduit nettement de certains autres (Chambre civile, 5 mars 1929 ; implicitement, Cassation. Chambre criminelle, 22 février 1923).

Les tombolas et les quêtes, non obligatoires, effectuées dans un débit, ne sont pas imposables.

Les concours hippiques, quoique ayant le caractère de spectacle payant, sont exemptés de tout impôt. En ce qui concerne le droit des pauvres il y a là une situation traditionnelle car les sociétés sont faites pour l'amélioration du cheval de guerre et toutes les recettes sont affectées à l'œuvre. La taxe d'État n'atteint pas non plus ces manifestations. Cette solution résultait du texte voté par le Sénat ou l'expression : « concours hippiques »

avait été retranchée du texte voté par la Chambre. Elle est confirmée dans la circulaire 1161 du 9 août 1920.

§ 3. — Les conditions générales d'exonération.

L'exonération est acquise d'après le caractère même des organisations et des associations auxquelles le produit des représentations est destiné. On ne doit pas s'attacher à la qualité des organisateurs. Il importe, en effet, que la sincérité de l'opération soit indiscutablement établie et que soient déjouées le plus sûrement, certaines tractations qui s'engagent entre des organisateurs de spectacles cherchant à éluder le paiement de l'impôt et des dirigeants d'associations disposés à donner, moyennant le versement d'une redevance modique, le patronage de leur groupement.

Si la société prend elle-même en mains l'organisation d'une fête donnée à son profit, on peut en général se montrer moins exigeant. Mais si un intermédiaire existe entre le public et la société, s'il y a un entrepreneur de spectacles, il faut se montrer soupçonneux.

L'administration, en ce cas, perçoit la taxe et avertit la société que le montant de cet impôt, actuellement consigné, ne lui sera remis que sur justification détaillée établissant l'irrégularité du versement de la recette, frais déduits, à la société bénéficiaire.

Avant de préciser les diverses conditions requises par la loi, rappelons que le paragraphe 2^o, alinéa deuxième de l'article 473 du Code des contributions indirectes interdit formellement que la franchise soit accordée à des spectacles essentiellement sanguinaires : les courses de taureaux ou les combats de coqs.

La loi veut que la représentation soit donnée au seul profit d'œuvres exonérées. Si une œuvre non exonérée profitait de la recette, même partiellement, aucune des autres œuvres, quoique dans des conditions légales d'exonérations, ne bénéficierait du régime.

Les organisateurs doivent justifier que la totalité des recettes a été versée à l'œuvre au bénéfice de laquelle la représentation a été donnée. L'administration use fréquemment de son droit de demander des éclaircissements sur les frais déduits de la recette. Il ne faut pas qu'il y ait eu, par exemple, une prime, donnée en sus des indemnités, à des professionnels produits au cours de la manifestation. Ces primes ne peuvent pas être qualifiées de frais (Civile, 7 novembre 1934). Si une somme insignifiante est entrée dans la caisse de la société il n'y aura pas d'exonération. De façon générale, l'administration requiert un profit pour l'œuvre pour que l'exonération soit justifiée.

§ 4. — Les Courses de chevaux.

L'article 91 du décret de codification du 28 mars 1926 prévoyait l'application de la taxe d'État sur les spectacles, aux entrées aux courses. Le décret de codification des contributions indirectes, du 26 mars 1934, reprend les dispositions antérieures, sans toutefois imposer les entrées aux courses hippiques. Le projet gouvernemental en 1920 avait soumis les courses de chevaux au régime de droit commun de l'époque : on appliquait le tarif de 6 p. 100 en sus des entrées.

M. Hennessy, alléguant le fait que les sociétés de courses étaient tenues par leurs statuts à ne pas faire de béné-

fices, avait demandé l'exonération pure et simple. Le baron de Rotschild, autre représentant notoire de l'élevage français au Parlement, proposait un droit fixe à l'intérieur de paliers progressifs, selon le montant des entrées. La question avait été largement débattue et finalement, après un rappel de la situation précaire des petites sociétés de courses locales, on avait institué un régime analogue à celui des cinémas. La seule différence était que l'on considérait, en cette matière, les recettes annuelles et non plus les recettes mensuelles. La progression frappait très lourdement les hippodromes importants et l'exonération à la base était chèrement payée. L'industrie hippique subit une crise concomitante à la crise générale et les statistiques, après 1931, montrent une exportation chevaline affaiblie. Un effort général fut fait pour aider toutes les institutions tendant à défendre notre élevage. C'est ainsi, notamment, qu'à l'heure actuelle, les entrées aux courses ne sont plus imposées.

Les champs de courses ont toujours été exonérés du droit des pauvres. Un arrêt ancien du Conseil d'Etat du 31 juin 1873 précisait que le droit des pauvres ne saurait être perçu sur les entrées aux courses, qui sont des réunions organisées, de concert avec l'administration, pour l'amélioration de la race chevaline. Le ministère de l'Agriculture collabore avec les sociétés de courses. En outre celles-ci sont tenues, par leurs statuts, d'affecter la totalité des recettes à cette œuvre d'intérêt national.

Ce caractère d'intérêt général est quelquefois contesté. Il est cependant certain que ce sport, bien que coûteux et mondain, est un stimulant indispensable pour l'élevage du cheval, source d'exportations non négligeables. En outre, les grandes manifestations hippiques sont à

l'origine de mouvements de foule et elles attirent l'étranger.

Socialement, certains auteurs ont jugé que l'on pourrait imposer rigoureusement les spectateurs de manifestations hippiques qui sont bien plus des joueurs que des sportifs. Il faut cependant se rappeler l'important prélèvement qui est déjà opéré sur les jeux. Si, d'autre part, on tient compte du succès des courses dans les milieux populaires les plus humbles, on peut se demander si cette forme de distraction est socialement plus mauvaise que les séjours prolongés et plus coûteux au cabaret.

La question ne faisait pas de doute pour le droit des pauvres. Elle n'en fait plus pour les autres impositions auxquelles la loi a soustrait les sociétés de courses après les y avoir un moment soumises.

CHAPITRE III

LE CALCUL DE L'IMPÔT

Section I. — Principe et méthode.

A. — PRINCIPE.

Le droit des pauvres, la taxe municipale et la taxe d'État sont calculés suivant les mêmes règles et nos explications concerneront les trois impôts.

Les droits seront perçus en sus du prix des places, en application du principe déjà étudié que l'impôt frappe le spectateur. L'impôt est à la charge du spectateur, qui le doit, dès qu'il franchit le contrôle de l'établissement donnant le spectacle. Les droits sont successivement calculés sur le prix net de la place. Il paraît donc, en général, facile de liquider dans chaque établissement le montant des droits lorsqu'on connaît le tarif. La question est cependant compliquée par certaines modifications, à faire subir au montant des entrées, et que nous étudierons dans la seconde section.

B. — MÉTHODE.

Nous allons indiquer comment, au point de vue arithmétique, l'administration calcule le montant de l'impôt exigible.

L'entrepreneur de spectacles qui recherche le prix à demander aux spectateurs n'a pas à faire les mêmes calculs que l'administration. Il commence par déterminer un prix net, auquel il ajoute le montant des impôts, et il établit ainsi le prix global, qui sera demandé au spectateur.

L'agent de recouvrement se trouve dans la situation inverse. Il est en présence d'un prix global, affiché et réclamé aux spectateurs. Il doit calculer la part qui revient aux divers bénéficiaires des taxes et droits, sur cet ensemble. Le montant de chacun des impôts s'obtient en prenant une fraction de la recette globale, dont le numérateur est égal au taux de l'impôt considéré, et le dénominateur à la somme des divers taux majorée de 100. Cela revient exactement à diviser le prix payé par le spectateur, par un nombre égal au total des parts des différents bénéficiaires, calculées avec une commune unité. L'entrepreneur de spectacles a une part légalement fixée à 100.

Si nous calculons, à titre d'exemple, avec les chiffres actuels, la part de chacun sur la recette brute d'un théâtre de province, frappé par les trois impositions, nous aurons la fraction suivante : dénominateur : 100 (part du théâtre) ; 8,75 (taux actuel du droit des pauvres ainsi que nous le verrons dans la seconde partie) ; 2 (taxe d'État) ; 1,80 (taux de la taxe municipale calculée à raison de la moitié du taux de la taxe d'État, en vigueur en province en 1930), ce qui donne comme dénominateur : 112,55.

Les fractions, qui donneront les parts respectives de chaque bénéficiaire, auront comme dénominateur commun 112,55 et comme numérateur 8,75, 2 et 1,80, c'est-à-dire : sur le montant total de la recette : $\frac{8,75}{112,55}$ pour le

droit des pauvres ; $\frac{2}{112,55}$ pour la taxe d'État ; $\frac{1,80}{112,55}$ pour la taxe municipale. S'il s'agit d'une séance de patinage donnée à Paris, qui est soumise au tarif de 10 p. 100 pour la taxe d'État et de 8,75 pour le droit des pauvres, le montant total de l'impôt sera de 18,75 et les sommes revenant au Trésor et à l'Assistance Publique seront données par les fractions : $\frac{10}{118,75}$ et $\frac{8,75}{118,75}$.

Section II. — Particularités de certaines perceptions.

Il résulte de l'article 475 du code des contributions indirectes que si, à la perception de la place, est jointe ou substituée obligatoirement celle d'un droit de location, de vestiaire ou celle du prix d'un objet ou d'une fourniture quelconque, la taxe s'applique également au prix perçu à ces divers titres.

L'administration n'a pas à rechercher si une partie de la somme est versée à un autre que l'exploitant ; même si elle ne fait pas l'objet d'un tarif, elle est considérée comme la rémunération imposable, d'un service (Trib. civil de la Seine, 13 mai 1937).

Lorsqu'un spectacle quelconque est organisé dans un débit de boissons, l'obligation de consommer résulte de la nature même de l'établissement, et l'impôt est assis sur le prix de la première consommation, s'il n'y a pas eu de prix d'entrée.

Nous étudierons successivement l'imposition des dépenses jointes et celle des billets spéciaux.

§ 1. — Dépenses jointes ou substituées obligatoirement au prix d'entrée.

L'impôt, nous l'avons vu, est établi sur le prix d'entrée au spectacle. Il y a des établissements imposables qui ne perçoivent pas de prix d'entrée mais dont les clients ont certaines sommes obligatoires à payer s'ils veulent profiter du spectacle. Il y aurait injustice fâcheuse à ne pas percevoir l'impôt sur les sommes ainsi dépensées. La loi, nous l'avons vu, a précisé que la taxe serait perçue.

Quelques établissements sont particulièrement intéressants à étudier à cet égard.

A. — THÉS-CONCERTS. SOUPERS-CONCERTS

S'il n'y a pas de prix d'entrée, ou si ce prix est inférieur au montant de la première consommation, les droits sur les spectacles porteront sur le prix de la consommation.

Lorsqu'il y a ainsi imposition des consommations, il faut déterminer le montant de la première consommation avec le maximum de précisions. Il y a des établissements comme ceux où l'on prend le thé où la chose est facile. Mais la question est plus délicate lorsqu'il y a diversité de consommations ou lorsqu'il s'agit de soupers-concerts. Il faut alors fixer la proportion existant entre le chiffre total des recettes produites par les consommations et celui des recettes des seules premières consommations. Un pourcentage peut être établi forfaitairement sur accord de l'intéressé, et appliqué à l'ensemble des recettes. Sur une somme déterminée, une certaine fraction sera imposée. Il faut, par ailleurs, tenir compte de ce que l'établis-

sement en question a plus ou moins le caractère prédominant de spectacle.

L'administration s'est souvent efforcée de classer parmi les établissements de spectacles, des restaurants et hôtels où les clients habituels dînaient en musique.

La Cour de cassation définit très restrictivement les établissements de spectacles. Il faut qu'il y ait une perception distincte, directe ou indirecte (Adm. des C. I. contre Hôtel Chatam de Vichy, Cass. Req., 31 mars 1936).

B. — SOUPERS-DANCINGS

La distinction des soupers-dancings et des dîners-dancings est délicate. D'une façon générale, l'heure de fermeture sera la meilleure caractéristique.

Dans les soupers-dancings où aucun droit d'entrée n'est exigé des clients, il ne serait pas équitable de faire payer l'impôt sur la totalité du prix des repas. En général, en même temps que les clients venus pour souper, d'autres ne font que consommer.

En ce qui concerne les repas et les consommations, il y a lieu de fixer, de gré à gré avec l'exploitant, une portion des recettes sur lequel portera l'impôt. Le tarif est celui des bals.

Ainsi l'impôt reste proportionné à la dépense effectuée, et tous les clients de ces établissements de soupers-dancings qui sont avant tout des établissements de danse, sont imposés.

C. — DINERS-DANCINGS

Les établissements qui servent ces dîners sont principalement des restaurants, mais au cours ou à la fin des

repas, on danse. Il est équitable de leur appliquer un régime plus favorable que celui des soupers-dancings où consommateurs et soupeurs viennent spécialement pour danser. L'heure de fermeture a semblé être le meilleur critérium à appliquer pour différencier ces établissements.

Les établissements dont le principal caractère est d'être des restaurants, ferment leurs portes à minuit trente au plus tard. Un établissement, ouvert après cette heure, ne peut plus prétendre être un restaurant, et il rejoint la catégorie des soupers-dancings, dont il doit partager le régime fiscal.

Les dîners-dancings sont aussi imposés, mais il y a lieu de retenir une moindre part du montant des repas. C'est donc un régime de faveur.

Il arrive fréquemment que ces établissements reçoivent en même temps que des dîneurs, de simples consommateurs. La danse n'est plus l'accessoire du repas et il y a lieu d'appliquer le régime normal des bals, sans aucune atténuation, à ces consommateurs. La comptabilité est beaucoup plus compliquée, car il faut tenir un livret spécial de caisse et un facturier, de couleurs différentes, d'une part pour les recettes provenant des dîneurs, et d'autre part, pour les dépenses faites exclusivement par de simples consommateurs.

Les établissements que nous venons de passer en revue sont susceptibles de multiples différenciations. Cependant, les principes dégagés, conformes au bon sens, doivent toujours permettre de leur appliquer une taxation fidèle à l'esprit de la loi.

D. — Rappelons enfin que la jurisprudence a parfois décidé d'imposer les cotisations et abonnements de joueurs

de tennis, golf, et autres sports. Mais nous savons que la question ne peut plus être soulevée que pour les spectacles, jeux, exhibitions, énumérés par les textes réglementaires.

§ 2. — Billets spéciaux.

A. — LES BILLETS A PRIX RÉDUITS

La question posée par cette catégorie de billets est celle-ci :

L'impôt doit-il être perçu sur le prix payé par le spectateur ou doit-il être calculé sur le prix de la place louée, tel qu'il figure au tarif affiché au guichet ?

La solution qui était apportée à la question quand le droit des pauvres existait seul a été adoptée pour les trois impôts, désormais soumis, sur ce point, indiscutablement, au même régime. « Les entrées à prix réduits sont imposées, « d'après le prix des places effectivement payé » (Code art. 475, alinéa 6).

Une entrée à prix réduit doit présenter strictement les caractères prévus par la loi pour bénéficier du régime fiscal plus avantageux. Elle doit correspondre à un procédé normal et régulier d'exploitation, ayant un caractère commercial. Elle doit avoir été donnée sans considération de la personne bénéficiaire. Ces billets sont par exemple délivrés pour soutenir une pièce dont le succès fléchit.

Quant au montant de la réduction consentie, il dépend de l'initiative du directeur de l'entreprise, sans toutefois que la somme déboursée par le spectateur puisse être inférieure à celle payée pour une même place, au seul titre de l'impôt, taxes et autres charges, par le bénéficiaire d'une entrée gratuite. Les billets à prix réduits étant destinés à des clients nouveaux, ne peuvent être délivrés au

contrôle ou dans une partie quelconque du lieu de spectacle, ce qui leur donnerait un caractère de faveur personnelle.

La Cour de cassation a eu à décider comment devaient être taxés certains billets, remis par des commerçants aux acheteurs de leurs produits, et donnant droit à des réductions sur les prix d'entrée dans des établissements déterminés. La Société des chocolats Poulain insérait dans ses paquets de chocolat 2 billets qui permettaient d'obtenir une réduction sur le prix d'entrée de l'« Eden Cinéma » de Luxeuil-les-Bains. Après avoir relevé que la Société rémunérerait le cinéma, directement, par une redevance annuelle, et indirectement par la publicité consentie sur les billets, la Cour suprême a décidé de soumettre les billets en question à l'intégralité de la taxe pour les places auxquelles ils donnaient droit, attendu que « les dits billets, malgré leur libellé sont entièrement payants » (Cass. Ch. civ., 23 avril 1925).

Les chocolats Poulain, le même jour, virent la Cour se prononcer de nouveau contre eux dans une affaire similaire. Leur publicité ingénieuse consistait, cette fois, à remettre avec chaque tablette un billet à demi-tarif pour un cinématographe que la Société exploitait à Allais. La Cour de cassation a vu très logiquement dans le cinématographe en question l'accessoire commercial de la société. (Adm. des cont. ind., contre Société chocolat Poulain, Civ., 23 avril 1925). Le régime de faveur des billets à prix réduit ne pouvait être accordé.

B. — LES BILLETS GRATUITS

L'article 475, alinéa 6, décide que « ... les entrées à titre

« gratuit sont imposées d'après le prix des mêmes places payantes... » Ces entrées sont accordées à titre personnel. On classe dans cette catégorie les places attribuées sur présentation d'une carte d'invitation, et celles dont l'offrande a un caractère de rémunération pour des services rendus : propriétaires de salles, concessionnaires et actionnaires.

Au point de vue de l'entrepreneur de spectacle, le critérium du billet gratuit est simple. Si l'entrepreneur a voulu faire un don au bénéficiaire, il y a billet gratuit. S'il a, au contraire, voulu gagner, il y a billet à prix réduit.

Lorsque les billets de faveur sont la rémunération d'un service rendu, le Trésor ne consent aucun abandon de ses droits et perçoit la taxe.

Nous passerons en revue, rapidement, les diverses catégories de billets de faveur.

1° Les billets d'auteur. Ils constituent pour les auteurs un complément de rétribution de leurs œuvres et sont en général mis en vente dans des agences. L'impôt est perçu sur le tarif du bureau.

2° Les billets de services. Il s'agit ici de billets multiples accordés, soit à la personne accompagnant le médecin de service ou le commissaire de police, soit délivrés au personnel et constituant une partie de sa rémunération.

3° Les billets de publicité. Ils sont remis à des commerçants qui affichent à leur devanture une réclame du théâtre. C'est une modalité de rémunération imposable.

4° Les places réservées aux propriétaires de salles. Les places, que le contrat de location de la salle réserve souvent au propriétaire, sont considérées comme une redevance imposable. La jurisprudence a toujours décidé d'imposer ces billets. Le Conseil d'État en a notamment

décidé ainsi pour une loge que le bail réservait à la jouissance exclusive du propriétaire de la salle (C. E., 16 mai 1879).

5° Les places réservées aux actionnaires et commanditaires. Les entrées gratuites remises à ces personnages sont imposables.

6° Les billets de concession. Les billets de concession constituent pour la direction du théâtre un moyen de se procurer une certaine somme avant le lancement du spectacle, en cédant un nombre déterminé de places à un concessionnaire.

Si le spectacle obtient un grand succès, les places sont majorées par le revendeur. L'impôt porte sur le prix demandé au client.

7° Les billets délivrés à titre de réclame ou de prime. Ces billets sont entièrement payants, leur contre partie étant à la fois une certaine somme d'argent et un service. Ils sont imposables (Cf., les arrêts précités rendus contre la Société du chocolat Poulain).

Cette solution est d'ailleurs conforme à la circulaire du 31 juillet 1921 du ministère des Finances. « ... Les billets « donnés par des commerçants en vue de favoriser la « vente de leurs produits doivent être assimilés aux billets « gratuits et sont passibles de l'impôt d'après le prix normal des places. »

L'usage de carnets à souche différents pour chaque catégorie de billets¹ doit permettre à l'administration de déjouer les fraudes.

Notamment il semble illégal d'adresser à des spectateurs éventuels des invitations gratuites, nominatives,

1. Cf. *infra*, chap. IV, section I.

donnant droit à une place déterminée à la seule condition de payer les taxes et droits, et de délivrer au spectateur qui s'est laissé tenter, au contrôle, un billet sur lequel est inscrite la mention « billet à prix réduit ». On voit l'intérêt du directeur qui verse au fisc une quotité réduite du prix encaissé, alors qu'il devrait verser au Trésor la totalité de ce qu'il perçoit et délivrer un billet à titre gratuit. Le procédé est répandu et a déjà fait l'objet de décisions judiciaires (notamment Cass. crim., 10 février 1928).

C. — CARTES D'ABONNEMENTS

L'alinéa 6 de l'article 475 du code des Contributions Indirectes fixe ainsi le régime des cartes d'abonnement :

« Les entrées avec des cartes d'abonnements sont taxées
« d'après le tarif normal des places prises en location
« auxquelles elles donnent droit ; les cartes d'abonnement,
« permanentes, permettant un nombre indéterminé d'en-
« trées sont imposées, soit comme des billets ordinaires
« pour chaque entrée à laquelle elles donnent effective-
« ment lieu, soit, sur la demande des établissements,
« d'après un nombre d'entrées, égal au nombre de jours
« pour lesquels ces cartes sont valables ; dans ce cas,
« l'impôt doit être acquitté au moment de la délivrance
« des cartes. Toutefois, dans les établissements visés au
« 6° de l'article 473, les cartes d'abonnement sont impo-
« sées au moment du paiement de leur valeur, d'après
« leur prix effectif. »

La clarté de ces dispositions dispense d'un long commentaire. Le régime choisi, en ce qui concerne les cartes permanentes, dépendra en général de la catégorie d'établissements.

Les théâtres et concerts symphoniques, subventionnés par l'État ou les villes, (visés au 6° de l'article 473) bénéficient d'un régime de faveur, car une réduction de tarif est généralement consentie lors de la souscription d'un abonnement.

CHAPITRE IV

LE RECOUVREMENT NORMAL DE L'IMPOT

§ 1. — Généralités.

L'impôt sur les spectacles constitue un prélèvement sur les dépenses effectuées pour se distraire. Il s'ajoute au prix d'entrée, et il est théoriquement à la charge du spectateur. Le droit est perçu immédiatement par l'exploitant pour le compte du Trésor. Il est joint au prix de la place, lequel revient intégralement à l'entrepreneur de spectacle. Le décret du 5 août 1920, précise le principe de la loi du 25 juin 1920 : « Le recouvrement des droits est opéré comme en matière de contributions indirectes, les contraventions sont constatées et les poursuites exercées suivant les formes propres à cette administration. »

A. — DÉCLARATION

Ainsi donc, le recouvrement de la taxe se fera selon les méthodes de l'Administration des Contributions Indirectes. La première condition pour que ce recouvrement soit possible est que l'administration ait connaissance des manifestations imposables. Aussi l'article 475 du code des contributions indirectes, alinéa 7, décide-t-il que « les entrepreneurs ou organisateurs de tous spectacles ou

« représentations doivent, vingt-quatre heures avant l'ouverture des établissements, faire une déclaration sur timbre à la recette buraliste la plus proche du lieu de la réunion. » La déclaration à Paris est faite à l'Assistance Publique.

Pour recouvrir le droit des pauvres, comme pour percevoir les taxes d'État ou municipales, il y a toujours eu à choisir entre deux procédés : une perception directe par l'administration sur le public, au moment où celui-ci pénètre dans la salle de spectacle après avoir acquitté à la direction le prix de location de sa place. C'est le système défectueux du second guichet. Il n'a eu en ce qui concerne le droit des pauvres, qu'une existence épisodique.

On emploie un second système consistant à faire de l'entrepreneur de spectacle, le collecteur de l'impôt, pour le compte de l'administration, qui en reçoit ultérieurement le montant.

B. — ADMINISTRATION COMPÉTENTE

Une autre question se pose. Va-t-il y avoir un régime commun, en ce qui concerne le recouvrement de l'impôt, pour la taxe d'État, le droit des pauvres, et, s'il y a lieu, la taxe municipale ? Nous étudierons plus tard les modalités particulières qui peuvent affecter le droit des pauvres. Rappelons simplement que dès l'établissement de la taxe d'État, les articles 1 et 2 du décret du 20 octobre 1917, permettaient à l'administration de l'Assistance Publique et aux commissions administratives des hospices de passer des contrats avec l'Administration des Contributions Indirectes pour que celle-ci fit encaisser le droit des pauvres par

les agents chargés de percevoir la taxe d'État. A ce régime facultatif est venu se substituer un régime légal.

L'article 476 du code des Contributions Indirectes déclare : « Dans chaque localité, la constatation et la
« perception des droits sur les spectacles (taxe d'État,
« droit des pauvres et taxe municipale) ne peuvent être
« effectuées que par un seul organisme (régie des Contri-
« butions Indirectes, bureau de bienfaisance ou commune),
« lequel, à défaut d'entente entre les collectivités inté-
« ressées, sera désigné par arrêté contresigné par les
« ministres des Finances, de l'Intérieur et de la Santé
« publique. »

Ces contrats doivent indiquer les conditions de la perception, les fonds versés et le personnel rémunéré. Ils sont faits pour une durée ferme de trois ans, renouvelable par tacite reconduction, sauf préavis réciproque de trois mois. Ces traités ne sont définitifs qu'après approbation du ministre des Finances lorsque l'engagement annuel de dépenses dépasse 25.000 francs ou par le directeur général des Contributions Indirectes si l'engagement est supérieur à 1.000 francs. Lorsque les établissements intéressés transmettent ce contrat pour approbation, ils doivent assurer que le taux n'est pas supérieur au maximum prévu par l'article 475 du Code des Contributions indirectes (circulaire n° 388 du 31 janvier 1929 de la Direction Générale des Contributions Indirectes).

§ 2. — Le contrôle.

Nous allons passer en revue successivement les agents chargés du recouvrement, leurs moyens d'investigation, et enfin les modalités particulières de recouvrement : abonnement et exercice.

A. — AGENTS

Les agents chargés du recouvrement peuvent être les propres fonctionnaires de l'Administration des Contributions Indirectes ou bien des contrôleurs du droit des pauvres commissionnés par l'Administration des Contributions Indirectes. Les agents, préposés temporaires de l'État, prêtent serment.

A Paris, l'Assistance Publique s'est substituée à l'Administration des Contributions Indirectes.

Les receveurs buralistes peuvent assurer le recouvrement de l'impôt sur les spectacles, notamment lorsqu'il ne leur est pas possible d'aviser assez tôt le service, au reçu d'une déclaration.

B. — MOYENS DE CONTRÔLE

L'Administration a, pour principal moyen d'investigation, le contrôle des billets délivrés aux spectateurs. C'est pourquoi tout spectateur est muni d'un billet

Le décret du 5 août 1920, article 2, a prévu avec beaucoup de détails les caractères que doivent présenter les billets. Il dit notamment : « Chaque entrée payante ou « à prix réduit, est constatée par la remise d'un billet, « extrait d'un carnet à souches délivré à la caisse au « moment du paiement de la place et avant l'entrée « dans la salle de spectacle. Ce billet comporte deux « parties dont l'une reste entre les mains du spectateur « et dont l'autre est retenue au contrôle. »

Chaque billet doit comporter le nom de l'établissement, le le numéro d'ordre du billet, la catégorie de la place et le prix global payé par le spectateur. Il y a un carnet par

catégorie de billets et chaque carnet ne peut être utilisé que pour la catégorie de places à laquelle il correspond. Les carnets de billets sont numérotés suivant une série ininterrompue et sont utilisés dans l'ordre numérique. Une série de carnets est affectée à la location afférente à chaque représentation et une série qui n'est pas employée complètement doit être utilisée uniquement au jour correspondant de la semaine suivante.

C. — EXERCICE

Ces documents vont permettre d'assurer la recouvrement par voie d'exercice qui est la méthode la mieux adaptée à la volonté du législateur. Elle permet en effet d'obtenir un rendement maximum et c'est elle qui s'adapte avec le plus de précision à la matière imposable.

Dans chaque établissement, les agents assistent à l'entrée des spectateurs et ils reçoivent les documents comptables présentés par l'entreprise de spectacle. L'entrepreneur de spectacle doit tenir une rigoureuse comptabilité de toutes ses recettes.

Sur le vu de ces pièces, le contrôleur détermine le montant de l'impôt exigible. Les carnets sont arrêtés par un visa apposé sur la souche de la dernière ampliation délivrée. Le plan de location de la salle pour la représentation doit concorder avec les billets remis. Les contrôleurs établissent, par rapprochement avec les coupons de contrôle, le nombre de billets délivrés pour chaque prix et catégorie de places, et ils font le décompte de la valeur de ces billets. La recette totale est alors arrêtée et l'impôt immédiatement perçu contre quittance (circulaire 1161 du 9 août 1920).

Lorsqu'il s'agit de soupers-dancings et dîners-dancings, la surveillance étant rendue plus délicate par la multiplicité des perceptions, il y a lieu de recourir à l'exercice d'une manière encore plus rigoureuse. Une surveillance permanente est effectuée pendant quelques séances consécutives, arrêtée, puis reprise à intervalles irréguliers.

Les billets de concession sont vendus par un concessionnaire, dans le vestibule de l'établissement, à un prix souvent majoré. L'impôt est perçu sur le prix total, majoration comprise. Ce prix doit être indiqué sur le carnet à souche soumis au même contrôle que les carnets ordinaires. L'exploitant est responsable des fraudes ou irrégularités quelconques qui pourraient être commises hors de ses bureaux.

Nous avons ainsi analysé la procédure qui est celle de droit commun. Mais il y est quelquefois dérogé et des abonnements sont consentis à certains spectacles.

Le système de l'abonnement est une faveur qui ne doit pas être étendue de façon excessive. Il est commode, certes, et permet une économie de personnel. Mais l'expérience montre que l'économie n'est pas suffisante et que le rendement médiocre de ce système se traduit par un désavantage pour le Trésor.

D. — ABONNEMENT.

Lorsque l'établissement de spectacle n'est pas important, ou s'il ne donne que des séances isolées, la perception est faite par abonnement. Le droit est calculé en tenant compte du prix et du nombre des places ainsi que des représentations données par l'établissement.

Il est bon de se baser sur le rendement d'une période

où l'impôt a été perçu par voie d'exercice. Le chiffre arrêté est payé d'avance par séance, par décade ou par mois. L'abonnement est conclu pour une période toujours limitée au 31 décembre, de façon à permettre un réajustement rapide.

La question de l'abonnement a son principal intérêt en ce qui concerne les représentations données par des forains. Les forains sont tenus de faire une déclaration nouvelle chaque fois qu'ils changent de localité, à moins que la nouvelle localité ne dépende de la même recette buraliste que la précédente, auquel cas ils doivent indiquer dans leur déclaration les différentes agglomérations, où ils donneront des représentations.

Les receveurs buralistes doivent immédiatement aviser les agents chargés de la perception (circulaire 1161 du 9 août 1920). Les entreprises foraines ont à faire connaître leur itinéraire et le nombre de représentations à donner par mois.

L'encaissement des droits est préalable. Ils sont constatés dans les départements où ils sont encaissés.

Au lieu indiqué pour la seconde décade ou mensualité, le service, au vu du carnet présenté par le directeur, établit exactement le nombre de représentations qui ont eu lieu pendant la période écoulée. Ce nombre sera la base de la période suivante. C'est un système classique et ingénieux. Ainsi, au dernier règlement, les versements effectués correspondent au nombre de représentations données, sauf pendant la dernière période.

Les abonnements interdépartementaux ne sont permis que pour les établissements de faible importance. L'article 9 du décret du 5 août 1920, siège de la matière, fait preuve d'un esprit essentiellement pratique. Pour

les établissements importants, comme un grand cirque ou une ménagerie, et pour éviter des inégalités fiscales, il ne peut y avoir d'abonnement conclu qu'à la suite d'un traité distinct pour chaque localité et dont la validité ne s'étend pas au delà du séjour qu'y fait l'entreprise.

L'Administration des Contributions Indirectes, en outre, a fort justement décidé qu'un abonnement ne peut être conclu en matière de taxe d'État si le contribuable ne justifie pas qu'il a obtenu un forfait pour le règlement du droit des pauvres ou de la taxe locale. Il est certain que s'il existe un contrôle par voie d'exercice pour ces impôts, il ne saurait être question d'obtenir un abonnement pour la taxe d'État. La seule explication d'une telle demande serait en effet la recherche d'une moindre taxation.

Afin d'épuiser cette question de l'abonnement en matière de taxes sur les spectacles publics, nous devons ajouter que, contrairement à la compétence judiciaire qui est celle de droit commun en la matière, ce sont les tribunaux administratifs qui statuent sur les contestations relatives à la fixation du montant des abonnements. Il n'y a qu'à ce propos que peuvent naître des litiges car le refus d'abonner est discrétionnaire. (Circulaire 1161 du 9 août 1920.)

Le contrôle du recouvrement des taxes sur les spectacles publics est minutieux et coûteux, car il nécessite un personnel important, en regard des sommes relativement faibles recueillies à chaque représentation vérifiée. C'est la rançon d'un impôt qui veut être inéluctable.

CHAPITRE V

LE RECOUVREMENT CONTENTIEUX

Le souci d'unification du législateur apparaît dans les sanctions prévues par la loi pour les infractions aux dispositions relatives à la taxe d'État. Les contraventions en matière de droit des pauvres et la taxe municipale ont le même effet répressif et les mêmes formes que celles relatives à la taxe d'État. Nous ne reviendrons donc pas sur ces points dans l'étude du droit des pauvres.

L'article 477, premier alinéa, du code des Contributions Indirectes énonce : « Toute infraction aux dispositions des articles précédents ou à celles des décrets « prévus pour leur exécution, de même que toute manœuvre ayant pour but ou ayant eu pour résultat de « frauder ou de compromettre l'impôt édicté par les « articles précités, seront punies, en outre du quintuple « des droits fraudés ou compromis, d'une amende de « 500 francs au moins et de 2.000 francs au plus. La « fermeture provisoire des établissements pourra être « ordonnée par l'administration en cas d'empêchement « ou de résistance à l'action des agents chargés de la « constatation ou en cas de retard dans le paiement des « droits. »

§ I. — **Sanctions.**

Nous étudierons, ultérieurement, les poursuites et les pénalités en matière de taxe sur les spectacles publics. Mais auparavant nous voudrions parler de la seule sanction proprement dite qui est la fermeture des établissements de spectacles par l'administration. C'est la sanction énergique et redoutée que la loi de 1920 met à la disposition de l'administration. La fermeture provisoire des établissements peut être ordonnée en cas d'empêchement ou de résistance à l'action des agents chargés de la constatation, ou encore de retard dans le paiement des droits. Les formalités sont réduites. Le directeur de l'administration lésée, qui estime que cette sanction doit être appliquée, en fait la notification écrite aux intéressés et celle-ci peut être effectuée vingt-quatre heures plus tard.

Le concours de la police est éventuellement demandé pour en assurer l'exécution. La réouverture n'est possible qu'après les délais fixés par l'administration. (Décret du 5 août 1920, article 13 et circulaire 1161 du ministère des Finances, Direction générale des Contributions Indirectes.)

Ce droit de fermeture est prévu de même façon en matière de droit des pauvres et de taxe municipale. (Décret-loi du 19 juillet 1934, article 42.)

§ 2. — **Poursuites.**A. — **PÉNALTÉS.**

Après avoir rappelé que les fraudes, en matière de droit des pauvres ou de taxe municipale, étaient répri-

mées de la même manière que celles relatives à la taxe d'État, le second alinéa de l'article 477 du code des Contributions Indirectes précise que « le recouvrement du « droit des pauvres et de la taxe municipale sera opéré « comme en matière de contributions indirectes, et pour- « suivi par voie de contrainte délivrée par les agents « chargés de la perception, les contraventions seront « constatées et les poursuites exercées suivant les formes « propres à cette administration qui, en cas de contra- « vention commune, sera exclusivement chargée du « soin de transiger ou de poursuivre ».

C'est la codification des dispositions des lois des 25 juin 1920, article 96 et 31 juillet 1920, article 39, qui prévoyaient pour le droit des pauvres un régime identique à celui instauré pour la taxe d'État. C'était une innovation. La matière, en effet, en vertu d'un texte confus du 8 fructidor an XIII avait été régie jusqu'à cette époque par les règles des contributions directes. C'était évidemment une anomalie car, par sa nature même, le droit des pauvres est une taxe indirecte. Mais un usage répété avait consacré cette solution illogique¹. Jusqu'à la loi de 1920 les poursuites en matière de droit des pauvres avaient été faites par voie de contrainte et d'actes administratifs dont le contentieux relevait des tribunaux administratifs. Depuis la loi de 1920, sauf pour les questions d'abonnement, la compétence est judiciaire.

1. « La compétence naturelle en matière de droit des pauvres était « la compétence judiciaire, puisque ce droit est par nature un impôt « indirect et on ne peut expliquer que par des raisons de fait assez « difficiles à découvrir du reste, les dispositions de l'arrêté du 10 thermidor an XI, article 3, qui ont attribué au conseil de préfecture la « connaissance des contestations relatives à la perception du droit des « pauvres. » Dufour. *Le recouvrement du droit des pauvres*. Paris, 1913, B. F. D. *Thèse* 1913-25.

Nous traiterons donc cette question simultanément pour les trois impôts qui peuvent frapper les spectacles publics.

Les infractions sont punies d'une amende dont le principal est de 500 francs au moins et de 2.000 francs au plus, accrue de 5 décimes par l'article 110 de la loi du 25 juin 1920. (Article 475 du code des Contributions Indirectes.) En outre, l'entrepreneur condamné aura à payer le quintuple des droits fraudés ou compromis.

B. — PROCÉDURE

La procédure sera civile ou correctionnelle suivant les cas. Nous étudierons successivement ces deux procédures. En ce qui concerne celle qui a lieu devant le tribunal civil nous différencierons nos explications selon que le plaignant est l'administration ou l'entrepreneur.

1^o *Compétence du tribunal civil.* — Un particulier assigne l'administration en restitution des droits indûment perçus. Avant cette assignation, il est souvent préférable de s'efforcer de s'accorder amiablement avec l'administration. Le directeur d'une entreprise de spectacle qui estime avoir été taxé de façon irrégulière, peut former une demande en restitution. Celle-ci, selon qu'il s'agit de la taxe d'État, du droit des pauvres ou de la taxe municipale sera adressée au directeur départemental des Contributions Indirectes, au directeur de l'Assistance Publique à Paris, ou au maire représentant les établissements d'assistance en province.

Dans ce dernier cas, le maire reçoit à la fois les réclamations relatives à la taxe municipale et celles qui se rapportent au droit des pauvres. Cette demande est faite

sur timbre et la quittance des droits perçus et contestés doit y être jointe.

Si cette procédure a échoué, il y a lieu d'assigner l'administration intéressée devant le tribunal civil du siège de la perception. La prescription est acquise contre ces demandes en restitutions six mois après le paiement (article 65 de la loi du 8 avril 1910). Le même délai est aussi le terme opposé par l'administration aux demandes gracieuses en restitution.

C'est le directeur de l'exploitation de spectacle ou le président de la société dont la manifestation avait été qualifiée de spectacle qui est compétent pour former la demande en restitution.

Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 22 janvier 1929 qualifiait, subsidiairement, le président d'une société sportive, pour agir en restitution.

L'administration avait soutenu le point de vue contraire, déclarant que les taxes étaient perçues sur les spectateurs et que c'était par conséquent ceux-ci qui étaient intéressés à la restitution des sommes versées.

Contrainte de l'administration. — Le particulier qui n'a pas un titre authentique doit s'adresser au tribunal pour avoir un titre exécutoire, qui lui permette de poursuivre son débiteur. Conformément au droit administratif, fait essentiellement d'inégalités, la loi a dispensé l'État, les départements, les communes et certains établissements publics de s'adresser aux tribunaux pour exercer leurs droits. Une présomption légale de vérité s'attache en effet à la créance mise en recouvrement par l'autorité administrative. Celle-ci se décerne à elle-même un titre dont elle poursuit immédiatement l'exécution.

Cette contrainte est décernée par l'administration compétente. En ce qui concerne le droit des pauvres, s'il y a un intermédiaire chargé de percevoir le droit pour l'établissement de bienfaisance, ce sera celui-ci, fermier du droit, qui aura à poursuivre le recouvrement.

Ces contraintes sont décernées contre le contribuable, mais ici c'est évidemment au directeur de l'entreprise poursuivie que l'administration devra s'en prendre. C'est lui qui, en effet, est chargé de percevoir les droits sur les redevables véritables, les spectateurs.

La faveur accordée à l'administration ne va pas plus loin. L'administration n'est pas un créancier privilégié. Elle n'a pas à l'être car « les deniers payés par les spectateurs deviennent dès leur versement la propriété de l'assistance et font virtuellement partie d'une caisse distincte sans entrer aucunement dans la masse des recettes effectuées pour le compte de l'Établissement ». (Trib. civ. Seine, 11 mai 1915). Le directeur n'est qu'un dépositaire.

La circulaire 1161 du 9 août 1920 prévoit qu'en matière de poursuites pour recouvrement de droits, chaque administration doit poursuivre séparément le recouvrement de la part qui lui revient. Les contraintes doivent être établies et délivrées par chacun des comptables intéressés, et être distinctes quoique concernant un même délit. Rappelons que la contrainte doit indiquer la somme réclamée, sa nature et les quantités auxquelles on a appliqué le droit.

Les conditions de validité de la contrainte sont au nombre de quatre : il faut 1° Une élection de domicile au bureau où les droits doivent être acquittés ; 2° Un visa du juge de paix ; 3° Une signification ; 4° L'enregis-

trement de l'acte de signification dans les quatre jours de sa date.

Une telle contrainte est décernée devant un refus de paiement du redevable. Celui-ci peut alors faire opposition à la contrainte. Cette opposition contient une assignation à jour fixe, et indique les raisons qui la justifient aux yeux de celui dont elle provient. Ainsi le fardeau de la preuve incombe au redevable.

L'instruction est faite par mémoires respectivement signifiés ; après des explications orales présentées par le redevable ou par son avocat, et une délibération en Chambre du conseil, le jugement est rendu en audience publique. La prescription enfin est acquise contre l'administration pour des droits non réclamés, un an après leur exigibilité ¹. La régie des Contributions Indirectes peut aussi assigner directement le redevable devant le tribunal civil qui tranchera le litige. Nous allons maintenant étudier la procédure répressive

2° *Compétence du tribunal correctionnel.* — A la base des poursuites correctionnelles, il doit toujours y avoir une fraude constatée par procès-verbal. Mais l'administration ne s'attache pas à une fraude caractérisée et elle utilise fréquemment cette procédure, sans doute plus rapide, dès qu'il y a refus de paiement. La jurisprudence favorise d'ailleurs cette manière de voir et reçoit les poursuites correctionnelles indépendamment de toute question de bonne ou mauvaise foi et de fraude. C'est ainsi que la Chambre criminelle a notamment jugé le 10 février 1928 que le directeur de théâtre qui ne se conforme pas aux prescriptions réglementaires et fait entrer un spectateur,

1. Pillu et Béchet: Les impôts sur les spectacles, *op. cit.*

à titre gratuit, avec un billet qui n'est pas extrait du carnet des entrées gratuites mais du carnet des billets à prix réduits commettait une fraude à l'impôt et encourait les pénalités de la loi de 1920, indépendamment de toute bonne ou mauvaise foi.

En cas de contravention commune, qui peut viser aussi bien la taxe municipale que le droit des pauvres, ce qui semble devoir être la généralité des cas, un seul procès-verbal est rédigé et l'administration des Contributions Indirectes est seule chargée du soin de transiger ou de poursuivre.

La violation de l'alinéa 7 de l'article 475 du code des Contributions Indirectes est l'infraction la plus fréquente. L'entrepreneur de spectacle public ne fait pas la déclaration requise par la loi. Cette fraude est constatée par un procès-verbal. Un simple refus de paiement à la fin de la représentation (décret du 5 août 1920), peut aussi être constaté par un procès-verbal. Il y a cependant une nuance qu'il y aurait lieu de respecter. Quand il n'y a pas d'intention frauduleuse, mais seulement refus de payer, parce que la loi est différemment comprise, l'administration devrait uniquement délivrer une contrainte. Le litige serait alors soumis au tribunal civil par l'opposition à contrainte du redevable ou par l'assignation directe de l'administration. Procédure équitable, mais moins rapide. Il est évidemment plus facile de dresser procès-verbal. Les agents des établissements charitables, commissionnés par l'État et ayant prêté serment, sont aptes à verbaliser pour toutes les taxes relatives aux spectacles publics. Ainsi donc et pour nous résumer sur ce point, disons que les procès-verbaux sont fréquents.

Il y a cependant une précaution à prendre. Il est en

effet de principe qu'une société, être moral, ne peut, à défaut d'une disposition particulière de la loi, encourir une responsabilité pénale; et, s'il est vrai que l'article 35 du décret du 1^{er} germinal an XIII en matière de douanes, rend les propriétaires des marchandises soumises aux droits pénalement responsables du fait de leurs agents, sans distinguer selon que le propriétaire est une personne physique ou une société, cet article ne saurait recevoir son application en matière d'impôt sur les spectacles (Cassation, Chambre criminelle, arrêt du 16 mai 1930.).

En raison de cette jurisprudence de la Cour de Cassation, il convient donc, en matière de spectacles, de dresser procès-verbal contre le président de la société ou toute autre personne physiquement responsable de la contravention, tandis que la société n'est citée que comme civilement responsable.

Le procès-verbal est la preuve de l'infraction; il est indispensable aux poursuites consécutives. Il doit être conforme à des prescriptions légales, minutieuses, en ce qui concerne l'écriture, les noms et qualités du rédacteur et du contrevenant, les faits constatés, la date et la signature.

L'article 77 *in fine*, du code des Contributions Indirectes, prévoit le droit exclusif de l'administration des Contributions Indirectes, en cas de contravention commune, de fixer transactionnellement la somme à laquelle se réglera la perception pour chacun des intéressés. Cette transaction, qui peut intervenir avant de porter le procès-verbal en justice, doit être approuvée par l'administration locale ou centrale suivant les cas.

L'article 90 de la loi du 5 ventose an XII décide que

les contraventions en matière de contributions indirectes sont jugées par le tribunal correctionnel.

L'affaire est soumise au tribunal par assignation, dans les trois mois de la date du procès-verbal. Le jugement est susceptible d'appel et l'arrêt de pourvoi en cassation.

C'est réellement en ce qui concerne le recouvrement et le contentieux des taxes sur les spectacles publics que l'assimilation est parfaite entre le droit des pauvres, la taxe d'État et la taxe municipale. Il n'y a guère eu de difficultés en cette matière pour appliquer la loi. Celle-ci d'ailleurs ne prêtait pas à discussion. Une semblable clarté eût été utile pour l'assiette des impositions.

TITRE II

LA TAXE MUNICIPALE

CHAPITRE UNIQUE

La taxe municipale sur les spectacles publics est une suite de la guerre.

Elle est née, elle aussi, de la nécessité de trouver des ressources nouvelles pour faire face aux nouvelles charges des communes. La défaillance de l'initiative privée avait rendu nécessaire la création de services publics indispensables à la population et notamment de services publics d'alimentation. Ces organismes n'ont pas tous survécu à la guerre. Cependant en 1920, il est certain que les charges communales étaient beaucoup plus importantes qu'en 1914. Or, en regard de ces charges accrues, les recettes n'avaient pas progressé. Elles consistaient encore en centimes additionnels aux quatre contributions d'Etat, c'est-à-dire, maintenant, en centimes additionnels à un principal fictif, puisque ces contributions avaient été remplacées par un système nouveau s'efforçant de tenir plus fidèlement compte de la diversité de la matière imposable.

Aussi commence à apparaître un esprit nouveau qui devait voir son épanouissement en 1926. Les municipalités sont autorisées en 1920 à créer un certain nombre de taxes qui devaient permettre d'équilibrer leur budget.

L'article 92 de la loi du 25 juin 1920 prévoit ainsi la création d'une taxe sur les spectacles publics. Voici ce que dispose l'article 475 alinéa 8, siège actuel de la matière :

« Les communes sont autorisées à percevoir des taxes
« municipales, dont les tarifs doivent être approuvés par
« le préfet, sur tous les spectacles, même au cas où les orga-
« nismes ou les bénéficiaires de la réunion peuvent
« revendiquer l'exonération de l'impôt d'État en vertu
« des dispositions légales. Sous réserve des droits acquis
« des communes où des tarifs supérieurs ont été fixés par
« une loi, la taxe municipale sur les spectacles ne peut
« excéder 50 p. 100 des taux de l'impôt d'État qui étaient
« en vigueur antérieurement au 16 avril 1930. »

Nous ne nous étendrons pas sur cette imposition particulière des spectacles publics. Elle n'offre pas grande originalité, et il n'y a en général qu'à se référer aux dispositions prévues pour la taxe d'État. Cette taxe municipale n'existe pas partout. Certaines municipalités, notamment la Ville de Paris, n'ont pas utilisé la faculté que leur laissait la loi.

§ 1. — Assiette.

Une controverse, née de la rédaction imprécise de l'article 92 de la loi du 25 juin 1920, divisait la doctrine et l'administration. Il semblait en effet que le texte eût énuméré limitativement les spectacles sur lesquels la taxe pouvait être établie. Leur rédaction actuelle n'offre plus d'ambiguïté. Elle ne fait d'ailleurs que se conformer à la pratique qui avait prévalu, en accord avec l'interprétation ministérielle.

D'après la loi du 31 mars 1932, article 28, codifiée à l'article 475 précité du code des Contributions Indirectes,

les communes sont autorisées à percevoir des taxes municipales sur tous les spectacles passibles de l'impôt d'État, même si les organisateurs de la réunion sont spécialement dispensés de celui-ci par la loi. Le principe est donc une imposition générale.

Les exonérations prévues pour l'impôt d'État par l'article 473 du code ne s'appliquent pas d'office à la taxe municipale.

Celle-ci peut donc être perçue alors que la représentation bénéficie de la franchise de la taxe d'État en vertu du texte précité. Les cas de réductions ou d'exemptions de la taxe communale sur les spectacles doivent être stipulés dans les délibérations du conseil municipal. L'administration n'a pas plus à intervenir à cet égard que pour la fixation des tarifs.

§ 2. — Tarifs.

La loi de 1920 ne posait pas de maximum au tarif, mais elle exigeait son approbation par les préfets. Aussi le ministre, par une circulaire en date du 20 septembre 1920, « fait valoir (Pillu et Béchet, *op. cit.*) que la situation est « très différente selon les communes mais qu'il faut, dans « tous les cas, éviter des taxes exagérées qui risqueraient « d'affaiblir le rendement de l'impôt d'État, et d'apporter « des mécomptes aux communes ».

La loi de finances du 27 décembre 1927¹ apporta les précisions nécessaires, en décidant que sous réserve des droits acquis à des communes où des tarifs supérieurs sont fixés par une loi, la taxe municipale sur les spectacles ne peut excéder 50 p. 100 de l'impôt d'État.

1. Article 24, D. P. 1928-4, 97 à 104.

Une circulaire (n° 514 du 30 mai 1932) précise que le taux de l'impôt à considérer est celui qui était en vigueur au 16 avril 1930.

Les tarifs, qui sont établis indépendamment de l'administration, ne doivent pas dépasser le maximum autorisé. Si cette prescription n'est pas respectée, le directeur départemental doit en référer au préfet en lui demandant de ne pas approuver la délibération ayant fixé ces tarifs illégaux.

§ 3. — Recouvrement.

On s'est demandé si les communes ont à l'égard des différentes catégories de billets les mêmes obligations que l'État ou les établissements d'assistance. La réponse n'est pas douteuse. Les communes qui établissent la taxe prévue par la loi, doivent se conformer à la réglementation qui régit les billets à prix réduits et les billets de faveur. En effet, celle-ci est en principe favorable aux spectateurs et les municipalités doivent respecter les idées directrices de l'impôt d'État.

Elles ne sont pas obligées de créer la taxe. On leur en accorde la faculté, mais il serait anormal de leur permettre de créer cette taxe sans aucune surveillance et avec des taux plus élevés que ceux de l'État.

Il n'y a d'ailleurs là, rien que de conforme à l'esprit général de la loi. Celle-ci prévoit en effet une assimilation complète de la matière chaque fois que des raisons particulières ne viennent pas exiger un régime spécial. C'est ainsi que des ententes sont prévues pour unifier la perception des trois impôts. Les poursuites et la faculté de transiger sont confiées à la seule administration des contributions indirectes.

Les communes ont différemment usé de la faculté que leur donna la loi. Les tarifs mêmes varient entre les différentes communes ayant établi la taxe. Ce manque d'unité fit naître des protestations, qui ont même été jusqu'à mettre en doute le principe des taxes municipales. On a pensé que cette taxation risquait de décourager le public et de nuire au développement des spectacles. Sans doute des abus ont-ils pu être commis. Il n'en reste pas moins que les municipalités, qui sont ou doivent être au courant de la situation des entreprises de spectacle de leur ressort, ont la possibilité de se montrer soucieuses d'équité et proportionner leurs tarifs au succès local des spectacles.

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT DES PAUVRES

CHAPITRE PREMIER

L'ASSIETTE DU DROIT DES PAUVRES

Le droit des pauvres a été établi de façon générale par la loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796) : Article premier : « Il sera perçu un décime par franc en sus du prix de chaque billet d'entrée, pendant six mois, dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtre, des bals, des feux d'artifice, des concerts, des courses et exercices de chevaux pour lesquels les spectateurs paient. La même perception aura lieu sur le prix des places louées pour un temps déterminé. » — Article II : « Le produit de la recette sera employé à secourir les indigents qui ne sont pas dans les hospices. »

La loi du 8 thermidor an V (26 juillet 1797), reprend les mêmes principes dans ses articles 1 et 2, en prévoyant cependant un accroissement de tarif portant celui-ci au quart sauf pour les théâtres, mais comprenant les « autres fêtes où l'on est admis en payant », et dispose : article 3. « Le produit des droits perçus en vertu des articles précédents sera uniquement consacré aux besoins des hospices et aux secours à domicile. »

Nous aurons un aperçu complet de la législation établissant les principes du droit des pauvres, quand nous aurons cité l'article premier du décret impérial du 9 décembre 1809. Les modifications ultérieures ne sont relatives qu'aux questions de tarif.

Le décret impérial énonce : Article premier : « Les droits
« qui ont été perçus jusqu'à ce jour en faveur des pauvres
« ou des hospices, en sus de chaque billet d'entrée ou
« d'abonnement dans les spectacles et sur la recette brute
« des bals, concerts, danses et fêtes publiques, continueront
« à être indéfiniment perçus... »

Les projets préparatoires de ces textes, que nous avons étudié dans l'Introduction, ont établi que le législateur avait voulu imposer le plaisir et toutes les manifestations de la vie heureuse. Nous étions arrivés à cette conclusion qu'une partie de la doctrine estimait en général que les textes donnaient la même assiette aux deux impôts. La jurisprudence n'était pas très nette à ce sujet.

Nous nous efforcerons de donner les principes qui se dégagent de la jurisprudence avant 1920.

Nous verrons ensuite quelle a été la position de la jurisprudence judiciaire postérieure à 1920 et nous terminerons par un essai de justification de la position actuelle.

Nous indiquerons enfin les principes à adopter vis-à-vis de certains spectacles particuliers.

Section I. — Jurisprudence administrative.

La jurisprudence administrative correspond à la période antérieure à 1920, puisque nous savons que la compétence avait été attribuée, d'une façon injustifiable, mais certaine, aux conseils de préfecture et au Conseil d'État.

Le Conseil d'État a admis depuis longtemps qu'il fallait tenir compte du but des organisateurs de spectacles. L'impôt n'était dû, selon cette juridiction, que pour les entreprises strictement commerciales n'ayant aucun but d'inté-

rêt général. Ce point de vue apparaît pour la première fois dans un arrêt du 7 mai 1857.

Il s'agissait de savoir si le droit des pauvres devait être perçu sur les entrées à l'Exposition Universelle de 1855.

La question posée à ce propos est d'autant plus intéressante qu'il s'agissait d'une manifestation, certes conforme à l'intérêt général, mais hautement spectaculaire. Il est donc certain que les solutions indiquées s'appliqueraient d'autant mieux à des manifestations dont le caractère de conformité à l'intérêt général serait plus accentué. La perception n'est pas due, car l'Exposition « a été organisée, dirigée, et surveillée par une commission spéciale nommée par nous (le Conseil d'État) comme étant une œuvre exclusivement nationale et d'une utilité publique générale ». Il fallait en conclure que le but recherché par l'entrepreneur et l'emploi des sommes versées par les spectateurs devaient être considérés, pour savoir s'il y avait lieu de percevoir le droit des pauvres. Cette solution ne satisfait pas de nombreux auteurs. MM. Pillu et Béchet, dans le traité déjà cité, font une critique de cet arrêt, qui ne manque pas d'être troublante. « C'est le plaisir du spectateur qu'il (le législateur de l'an V) impose; nulle part on ne voit qu'il se soit préoccupé de l'affectation des sommes versées par le public, et il est clair qu'il n'avait pas à en tenir compte, puisque le plaisir qui est la véritable assiette de l'impôt, ne change ni de nature, ni d'intensité, quel que soit le but que se propose d'atteindre l'entrepreneur. »

Si en effet le législateur de l'an V n'a pas paru se préoccuper de l'affectation des sommes payées, il a tout de même opéré un rapprochement émouvant entre le plaisir égoïste des favorisés de la nature et la misère ambiante. Peut-on

contester que l'énonciation des manifestations de la vie heureuse impliquait un jugement de valeur sur leur qualité morale ?

N'y a-t-il pas, à chaque instant, dans cette matière, un appel à la morale traditionnelle, un rapprochement exact entre la misère des uns et les distractions bruyantes et quelque peu sacrilèges des autres ? Ces deux points suffiraient, à notre avis, à interpréter la volonté du législateur dans le sens de préoccupations conformes à l'intérêt général.

Si nous quittons l'interprétation fidèle des textes et de la volonté du législateur pour des considérations plus générales, ne faut-il pas, dans une matière aussi mouvante que la fiscalité, adapter les impôts aux modifications de la vie nationale ? La jurisprudence permet cette évolution. Elle a le devoir de faciliter ce qui est conforme au développement moral de la nation. Au demeurant, les lois doivent s'adapter à l'évolution sociale sans l'étrangler.

Nous nous sommes peut-être un peu écartés de nos recherches qui consistaient uniquement à déterminer s'il ne fallait pas approuver le Conseil d'État pour l'interprétation sociale qu'il donnait aux lois de l'an V.

L'arrêt dont il est question fit jurisprudence et dans des espèces différentes, offrant le seul point commun de se soucier de l'intérêt général, les mêmes conclusions ont été adoptées.

Le Conseil d'État reprenait ses principes en faveur de la non-imposition de l'ascenseur du Trocadéro (25 janvier 1881). Les entrées aux expositions de peinture et de sculpture dont les manifestations développent et stimulent l'art en France, sont exonérées du droit des pauvres (7 août 1891). En cette affaire, le tribunal administratif

inférieur avait décidé que les recettes étaient affectées à une œuvre d'utilité publique, et son jugement était confirmé.

Les lois de l'an V avaient spécialement visé « les courses et exercices de chevaux ». Cependant le Conseil d'État a confirmé les jugements qui avaient dispensé les sociétés de courses du paiement du droit des Pauvres sur le montant des entrées aux champs de courses. C'est ainsi que la Société Rouennaise des courses fut exemptée « attendu qu'elle poursuit l'œuvre d'intérêt général et « national d'amélioration de la race chevaline, que d'ailleurs « toutes les recettes sont intégralement affectées à cette « œuvre d'intérêt public ». La seule justification de cette solution consiste à dire que la jurisprudence doit tenir compte des transformations économiques et sociales et adapter la loi.

En effet, si, en l'an V, les courses existaient certainement (leur introduction en France est l'œuvre du Comte d'Artois, futur Charles X), elles n'offraient pas alors le caractère de publicité qu'elles prirent au milieu du XIX^e siècle et elles étaient d'initiative absolument individuelle.

Les exercices de chevaux étaient des carrousels et d'autres divertissements hippiques.

Mais il y a aussi une autre justification de la non-imposition des courses. Pour beaucoup de gens le principal attrait de ces réunions est le jeu. Or, si le droit des pauvres n'est pas perçu sur les entrées, les droits des Pauvres n'en sont pas moins respectés par le prélèvement plus important qui est fait sur le montant des jeux, en faveur des établissements d'assistance.

Le même esprit apparaît encore dans la non-imposition des conférences. Un arrêt du Conseil d'État, rendu posté-

rieurement à la loi de 1920, à propos de faits antérieurs et légalement soumis à sa compétence, a déclaré qu'une conférence n'était pas passible du droit des Pauvres lorsqu'elle avait pour objet l'exposé de notions ou de doctrines, scientifiques ou artistiques, dans un but d'enseignement. L'arrêt est d'autant plus net qu'il mentionne la présence accessoire de projections ou d'auditions musicales accompagnant la conférence (C. E., 8 juin 1923).

Le Conseil d'État a encore fait application de cette théorie à des matches et à des championnats, organisés par des sociétés sportives. Il tenait compte du but poursuivi par ces sociétés. Les auteurs qui estiment illégale cette recherche du but du groupement qui a donné le spectacle sont cependant obligés de reconnaître que c'est le seul moyen d'exempter du droit certaines manifestations religieuses qu'il serait choquant d'appeler spectacles. On justifie parfaitement en ce cas la recherche faite par le Conseil d'État. Cette attitude, reprise fidèlement, comme nous l'avons vu, par les juridictions judiciaires actuellement compétentes, est apparue maintes fois. Un important arrêt du Conseil d'État du 25 juillet 1912 a décidé qu'un Salut solennel, célébré dans une église sous la présidence d'un évêque, avec le concours de la maîtrise, n'était pas soumis à la perception du droit des pauvres bien que certaines places aient été payantes et qu'une grande publicité ait été donnée à l'audition musicale. Il est certain que la valeur morale et l'intérêt général doivent être pris en considération.

Certains auteurs ont cru relever une contradiction dans le fait que certains tribunaux administratifs ont imposé, au titre du droit des pauvres, les recettes des fêtes de bienfaisance.

Le Conseil d'État a jugé que le droit des pauvres était dû sur la recette d'une fête, donnée en faveur des indigents de la commune, et pour laquelle il était payé un droit d'entrée.

La raison sur laquelle se fonde le Conseil d'État est parfaitement légitime. Le montant du droit des pauvres n'est pas destiné à la même catégorie d'indigents, mais à ceux qui sont jugés secourables par le bureau de bienfaisance. Lorsqu'il y a eu une quête, sans paiement obligatoire d'un droit d'entrée pour assister à la fête, il n'y a pas alors à en tenir compte (C. E., 2 février 1900, et encore 27 juillet 1883 et 20 novembre 1885).

On a prétendu que la jurisprudence du Conseil d'État avait sa source dans une question de faits qui s'était présentée dans l'arrêt relatif à l'Exposition de 1855 et qu'il n'aurait pas fallu faire, d'un arrêt d'espèce, un arrêt de principe. L'Exposition de 1855 aurait été soumise à un régime particulier pour la distinguer de simples foires et d'autre part sa situation déficitaire eût encore empiré s'il avait fallu y ajouter le paiement du droit des pauvres.

Il est possible que cette affaire particulière ait spécialement attiré l'attention du Conseil d'État, mais les arguments produits dans l'arrêt mis en cause, avaient un fondement suffisant pour créer un principe qui serait respecté à l'avenir.

Section II. — Jurisprudence Judiciaire.

Lorsque la loi de 1920 vint donner compétence aux tribunaux judiciaires pour les litiges relatifs à tous les impôts établis sur les spectacles publics, la question s'est

posée de savoir si on allait assister à un revirement complet de jurisprudence.

Il s'agissait de savoir si le droit des Pauvres et la taxe d'État avaient la même assiette. Dans l'affirmative le droit des Pauvres eût été perçu sans qu'il y ait à tenir compte du caractère d'utilité générale de la manifestation.

Nous avons vu, dans le chapitre II de l'Introduction, que le législateur de l'an V et celui de 1920 avaient entendu imposer les mêmes manifestations de la vie heureuse. La similitude des textes et des documents préparatoires nous avait frappé. Mais la jurisprudence s'est montrée très indécise à ce sujet et il ne semble pas que l'on puisse formellement affirmer que l'assiette des deux impôts soit une caractéristique de leur similitude.

La rédaction actuelle du code des Contributions Indirectes ne fixe pas une assiette commune pour les deux taxes. L'article 475, alinéa 7, prévoit simplement que « cette perception, ainsi que celle de la taxe municipale, « sont effectuées dans les conditions du présent décret ». Cette codification du 26 décembre 1934 n'a pas apporté de réponse à la question de l'assiette qui avait été cependant, à cette époque, soumise fréquemment aux tribunaux

Les autres dispositions sont détaillées et en général fort claires. On peut penser que le législateur, dont l'attention avait été attirée sur ce point, aurait précisé que l'assiette était la même, si telle avait été sa volonté. D'autre part, les diverses exonérations prévues ne se rapportent qu'à la taxe d'État. Si l'on admettait que les deux impôts ont une assiette identique, il en résulterait que la perception du droit des pauvres serait beaucoup plus générale que celle de la taxe d'État.

Le principe de l'exonération du droit des pauvres pour

les manifestations conformes à l'intérêt général vient compenser ce qu'il y aurait d'excessif dans une perception aussi généralisée. Il est remarquable que les exonérations prévues pour la taxe d'État sont relatives à des manifestations en général conformes à l'intérêt général. Les réunions organisées par des sociétés ayant exclusivement pour but le développement de la culture physique apparaissent conformes à l'intérêt général. Serait-il équitable de les imposer au titre du droit des pauvres, tandis qu'elles sont exonérées de la taxe d'État, sous le prétexte fallacieux que la loi de l'an V ne s'est pas préoccupée de savoir si le but de manifestations concordait avec l'intérêt général ?

Il serait utile qu'un texte législatif vienne mettre un terme à ce doute, en précisant exactement les objectifs du droit des pauvres.

La jurisprudence est partagée sur la question. Mais il est incontestable qu'elle s'oriente actuellement vers la différenciation des deux impositions et vers l'exonération du droit des pauvres pour les « manifestations ne « présentant qu'accessoirement le caractère de spectacle » et conformes à l'intérêt général. Nous examinerons successivement les deux thèses et nous terminerons par l'étude plus détaillée d'un arrêt caractéristique du principe de la différence d'assiette.

§ 1. — Jurisprudence reconnaissant l'identité d'assiette.

Les arrêts remarquables dans chacune des deux thèses ne correspondent pas à deux périodes successives.

Assez longtemps la Chambre criminelle de la Cour de

Cassation représenta la tendance à l'identité contre la Chambre civile. Cependant beaucoup de tribunaux se sont montrés disposés à assimiler les deux impôts sur la question qui nous occupe. Cette question d'identité emportait en général le débat sur le fond, car il demeure bien établi qu'il ne saurait être question d'exonérer une manifestation de la taxe d'État, sous prétexte qu'elle est conforme à l'intérêt général.

Le tribunal de Perpignan, le 25 novembre 1924 déclare :
« que les lois de l'an V ne s'inquiètent pas de savoir si
« celui qui donne le spectacle se propose de procurer
« un divertissement aux spectateurs, ou s'il poursuit
« un autre but.... qu'il n'est pas douteux que c'est surtout
« pour se procurer le plaisir d'un spectacle, que le public
« se rend aux matches de l'Union sportive ». On peut admirer ce jugement à condition de refuser au législateur de l'an V toute préoccupation morale et de lui prêter uniquement l'intention de trouver le rendement maximum du droit des Pauvres. Il y a lieu de voir ce qu'il advint en cassation (cf. *infra*).

La Cour de Cassation, Chambre criminelle, à la même époque, rendait une série d'arrêts où elle admettait que les deux impôts avaient la même assiette et, pour le droit des pauvres, qu'il suffisait de rechercher s'il y avait spectacle. Ainsi, puisque les manifestations du « Véloce Club de Cholet » ont le caractère de spectacles, le droit des pauvres doit être perçu (12 décembre 1924). Dans un autre arrêt, déjà cité, la même juridiction, le 5 février 1926 estimait de façon implicite que les deux impositions avaient une assiette identique. La société de musique de Carcassonne, dont les concerts étaient écoutés par ceux qui avaient versé une cotisation, quoique présen-

tant un caractère désintéressé et poursuivant un but d'utilité générale, répandre la culture musicale classique, a été contrainte à payer le droit des pauvres et la taxe d'État. La cour confondait constamment les deux impôts dans son raisonnement. Étant donné que le but désintéressé n'était pas à lui seul une cause d'exonération pour la taxe d'État, il était dès lors logique de soumettre la société en question aux deux impôts.

La Cour de Cassation, Chambre criminelle, a encore assimilé les deux impôts dans un arrêt où elle imposait les organisateurs de jeux de tennis, en considérant par conséquent les joueurs comme spectateurs-acteurs (Crim., 4 janvier 1927).

On put penser, à ce moment, que la Chambre civile allait adopter la même théorie. Le 5 mars 1929, la Chambre civile déboutait la Direction générale des Finances tunisiennes qui prétendait imposer les repas servis dans un hôtel, pendant qu'était donné un concert. Or, un des attendus de l'arrêt était ainsi rédigé : « Attendu que « le droit des pauvres est réglementé par les dispositions de la loi du 25 juin 1920 qui, relative en même « temps à la taxe d'État, détermine, pour les deux impôts, « une assiette identique. » Mais cette Chambre ne persista pas dans cette voie.

Plus récemment la Chambre criminelle eut l'occasion de manifester le même esprit à l'égard d'une société sportive (Crim., 5 juin 1931). Dans une affaire analogue, la Chambre des Requêtes a reproduit le même attendu (Req. 31 mars 1936).

La Chambre criminelle de la Cour de Cassation a donc fait preuve d'une persistance certaine dans sa volonté d'identifier les assiettes des deux impôts. Cette

solution cependant était très critiquable car elle risquait de faire du droit des pauvres une taxe aveugle. En matière fiscale, ne faut-il pas se rappeler que les textes doivent être entendus restrictivement et « recevoir l'application stricte et littérale que leur teneur commande ». (Note citée de M. Balleydier.)

Néanmoins, il n'aurait pas été possible de déterminer la position réelle de la jurisprudence si, comme nous allons le voir maintenant, la Chambre criminelle elle-même ne s'était ralliée à la thèse de la Chambre civile.

§ 2. — Jurisprudence distinguant le droit des pauvres et la taxe d'État quant à leurs assiettes.

La première manifestation de la survivance de la jurisprudence administrative fut éclatante. Le même jour, le 13 juin 1925, dans deux affaires différentes, la Chambre civile de la Cour de Cassation, décidait que le droit des pauvres et la taxe d'État avaient deux assiettes différentes.

La taxe d'État est due quel que soit le but de la manifestation, si celle-ci ne rentre pas dans une des catégories d'exonérations prévues. Aussi l'arrêt commence-t-il à déclarer que les deux impôts sont régis par des principes différents. Le droit des pauvres continuant à n'être pas perçu sur les réunions n'ayant qu'accessoirement le caractère de spectacle et ayant un but d'utilité générale, l'arrêt recherche si, dans l'espèce, il y a lieu d'exonérer la manifestation. Il s'agissait de savoir si l'entrée du Salon d'Automne devait être exempte du droit des pauvres. Si, pour certaines personnes, ces Salons sont des manifestations mondaines que l'on tient à avoir parcouru, il

n'en reste pas moins qu'elles contribuent grandement au développement de l'art. En préciser l'intérêt serait superflu. Puisque nous pensons que le point de vue de l'intérêt général était sous-entendu dans la loi de l'an V, nous jugeons que l'arrêt est conforme à l'esprit, sinon à la lettre de la loi.

Le second arrêt exonérait les manifestations sportives du Stade Français du paiement du droit des pauvres.

« Le droit des pauvres n'est pas exigible sur les recettes
« des réunions qui n'ont qu'accessoirement le caractère
« de spectacle et qui ont en même temps un but d'utilité
« générale », disait l'arrêt, ici encore. La Chambre civile précisait que l'assimilation des deux impôts n'existait que pour le recouvrement et les poursuites, confiées à l'Administration des Contributions Indirectes.

L'expression de « réunions n'ayant qu'accessoirement
« le caractère de spectacle » est facilement comprise si l'on compare un théâtre et un match de foot-ball. On imagine mal un théâtre sans spectateurs. Il n'est pas indispensable qu'un match de foot-ball soit public.

Un arrêt de la Chambre civile du 22 janvier 1929 est intéressant à citer parce qu'il prend très exactement le contre-pied du jugement du tribunal de Perpignan que nous avons mentionné et qu'il cassa. Cet arrêt rappelle que le droit des pauvres n'est dû que sur les fêtes qui sont des spectacles. Le caractère d'utilité générale en dispense. Et il précise que c'est à ce caractère qu'il faut s'attacher sans rechercher l'état d'esprit des spectateurs. La Cour reprenait ce point de vue dans l'affaire du tir aux pigeons de Vichy, en ce qui concernait le droit des pauvres, en déclarant que dans l'espèce, le tir n'ayant

pas un but d'utilité générale, il y avait lieu de percevoir le droit (Civ. 12 avril 1929).

Nombreux sont les tribunaux qui ont suivi la Chambre civile (Seine, 23 avril 1933 ; Rouen, 29 décembre 1932).

Enfin, le jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 27 décembre 1935 mentionne le rôle secondaire du public dans un match de tennis.

Il manquait cependant à cette jurisprudence équitable, l'unanimité de la Cour de Cassation. Dans une affaire fort importante et qui dura plus de dix ans, la Chambre criminelle s'est finalement ralliée à la thèse de la Chambre civile. C'est l'affaire du Polo de Paris.

Le 22 octobre 1926, un procès-verbal constatait que le « Polo de Paris » ne payait pas les impôts établis sur les spectacles, quoiqu'il laissât assister à ses matches des spectateurs qui payaient leurs places, soit qu'ils eussent des cartes personnelles d'invitations payantes, soit qu'ils se procurassent normalement des billets d'entrée en acquittant un certain prix.

Le 25 juin 1927, la Société était condamnée au paiement de la taxe et du droit et en outre au paiement des amendes prévues par la loi. Le 25 juin 1929, la Cour d'appel de Paris maintenait la condamnation pour la taxe mais déclarait que le droit des pauvres n'était pas dû. Le 31 juillet 1931, la Cour de Cassation, Chambre criminelle, cassait l'arrêt en ce qui concernait le droit des pauvres, motif pris de ce qu'il n'avait pas recherché si les faits de la cause ne faisaient pas apparaître qu'il y avait caractère prédominant de spectacle. C'était déjà admettre que, si ce caractère faisait défaut, et s'il s'agissait au contraire d'un spectacle accessoire, le droit des Pauvres ne devait pas être perçu. La Chambre criminelle repro-

chait à l'arrêt d'avoir conclu trop vite à l'absence de public réel, parce que les recettes provenaient pour les 9/10 des invitations payantes.

Le 29 octobre 1932, la Cour d'appel d'Orléans, Cour de renvoi, rendait un arrêt qui maintenait le point de vue de la Cour de Paris et que la Chambre criminelle confirmait le 15 janvier 1937. Nous sommes en présence d'un arrêt tout à fait formel et qui marque nettement la position à adopter en la matière..

Attendu, dit l'arrêt « que ces deux impôts sont régis
« par des textes et des principes différents ; que ce texte
« (l'article 96) se réfère en effet aux lois de l'an V et qu'il
« n'édicte d'assimilation entre le dit droit et la taxe
« d'État sur les spectacles qu'en ce qui touche la spéci-
« fication (conditions de perception) des recettes et
« l'attribution à l'Administration des Contributions
« Indirectes du recouvrement des droits et des pour-
« suites. »

La Société « le Polo de Paris » avait été condamnée à payer la taxe d'État et la condamnation était définitive depuis l'arrêt du 31 juillet 1931. Mais la loi du 30 décembre 1928, nous le savons, a modifié le régime de faveur des sociétés qui ont le but de développer le sport, l'éducation physique ou la préparation au service militaire. Avant cette loi, il fallait que soit poursuivi ce triple but. Un seul but suffit maintenant. L'arrêt de 1931 dit : « attendu
« qu'aux termes de l'article 93, n° 4, tel qu'il était appli-
« cable au moment où les faits qui ont motivé la pour-
« suite se sont produits, sont seules exonérées de la taxe
« d'État les fédérations ou sociétés dont les recettes
« sont exclusivement réservées à leur propre fonction-
« ment, dans le but de développer le sport, l'éducation

« physique et la préparation au service militaire... » et conclut au refus d'exonération puisque le Polo de Paris ne remplissait pas ces conditions.

On peut en conclure que, sous l'empire de la législation actuelle, la société, préparant au service militaire, eût pu être entièrement exonérée (soit conformément à l'article 472 si elle était agréée, soit aux termes de l'article 473, 2^o, car la manifestation était exceptionnelle).

Sans doute l'arrêt de 1937, en l'espèce, dépasse-t-il le but que l'on voulait atteindre. En effet certains matches de polo attirent une foule énorme et offrent peut-être le caractère principal de spectacle. Mais ce dont il faut se féliciter, c'est de voir poser un principe, qui, appliqué à des réunions dont le but est incontestablement d'utilité générale, permettra d'exonérer les membres actifs et les spectateurs à qui elles donnent une saine émulation sportive : courses nautiques et matches sportifs divers.

Section III. — Applications.

Le principe qui sera appliqué est celui de l'exonération du droit des pauvres, pour les manifestations ne présentant qu'accessoirement le caractère de spectacle et ayant un but d'utilité générale. Dans une certaine mesure, les réunions répondant à cette définition correspondent aux manifestations exonérées de la taxe d'État. Nous savons que cette exonération est prévue par la loi ou résulte de l'interprétation qu'en donne la jurisprudence restreignant la taxation aux divertissements présentant le caractère de spectacle auquel le public est admis moyennant paiement.

A. — JEUX SPORTIFS.

Le Tribunal correctionnel de Rouen a bien résumé les principes de la matière, dans le jugement précité du 29 décembre 1932. Il faut rechercher si la manifestation, pour laquelle le droit des pauvres est exigé, a le caractère d'un pur divertissement spéculant sur le plaisir des spectateurs, qui en est le seul élément. Dans ce cas, il y aurait lieu de percevoir l'impôt. Dans l'hypothèse inverse, elle échapperait au droit en raison de son but d'intérêt public ou général dont la partie spectacle proprement dit n'est que l'accessoire. C'est aussi la position du Tribunal correctionnel de la Seine, qui recherche le critérium de l'exhibibilité, non dans l'esprit des spectateurs, mais dans l'intention des organisateurs de la réunion, lorsqu'il déclare que le public a un rôle secondaire. (Trib. correctionnel de la Seine, 27 décembre 1935).

Dans cette matière de jeux sportifs, la jurisprudence considère que les manifestations prennent le caractère prédominant de spectacle lorsqu'il est fait un large appel au public. Mais le principe est l'exonération des sociétés sportives en ce qui concerne le droit des pauvres, à raison des réunions qu'elles organisent (Arrêt précité du Polo de Paris).

Il y a donc un véritable renversement de la situation. L'exonération est de principe. La publicité y mettra fin. La Cour d'Orléans, le 29 octobre 1932, a fort bien énuméré, à titre d'exemple, les faits donnant à une manifestation le caractère prédominant de spectacle : large publicité, présence de joueurs professionnels recevant des prix en argent, intérêt financier des organisateurs, appel à la curiosité du public.

Cette thèse favorable ayant prévalu à propos de jeux tels que le polo l'emporte aussi vis-à-vis des jeux pour lesquels on ne saurait soutenir que le joueur est à la fois acteur et public.

B. — MUSÉES. CHATEAUX HISTORIQUES.
SALONS ARTISTIQUES.

Exception faite des musées de cire expressément soumis à l'impôt, les musées sont actuellement exonérés en vertu de leur conformité à l'intérêt général.

Dans deux espèces rapportées au *Sirey*, avec une note de M. Balleydier, déjà citée, le Tribunal correctionnel de Ploermel le 9 décembre 1925 et le Tribunal correctionnel d'Annecy le 10 novembre 1926 exposaient des principes opposés. Dans la première espèce, la duchesse de Rohan était condamnée à payer le droit des pauvres pour la visite du château de Josselin qu'elle autorisait moyennant paiement. Dans le second jugement, il s'agissait de l'exonération du droit des Pauvres pour la visite du musée annexe du château de Montrottier, parce que la loi n'avait prévu l'imposition que pour les spectacles destinés à procurer un amusement.

Le commentateur justifiait cette seconde interprétation, plus conforme à l'esprit de la loi, qui est de différencier les qualités du plaisir. M. Balleydier faisait remarquer que la visite d'un château ne pouvait être considérée comme une manifestation de la vie heureuse. L'imposition d'un divertissement d'une telle qualité intellectuelle et instructive ne peut être justifiée. C'est en effet donner à l'impôt une assiette excessive ou insuffisante selon les cas.

Imposition excessive, car on ne saurait socialement mettre sur le même pied l'amateur de soupers-dancings et l'érudit que charme un lieu historique. Imposition insuffisante, s'il faut taxer toutes les manifestations de la vie heureuse, car l'épisode de la vie heureuse « c'est la promenade confortable et rapide dans un pays pittoresque ¹ ». Il faudrait, lors de l'achat d'une automobile, imposer l'acheteur, au titre des impôts sur les spectacles, pour tous les plaisirs qu'il va se procurer, notamment en s'arrêtant pour admirer un magnifique paysage. Une telle suggestion rejoint le paradoxe.

En ce qui concerne les « musées, collections et monuments appartenant à l'État », les articles 118 et suivants de la loi de finances du 31 décembre 1921 ont institué un droit d'entrée pour les visiteurs, dont la quotité fixée « ne varietur » par la loi ne peut être augmentée d'aucune taxe ou droit.

Il n'y a guère de difficultés pour les autres catégories de manifestations. Les particularités qui pourraient se présenter seront examinées quand nous étudierons le tarif à appliquer.

Ainsi, le droit des Pauvres, d'après la jurisprudence récente qui s'accorde maintenant avec la jurisprudence administrative, tient compte du but des manifestations avant de les frapper. Il n'a pas, en cela, une assiette identique à celle de la taxe d'État. Le droit des Pauvres atteint les manifestations dont le caractère principal de spectacle l'emporte sur le but d'intérêt général de la manifestation.

1. Cf. Note de M. Balleydier sous les jugements précités, au *Sirey*.

CHAPITRE II

LES TARIFS DU DROIT DES PAUVRES

Section I. — Généralités et textes.

Le droit des pauvres a été créé par la loi du 7 frimaire an V sur la base de un décime par franc en sus du prix de chaque billet d'entrée. Autrement dit, le onzième du prix payé par le spectateur devait revenir aux établissements bénéficiaires.

La loi du 8 thermidor an V a élevé le taux du prélèvement au « quart de la recette pour les bals, feux d'artifice, concerts, courses et exercices de chevaux et autres fêtes où l'on est admis en payant ». Ce régime devait se maintenir jusqu'en 1840.

L'article 9 de la loi du 16 juillet 1840 a prévu en ces termes une réduction du tarif en faveur des concerts quotidiens « ... continuera d'être faite pour 1841, conformément aux lois existantes..., la perception du dixième des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens... » Il s'agissait de manifestations artistiques, les concerts, qui devaient être soumises au même régime que les théâtres. Enfin l'article 23 de la loi de finances du 3 août 1875 a admis que les concerts non quotidiens, donnés par les artistes ou les associations d'artistes, seraient frappés d'un droit de 5 p. 100.

Cette disposition est favorable aux grands concerts parisiens : Concerts Padeloup, Concerts Colonne, etc...

Les lois de finances autorisent chaque année la perception de cet impôt au profit des établissements communaux d'assistance. Ainsi la loi de finances du 30 décembre 1937, pour l'année 1938, (J.-O. 1-1-38, p. 4) contient cette disposition au titre : « État B-II. Droits dont la perception est autorisée au profit des établissements publics, pour 1938, conformément aux lois existantes. »

L'article 3 du décret du 25 juillet 1935 a apporté une innovation importante en substituant à la fixité de ces tarifs, un taux pouvant dans certaines conditions varier chaque année.

« Les commissions administratives des bureaux de bienfaisance, et à Paris l'administration de l'Assistance publique, pourront après délibération conforme du conseil municipal, approuvée par le préfet, percevoir le droit des pauvres à des tarifs inférieurs à ceux fixés par les lois des 7 frimaire et 8 thermidor de l'an V..... »

Afin de compenser la diminution de ressources qui résultera de l'application de la disposition qui précède, une délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet, devra inscrire au budget communal une subvention équivalente, allouée aux établissements intéressés.

Quand les délibérations prises à cet effet leur sont communiquées pour avis, les directeurs se bornent à éclairer l'autorité préfectorale sur la régularité des mesures prévues. Les bureaux de bienfaisance peuvent limiter la réduction à certaines catégories de spectacles, mais il faut que la mesure soit générale et commune à tous les établissements d'une même catégorie.

A Paris, chaque année, un arrêté du directeur général de l'Assistance Publique, approuvé par le préfet, fixe le tarif du droit des Pauvres.

Cependant la question s'est encore obscurcie du fait de nouvelles dispositions. Elles constituent évidemment la preuve de la bonne volonté des pouvoirs publics à l'encontre des spectacles, que la crise économique avait mis dans une situation délicate. Après en avoir fait une étude sommaire, nous examinerons les différents taux actuellement en vigueur.

La loi du 20 mai 1936 a créé une taxe sur la publicité radiophonique, dont la perception incombe au ministère des Finances et qui profite partiellement à l'Assistance publique. La loi a prévu en même temps une diminution facultative des tarifs du droit des pauvres. La procédure de ces réductions est compliquée. Dans un premier temps le conseil municipal doit prendre une délibération, classant certains spectacles dans la catégorie des établissements pour lesquels le tarif du droit peut être réduit. Dans un second temps, un décret ministériel doit intervenir pour fixer le taux nouveau.

Le décret du 29 mars 1937 a précisé qu'en compensation l'Assistance publique recevrait du Trésor une somme correspondant à la différence entre la recette réelle et la recette qui eût été effectuée sous le régime antérieur. Il faut en effet que l'Assistance perçoive le même montant. Si la diminution du rendement du droit des pauvres n'était pas compensée par le revenu nouveau de la taxe sur la publicité radiophonique, il y aurait lieu de réajuster les tarifs par décret.

Le développement de la radiophonie a certainement causé aux spectacles un tort dont le droit des pauvres et la taxe d'État ont subi les répercussions. Il n'y a qu'à voir la diversité des programmes radiophoniques pour s'en rendre compte. Il eût été difficile de soumettre les ama-

teurs de radiophonie aux impôts sur les spectacles. Il était donc tout indiqué de saisir la matière imposable la plus facile à taxer. La publicité payante assume une bonne part des frais des émissions et elle était toute désignée pour supporter une taxe équivalant aux impôts sur les spectacles publics.

*Section II. — Classification des spectacles
selon le taux du droit des pauvres qui les atteint.*

Le conseil municipal de Paris a pris deux délibérations relatives aux établissements à classer dans les catégories des spectacles bénéficiaires de la loi du 20 mai 1936. La première¹ a prévu des réductions en faveur des théâtres, music-halls, cinémas, cirques, et cabarets d'auteurs.

Une seconde délibération² ajouta les bals et les spectacles sportifs (dans la mesure, évidemment, où ces établissements et manifestations peuvent être appelés spectacles et imposés). Ces délibérations ont été relativement longues à venir, en raison des enquêtes que la ruée des directeurs d'établissements, candidats à la réduction, rendait nécessaires.

Les tarifs dont nous allons parler sont appliqués sans faiblesse. Mais il est à remarquer que le tarif de 10 p. 100, devenu 8,75 p. 100, est celui de droit commun en ce sens qu'il frappe des manifestations que la loi de l'an V désignait en parlant des « autres fêtes où l'on est admis en « payant ». Cependant la loi du 8 thermidor semblait bien prévoir le taux de 25 p. 100, c'est-à-dire le taux maximum. L'administration a vu ce qu'un semblable tarif

1. 10 juillet 1936.

2. 27 novembre 1936.

avait d'excessif et elle y a renoncé comme taux de droit commun.

L'Assistance publique de Paris ne consent plus aucun abandon de ses droits, comme elle le faisait avant-guerre, encourageant de ce fait les reproches sévères de la doctrine (G. Dufour, Paris, 1913. Le recouvrement du droit des pauvres. *Op. cit.*)

Tous les tarifs sont donc appliqués et ils doivent être approuvés par le préfet.

L'Assistance publique de Paris a bien voulu nous communiquer les tarifs de perception qu'elle appliquait depuis le 28 mars 1937 pour le recouvrement du droit des pauvres.

A. — TARIF DE 8,75 P. 100

Ce tarif est devenu celui de droit commun.

Il s'est substitué au tarif de 10 p. 100, en vertu des réductions autorisées par la loi du 20 mai 1936.

Les théâtres, quelle que soit leur nature, sont soumis au tarif de 8,75 p. 100. Il n'y a pas à tenir compte du prix de la place, s'il s'agit d'un théâtre subventionné. Les concerts symphoniques quotidiens sont imposés au même taux. Un tarif différent est prévu pour des concerts particuliers que nous étudierons ensuite.

Les cinématographes sont imposés à ce tarif quel que soit le montant de leurs recettes. Ce n'est donc pas le même système que pour la taxe d'État. Rappelons enfin que la surtaxe prévue pour certains cinématographes par la loi de finances du 30 décembre 1937, n'intéresse pas le droit des pauvres.

Les music-halls, café-concerts, attractions diverses, et récitals de danses, les courses cyclistes, pédestres et nau-

tiques, les matches de boxe, de lutte, de hockey, de patinage, de foot-ball, sont soumis à ce régime.

Ainsi, au cas où une société sportive n'a pu exciper de son but conforme à l'intérêt général, et si ses réunions ont le caractère prédominant de spectacle, aux termes de la jurisprudence actuelle, c'est au taux de 8,75 p. 100 qu'elle est redevable du droit des pauvres. Si même il était jugé que les joueurs de tennis d'un club fussent imposables au titre du droit des pauvres (ce qui fut fait dans un arrêt du 5 février 1926 déjà étudié), si sur ce point il y avait un renversement de jurisprudence, ce serait à ce taux. L'Assistance publique prévoit le même tarif pour les matches de foot-balls des amateurs et des professionnels. Il y a là quelque chose de contestable. Mais la jurisprudence actuelle rend vaine cette question, tout au moins en ce qui concerne les amateurs.

B. — TARIFS DE 5 ET DE 4,50 P. 100

Un tarif de 5 p. 100 est prévu pour les concerts d'artistes, tandis que les associations de concerts non subventionnés et subventionnés sont soumis à un tarif de 4,50 p. 100. On ne tient pas compte du prix des places qui sont toutes imposées. On sait que les mêmes spectacles, au point de vue de la taxe d'État, ne sont imposés que pour leurs places supérieures à 12 francs, lorsqu'ils sont subventionnés.

C. — TARIF DE 15 P. 100

Ce tarif légal actuel de 15 p. 100 ne frappe que les bals de société. C'était autrefois un tarif de faveur pour ces bals qui ne sont pas des manifestations quotidiennes, mais au contraire exceptionnelles.

Nous verrons dans la troisième section, que l'Assistance publique a modifié le régime de façon encore plus favorable dans certaines conditions.

D. — TARIF DE 21,75 P. 100

Il s'agit ici des dancings et bals musettes. Rentrent dans cette catégorie les établissements de dîners-dancings et soupers-dancings que nous avons étudié dans la première partie. Les mêmes remarques s'appliquent pour la taxe d'État et pour le droit des Pauvres. Nous avons de même déjà indiqué comment était établie la fraction donnant les parts correspondant à chaque impôt dans le prélèvement global opéré sur les recettes. Pour le droit des pauvres, au tarif de 8,75 p. 100, il y aura, en ce qui concerne les music-halls, un prélèvement de $\frac{8,75}{113,75}$ puisque les music-halls supportent une taxe d'État de 5 p. 100.

Section III. — Régime particulier à certains bals.

Les bals de sociétés peuvent bénéficier d'un régime de faveur si les sociétés remplissent certaines conditions.

L'Assistance publique tient en général compte de ce que certaines œuvres de bienfaisance contribuent à atténuer ses propres charges. Les sociétés qui veulent bénéficier de ce régime doivent en faire la demande avant la manifestation, et prouver que les bénéfices profitent exclusivement à l'œuvre. Il y a ici un rappel de notions que nous connaissons pour les avoir déjà rencontrées en étudiant la taxe d'État. Mais toutes les sociétés ne peuvent bénéficier de ce régime de faveur. L'Assistance publique en donne une liste limitative.

L'Assistance publique accorde le taux de 5 p. 100 aux bals de certaines sociétés qui ne donnent pas plus de quatre manifestations par an. Il s'agit de l'année théâtrale, qui va d'octobre à septembre. Ces manifestations dansantes ont un caractère exceptionnel. Certaines sociétés seulement obtiennent cette faveur.

1° Les établissements publics, caisses des écoles, bureaux de bienfaisance et autres bénéficient de ce régime.

2° Les établissements reconnus d'utilité publique et les établissements agréés par le Conseil supérieur de l'Assistance publique en ont aussi le bénéfice. On admet encore les sociétés dont les présidents concourent aux élections du Conseil supérieur. Ce sont des sociétés aussi appréciées que la Croix-Rouge.

Une question se pose. Le régime de faveur est accordé seulement à quatre manifestations parmi celles données par une société déterminée. Les demandes sont centralisées à Paris, mais on considère l'activité générale de la Société dans la France entière. Dès lors l'Union Nationale des Combattants dont les sections multiples organisent des bals, ne pourra avoir de régime de faveur que pour quatre réunions. La société est en général consultée de façon qu'elle puisse préciser pour quelles manifestations elle désirerait voir appliquer le régime de faveur. L'administration est à cet égard très compréhensive et cherche à satisfaire les redevables. Mais la meilleure solution pour certaines subdivisions de groupements généraux consiste à compléter leur autonomie par une déclaration conforme à la loi de 1901, qui achèvera leur individualisation. Le Parti Social Français nous a été cité par l'administration comme ayant eu l'initiative de créer une fédération du Nord-Est individualisée.

3° Les sociétés de Secours Mutuel, reconnues d'utilité

publique, ou celles dont les statuts doivent être approuvés par un arrêté du ministre de l'Intérieur.

4^o Les œuvres de guerre.

5^o Les associations d'anciens combattants reconnues d'utilité publique.

6^o Les associations d'étudiants reconnues d'utilité publique.

La reconnaissance d'utilité publique est un des caractères dominants de ces groupements. Les tarifs que nous avons énumérés s'appliquent à Paris. Il n'y a plus uniformité obligatoire à ce point de vue, dans tout le pays, mais les principes à appliquer sont les mêmes. Il est à remarquer que le tarif de 5 p. 100 est le tarif le plus bas que connaisse le droit des pauvres, exception faite du tarif spécial de 4,50 p. 100 propre à une catégorie déterminée de concerts. Ce tarif de 5 p. 100 est un tarif exceptionnel qui n'est pas accordé en dehors des cas précités. Il est d'application tout à fait restreinte. Le droit des pauvres est toujours perçu dès qu'il y a séance payante. C'est là un point certain, auquel la jurisprudence n'a pas apporté de dérogation.

Elle a simplement précisé que le droit frappait les séances payantes de spectacles, qui ne présentent pas un caractère d'intérêt général. Toutes les contestations porteront évidemment sur la question de savoir si une manifestation a bien le caractère prédominant de spectacle.

Certaines fêtes données par des patronages ou par des sociétés aux ressources limitées bénéficient de réductions accordées en connaissance de cause par l'administration, mais ces réductions n'ont jamais pour résultat de les faire passer à une classe fiscalement inférieure au tarif minimum de 5 p. 100.

CHAPITRE III

PERCEPTION. RECouvreMENT. CONTENTIEUX

L'article 475, alinéa 9, du code des Contributions Indirectes, pour la perception, et l'article 477, dernier alinéa, en ce qui concerne le recouvrement et le contentieux, prévoient que le régime applicable sera, pour le droit des Pauvres, le même que celui en vigueur pour la taxe d'État.

Aussi ne nous étendrons nous pas longuement sur cette question pour laquelle il n'y a qu'à se rapporter à ce qui a été dit relativement à la taxe d'État.

Section I. — Perception.

Le calcul du droit des pauvres est fait suivant les mêmes règles que celui de la taxe d'État. Le droit serait plus général dans ses objectifs si la jurisprudence, que nous avons étudiée, relative à la détermination de l'assiette, n'était venue en restreindre considérablement les applications. Il n'y a pas de textes prévoyant une exonération pour certaines manifestations payantes auxquelles a été reconnu le caractère prédominant de spectacle.

Nous avons, d'autre part, étudié dans le précédent chapitre, les manifestations bénéficiant d'une réduction de tarifs. On peut, à vrai dire, classer celles-ci dans une catégorie comportant un tarif particulier.

Le droit des pauvres est calculé sur la recette nette des réunions imposables, c'est-à-dire défalcation faite des autres impôts. C'est la même règle que pour la taxe d'État (circulaire du 9 août 1920).

La taxe charitable s'applique à toutes les recettes, qu'elles proviennent du prix des places ou des dépenses jointes ou substituées obligatoirement à un prix d'entrée. Ce sont les mêmes règles que celles relatives aux établissements de concerts et de danse, en ce qui concerne la taxe d'État.

Les principes sont encore les mêmes pour les billets spéciaux. C'est ainsi que le droit des pauvres est calculé sur le prix réellement acquitté par le spectateur dans le cas des billets à prix réduits et sur le prix normal de la place occupée dans le cas des billets de faveur.

Les bases sur lesquelles le droit des pauvres est perçu sont identiques à celles sur lesquelles porte l'impôt d'État.

Section II. — Le recouvrement¹.

Le recouvrement du droit des pauvres est opéré par voie d'exercice ou d'abonnement. Ces deux modes de libération de l'entrepreneur, astreint au paiement de l'impôt, ont déjà été étudiés.

Rappelons que l'abonnement en matière de droit des pauvres comporte une approbation par l'autorité admi-

1. Une statistique communiquée par la Direction générale des Contributions Indirectes signale que près de 37.000 communes sur 38.000 préfèrent ne pas percevoir le droit des pauvres. Situation illégale, car le droit des pauvres est un impôt obligatoire. La raison invoquée est le coût élevé de la perception. On étudie actuellement les moyens de rendre légal ce nouvel état de choses.

nistrative : les préfets approuvent les conditions de l'abonnement.

Le régime de l'abonnement est surtout pratiqué à l'égard d'établissements dont le peu d'importance rend le contrôle onéreux, ou à l'égard de ceux dont l'activité particulière, comme les restaurants-dancings, rend difficile le contrôle permanent.

Enfin, la compétence en matière d'abonnements, actes administratifs, est celle du conseil de préfecture avec recours au Conseil d'État.

Le recouvrement du droit des pauvres, opéré par les agents dont nous avons déjà parlé au titre de la taxe d'État, est facilité par la tenue des mêmes carnets à souches.

Section III. — Contentieux.

« Les contraventions seront constatées et les poursuites
« exercées suivant les formes propres à cette administra-
« tion (celle des contributions indirectes) qui, en cas de
« contravention commune, sera exclusivement chargée du
« soin de transiger ou de poursuivre. » (Code des Contribu-
tions Indirectes, article 477, *in fine*.)

Cette disposition, que nous avons déjà examinée, s'oppose à la procédure qui était suivie lorsque le droit des pauvres était le seul impôt qui frappait les spectacles publics. C'était alors à l'administration des contributions indirectes qu'était confié ce soin par un décret du 8 fructidor an XIII, fort mal interprété, qui déclarait : « les
« poursuites à faire pour assurer le recouvrement des
« droits ci-dessus mentionnés (droit des pauvres notam-
« ment), seront désormais dirigées suivant le mode fixé

« par l'arrêté du 16 thermidor an VIII, et les autres lois
« ou règlements relatifs au recouvrement des contribu-
« tions directes ou indirectes. »

L'arrêté en question concernait les poursuites et le contentieux en matière de Contributions Directes. On en a conclu qu'il fallait appliquer au droit les règles des Contributions Directes et on négligea purement et simplement les mots « ... et indirectes » placés à la fin du texte que nous avons cité. Cette interprétation ne tenait certainement pas compte de la nature du droit des Pauvres, qui en fait une taxe indirecte, mais elle prévalut et la compétence des tribunaux administratifs ne fut jamais remise en question.

La loi de 1920 a renversé la situation et a tenu meilleur compte de la nature des impôts établis sur les spectacles publics. La compétence est devenue judiciaire.

Nous avons déjà vu que les établissements d'assistance et l'administration des Contributions Indirectes pouvaient conclure des traités confiant la perception aux mêmes agents. Il y a ainsi une certaine collaboration. A Paris, le recouvrement des deux impôts incombe à l'Assistance Publique. Les poursuites sont exercées par l'administration des Contributions Indirectes.

CHAPITRE IV

LES BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES

D'une façon générale, le droit des Pauvres est attribué aux établissements d'assistance. Cette affirmation demande quelques précisions.

La loi du 7 frimaire an V, avait attribué le bénéfice du droit des Pauvres aux bureaux de bienfaisance. Ces bureaux de bienfaisance n'existaient pas obligatoirement dans chaque commune. Ils s'occupent actuellement, principalement, de secourir les indigents valides à domicile.

La loi du 8 thermidor, an V, décida que les hôpitaux et hospices bénéficieraient désormais aussi du droit des pauvres.

La loi du 15 août 1893 imposa la création d'un bureau d'assistance dans chaque commune. Ce bureau s'occupe plus particulièrement de secourir les indigents malades. La loi de 1893 n'avait pas prévu l'affectation d'une partie du droit des pauvres à ce service. Mais par une circulaire du 18 mai 1894, le ministre de l'Intérieur, devant la communauté des buts poursuivis par ces établissements communaux, a décidé que, dans les mêmes conditions, chacun pouvait prétendre à une quotité du droit des Pauvres. Il ne s'agit pas d'un droit au bénéfice du produit de l'impôt, mais d'une aptitude à bénéficier de cette forme particulière de ressources.

Sans être soumis à des règles impératives, le préfet est chargé de la répartition du droit des pauvres. Il résulte de la jurisprudence que le bénéfice du droit des pauvres est réservé aux établissements d'assistance de la commune où eurent lieu les manifestations imposées.

Le Conseil d'État a jugé le 23 novembre 1928 (D. H., 1929-72) que la commission syndicale, gérante des intérêts indivis de plusieurs communes, n'avait aucune compétence pour répartir les fonds provenant du droit des pauvres. Ces derniers doivent revenir aux services d'assistance et d'hospitalisation de la commune où se donnent les spectacles, même si le lieu de ces spectacles constitue la propriété collective de plusieurs communes.

Dans leur traité, MM. Pillu et Béchet écrivent, d'autre part¹ : « En l'absence de tout organisme de cette nature, « situation tout à fait exceptionnelle, puisque la loi de « 1893 prescrit la création d'un bureau d'assistance dans « chaque commune, on estime que le préfet pourrait « remettre le produit du droit des pauvres à une œuvre « privée d'assistance ou de bienfaisance. »

Il est certain que l'absence d'établissement d'assistance ayant l'aptitude légale à bénéficier du droit des pauvres ne saurait exonérer une manifestation, de la taxe charitable.

1. Pillu et Béchet. Les impôts sur les spectacles, *op. cit.*

APPENDICE

DÉCRET DU 3 MAI 1938.

Le décret du 3 mai 1938, pris en application de la loi du 13 avril 1938, accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux, en vue d'effectuer le redressement financier du pays vient modifier légèrement les tarifs qui ont été indiqués au cours de cette étude.

En ce qui concerne la taxe d'État, les taux actuels sont les suivants (*Journal Officiel* du 4 mai 1938).

1^{re} catégorie (concerts non quotidiens, etc.) 1,10 %.

2^e catégorie (théâtres, concerts symphoniques, etc.) 2,20 %.

3^e catégorie (parcs d'attraction, etc.) 5,40 %.

4^e catégorie (courses vélocipédiques, etc.) 10,80 %.

5^e catégorie (cinémas).

1^{er} palier 2,20 %.

2^e palier 5,40 %.

3^e palier 10,80 %.

4^e palier 16,20 %.

5^e palier 21,60 %.

« Surtaxe sur les salles ayant réalisé plus de 200.000 francs de recettes nettes au cours du mois précédent et ne mettant à l'affiche ni attraction de music-hall ni auditions d'orchestre », 27 %.

6^e catégorie (combats de coqs, etc.) 32,40 %.

CONCLUSION

On parlait, sous l'ancien régime, du « droit sacré » des pauvres pour désigner et justifier le prélèvement opéré sur les dépenses faites pour se procurer un divertissement. La taxe d'État et la taxe municipale, rendues nécessaires par les charges nouvelles de l'État et des communes, n'ont pas compromis le fondement des impôts sur les spectacles publics.

Le plaisir n'est pas considéré comme quelque chose d'anormal qui dût être fiscalement poursuivi, mais on doit toujours rechercher pour un impôt une assiette satisfaisante, et c'est beaucoup quand l'opinion publique estime qu'une taxe est juste. C'est le cas des impôts sur les spectacles, dont le principe n'appelle pas d'autres justifications.

Puisque l'impôt est admis et justifié, il n'y a qu'à s'efforcer de l'appliquer conformément aux textes. Ceux-ci ne sont pas toujours aussi précis qu'il le faudrait, mais le législateur s'oriente actuellement vers une méthode d'énumération limitative qui fera de l'impôt des spectacles une institution logique.

Le besoin de distraction est inhérent à la nature humaine. Le législateur, en fondant un impôt indispensable, sur ce principe, se doit, cependant, de juger la valeur et la qualité des plaisirs.

Il doit donc, ce faisant, tenir compte des besoins du pays, tant au point de vue artistique qu'au point de vue social, et les spectacles les plus dispendieux ne doivent pas nécessairement supporter les tarifs les plus élevés, la recette du fisc dût-elle en pâtir ! Certains plaisirs avilissent une race, ou, tout au moins, ne l'élèvent pas. D'autres, au contraire, manifestent une saine orientation des loisirs.

Nous ne dissimulons pas que nous apprécions grandement la jurisprudence qui tient compte du but poursuivi ou atteint par certaines entreprises. Une surtaxation des établissements de danse convient mieux qu'un impôt infime frappant, même indirectement, les membres d'une association sportive. Un concert de musique classique, une exposition d'œuvres d'art ont une valeur morale d'une autre qualité qu'un café-concert ou une course de taureaux.

L'impôt sur les spectacles ne doit pas être un accessoire de la lutte des classes et il doit évoluer dans un sens conforme aux intérêts sociaux de ceux qu'il atteint.

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU :

Le Président de la thèse,

ACHILLE MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- CRÉMIEU. — *Théâtres et spectacles*. (Jurisclasseurs, 1913.)
DALLOZ. — *Répertoire pratique*, t. XII, V^o Théâtre-spectacle.
DELOBEL. — *Spectacle public et droit municipal* (Thèse Paris, 1927).
DUFOUR. — *Recouvrement du droit des pauvres* (Thèse Paris, 1913).
FOURNIER. — *Le théâtre et les pauvres* (Paris).
JÈZE. — *Science des finances*.
LACAN et PAULMIER. — *Jurisprudence des théâtres*.
MAGNIN. — *Origines du théâtre antique et moderne* (Paris, 1868).
PILLU et BÉCHET. — *Les impôts sur les spectacles* (Paris, 1928).
ROSIER. — *Tous nos impôts* (Paris 1926).
ROSIER. — *Traité théorique et pratique de législation fiscale* (t. II).
SIMON. — *Du droit des pauvres sur les spectacles* (Thèse Bordeaux, 1905).
VIVIEN et BLANC. — *Législation des théâtres* (Paris, 1830).
Feuilles de documentation des contributions indirectes.
Circulaires de la Direction générale des contributions indirectes, ministère des Finances, des 9 août et 20 septembre 1920, 31 juillet 1921, 18 juillet 1923, 31 janvier 1929, 30 mai 1932, 18 mai, 19 et 25 juillet 1934.
Circulaire du 30 septembre 1920 du ministère de l'Intérieur.
-

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS.	1
AVANT-PROPOS. — Intervention politique de l'État dans les spectacles publics	3

INTRODUCTION

INTERVENTION FISCALE DE L'ÉTAT DANS LES SPECTACLES PUBLICS

CHAPITRE PREMIER. — Historique de l'impôt des spectacles. .	11
<i>Section I.</i> — Le Droit des pauvres.	11
§ I. — Des origines à la Révolution	12
§ II. — La législation révolutionnaire et son règne jusqu'en 1920	25
<i>Section II.</i> — La taxe d'État.	32
CHAPITRE II. — Comparaison des impôts sur les spectacles publics.	35
<i>Section I.</i> — Caractères communs	36
§ I. — La perception	36
§ II. — Recouvrement et contentieux	37
§ III. — Cartes d'abonnement, billets d'auteurs, etc	39
§ IV. — Assimilation contestée quant à l'assiette.	39
<i>Section II.</i> — Caractères différents.	44
§ I. — Tarifs.	44
§ II. — Réductions.	44

PREMIÈRE PARTIE

LA TAXE D'ÉTAT ET LA TAXE MUNICIPALE

TITRE I

LA TAXE D'ÉTAT

CHAPITRE PREMIER. — Assiette et quotité	49
<i>Section I.</i> — Les différents tarifs prévus par la loi	50
§ I. — Établissements soumis au tarif de 2 p. 100	50
A. Théâtres	50
B. Concerts	51
C. Cabarets d'auteurs	51
D. Meetings aéronautiques	52
E. Salons et expositions diverses	52
F. Matches de football	54
§ II. — Établissements soumis au tarif de 10 p. 100	54
A. Courses diverses	56
B. Bals	57
C. Thés-concerts et soupers-concerts	60
D. Mesure dans laquelle le tarif de 10 p. 100 est celui de droit commun	61
§ III. — Les cinématographes	61
§ IV. — Les courses de taureaux et les combats de coqs	65
§ V. — Tarifs exceptionnels	65
A. Concerts non quotidiens subventionnés	65
B. Tarif de 5 p. 100	66
§ VI. — Le tarif applicable aux spectacles mixtes	68
<i>Section II.</i> — Les divertissements particuliers non prévus par la loi	69
§ I. — Position de la question	69
§ II. — Discussion et jurisprudence	72
A. Jurisprudence extensive	72
1° Spectacles sportifs	72
2° Spectacles artistiques et naturels	74
B. Jurisprudence restrictive	75
1° Spectacles sportifs	75
2° Concerts dans une église	78
C. Conclusion	79
CHAPITRE II. — Exemptions. Exonérations. Réductions	81
§ I. — Exonérations légales établies en tenant compte du caractère plus ou moins désintéressé de l'organisme don- nant le spectacle	82

A. Représentations d'établissements publics	82
B. Associations.	83
C. Manifestations des Associations sportives et des Associations d'éducation populaires.	84
1 ^o Associations sportives.	84
2 ^o Associations d'éducation populaire	87
§ II. — Exemptions légales en faveur de certaines entreprises de spectacles ayant un caractère strictement commercial	88
A. Réductions	88
B. Exemptions.	89
1 ^o Exemptions de certains spectacles.	89
2 ^o Exemptions de certaines personnes	92
3 ^o Le silence de la loi sur certains divertissements	95
§ III. — Les conditions générales d'exonération.	97
§ IV. — Les courses de chevaux.	98
CHAPITRE III. — Le calcul de l'impôt.	101
<i>Section I. — Principe et méthode</i>	<i>101</i>
<i>Section II. — Particularités de certaines perceptions.</i>	<i>103</i>
§ I. — Dépenses jointes ou substituées obligatoirement au prix d'entrée.	104
A. Thés-concerts, soupers-concerts	104
B. Soupers-dancings	105
C. Diners-dancings	105
§ II. — Billets spéciaux	107
A. Billets à prix réduit.	107
B. Billets gratuits.	108
C. Cartes d'abonnement.	111
CHAPITRE IV. — Le recouvrement normal de l'impôt	113
§ I. — Généralités	113
A. Déclaration.	113
B. Administration compétente	114
§ II. — Le contrôle	115
A. Agents.	116
B. Moyens de contrôle.	116
C. Exercice	117
D. Abonnement	118
CHAPITRE V. — Le recouvrement contentieux.	121
§ I. — Sanction.	122
§ II. — Poursuites	122
A. Pénalités	122
B. Procédure.	124
1 ^o Compétence du Tribunal civil.	124
2 ^o Compétence du Tribunal correctionnel.	127

TITRE II

LA TAXE MUNICIPALE

CHAPITRE UNIQUE.	131
<i>Section I.</i> — Origine et réglementation	131
A. Origine.	131
B. Textes	131
<i>Section II.</i> — Technique.	132
§ I. — Assiette.	132
§ II. — Tarif.	133
§ III. — Recouvrement	134

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT DES PAUVRES

CHAPITRE PREMIER. — Assiette du Droit des pauvres.	139
<i>Section I.</i> — Jurisprudence administrative.	140
<i>Section II.</i> — Jurisprudence judiciaire	145
§ I. — Jurisprudence reconnaissant l'identité d'assiette.	147
§ II. — Jurisprudence distinguant les deux impôts quant à leurs assiettes.	150
<i>Section III.</i> — Applications	154
A. Jeux sportifs	155
B. Musées. Châteaux historiques. Salons artistiques.	156
CHAPITRE II. — Les tarifs du Droit des pauvres.	158
<i>Section I.</i> — Généralités et textes	158
<i>Section II.</i> — Classification des spectacles selon le taux du Droit des pauvres qui les atteint.	161
A. Tarif de 8,75 p. 100.	162
B. Tarif de 5 et 4,50 p. 100	163
C. Tarif de 15 p. 100.	163
D. Tarif de 21,75 p. 100	164
<i>Section III.</i> — Régime particulier à certains bals	164
CHAPITRE III. — Perception. Recouvrement. Contentieux.	167
<i>Section I.</i> — Perception	167
<i>Section II.</i> — Recouvrement.	168
<i>Section III.</i> — Contentieux	169
CHAPITRE IV. — Les bénéficiaires du Droit des pauvres.	171
APPENDICE	173
CONCLUSION.	174
BIBLIOGRAPHIE	176

